

**MESSAGE N° 146**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**relatif aux perspectives financières 2006–2008**  
**et aux mesures 2004 destinées à garder**  
**la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg**

30 août 2004

Les perspectives financières de l'Etat mises en évidence par l'actualisation du plan financier 2005–2006 et la planification financière des années 2007–2008 obligent le Conseil d'Etat à vous soumettre un programme de mesures destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat. Les exigences de la nouvelle Constitution en matière d'équilibre du budget et celles de la loi sur les subventions fixant un plafond aux dépenses de subventionnement sont autant de raisons supplémentaires d'anticiper les difficultés financières qui s'annoncent.

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. LES PERSPECTIVES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT
  - 1.1 Le projet de budget 2005
  - 1.2 Le plan financier 2006–2008
    - 1.2.1 Le rôle du plan financier
    - 1.2.2 Le contexte et les incertitudes du plan financier
      - 1.2.2.1 Le contexte
      - 1.2.2.2 Les limites et incertitudes liées au plan financier
    - 1.2.3 Les résultats du plan financier 2006–2008
      - 1.2.3.1 Les résultats généraux
      - 1.2.3.2 Les principales améliorations apportées
      - 1.2.3.3 L'analyse des revenus et des charges du plan financier 2006–2008
  - 1.3 Conclusions relatives aux perspectives financière de l'Etat
2. LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES MESURES DESTINÉES À GARDER LA MAÎTRISE DES FINANCES DE L'ÉTAT DE FRIBOURG
  - 2.1 Les raisons de politique générale
  - 2.2 Les contraintes légales
3. LE CONTENU DES MESURES 2004
  - 3.1 Les mesures de la compétence du Conseil d'Etat
    - 3.1.1 En matière d'effectifs du personnel
    - 3.1.2 En matière immobilière
    - 3.1.3 En matière de relations avec les régies, sociétés et établissements
    - 3.1.4 En matière de subventionnement
    - 3.1.5 En matière de recettes nouvelles
    - 3.1.6 Mesures à l'étude
  - 3.2 Les mesures de la compétence du Grand Conseil
4. LES MODIFICATIONS LÉGALES PROPOSÉES
  - 4.1 Les modifications légales en vue d'intégrer les réductions linéaires dans la législation spéciale
    - 4.1.1 Rappel
    - 4.1.2 Justification de la mesure
    - 4.1.3 Les domaines concernés
    - 4.1.4 Commentaires généraux au sujet des modifications légales
    - 4.1.5 Commentaires particuliers
  - 4.2 Les autres modifications légales
    - 4.2.1 La modification de l'article 189 de la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (146/L)
    - 4.2.2 La modification de l'article 6 de la loi du 18 novembre 1971 créant une assurance scolaire contre les accidents (146/M)
    - 4.2.3 La modification de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (146/N)

- 4.2.4 La modification de l'article 15 de la loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (146/O)
- 4.2.5 La modification de l'article 88 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (l'encouragement à la prise volontaire de la retraite) (146/P)
- 4.2.6 La modification de l'article 22 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (troisième demi-jour de congé au cycle d'orientation) (146/Q)

## 5. CONSÉQUENCES DES PROJETS PROPOSÉS

- 5.1 Conséquences financières
  - 5.1.1 Au niveau cantonal
  - 5.1.2 Au niveau communal
- 5.2 Autres conséquences

## 6. CONCLUSION

---

### 1. LES PERSPECTIVES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

Les perspectives financières de l'Etat pour ces prochaines années peuvent être appréhendées par le biais du projet de budget 2005 en cours de préparation et, surtout, au travers du plan financier pour les années 2006–2008. Ce dernier fait l'objet ci-après d'une analyse détaillée.

#### 1.1 Le projet de budget 2005

Le Conseil d'Etat prépare actuellement le projet de budget 2005. Il sera soumis au Grand Conseil à la session de novembre 2004. Le Conseil d'Etat veut tout mettre en œuvre pour présenter un résultat du budget de fonctionnement inférieur à celui de l'exercice 2004 dont le déficit de fonctionnement se montait à 30 millions de francs.

#### 1.2 Le plan financier 2006–2008

##### 1.2.1 Le rôle du plan financier

En application de l'article 38 de la loi sur les finances de l'Etat, le Conseil d'Etat est tenu d'établir un plan financier et de procéder à son actualisation périodique. Dans son rapport du 29 octobre 2002, le Conseil d'Etat a présenté la planification financière pour les années 2004 à 2006. Au cours de ces derniers mois, il s'est attaché à procéder à l'actualisation du plan pour l'année 2006 et à la planification des années 2007–2008. Le plan financier est un outil de gestion des finances très important car il met en évidence, à l'avance, les principaux problèmes financiers qui se posent. Il permet ainsi d'étudier et de prendre à temps les mesures nécessaires pour conserver la maîtrise des finances cantonales.

##### 1.2.2 Le contexte et les incertitudes du plan financier

###### 1.2.2.1 Le contexte

Le plan financier 2006–2008 prend en compte les prévisions démographiques retenues dans le plan financier de législature. Il table sur une légère reprise de l'économie. La calculation des charges salariales repose sur un taux

d'inflation de (1%) et sur une progression de la masse salariale liée aux automatismes de 1% également.

Le plan financier intègre les dernières adaptations de notre part au bénéfice et au produit des ventes d'or de la BNS (105 millions de francs en 2008) et l'augmentation de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (14 millions de francs en 2008). Il enregistre aussi les principales détériorations suivantes:

- les conséquences estimées des mesures fédérales d'économies 2003 (10 millions de francs en 2006, puis 15 millions de francs pour 2007 et 2008);
- dès 2005, la fin de l'application du décret sur les réductions linéaires des subventions et de la diminution de la cotisation employeur à la Caisse de prévoyance (soit au total 11 à 12 millions de francs par année);
- la prise en compte d'un allègement de la fiscalité cantonale des personnes physiques en 2007 et 2008 à raison de respectivement 10 millions et 20 millions de francs.

### 1.2.2.2 Les limites et incertitudes liées au plan financier

La planification financière est toujours un exercice difficile car les données sur lesquelles elle se fonde peuvent se modifier rapidement. De plus, les prévisions peuvent être influencées par des mesures ou des décisions sur lesquelles le Gouvernement n'a pas ou peu de prise et dont on ne peut parfois pas chiffrer exactement l'importance.

Sur le plan fédéral, plusieurs mesures pourraient avoir un effet négatif non négligeable sur les perspectives financières du canton.

On citera en particulier:

- la part au bénéfice et au produit des ventes d'or de la BNS: selon certaines propositions actuellement en discussion, le canton pourrait subir des pertes annuelles se situant entre 30 et 50 millions de francs;
- le programme d'économies 2004 dont les contours financiers n'étaient pas encore connus au moment de la fin des travaux de planification. On sait depuis lors que le canton verra sa part aux droits d'entrée sur les carburants diminuée d'environ 3 millions de francs et que des mesures toucheront les domaines des transports publics, de l'asile et de l'assurance maladie;
- les conséquences des révisions partielles de la LAMal, notamment la participation des pouvoirs publics à l'hospitalisation en divisions commune ou privée dans les cliniques privées et la nouvelle forme de participation financière des cantons aux primes d'assurance maladie pour les assurés de condition modeste;
- l'introduction éventuelle au niveau fédéral de prestations complémentaires pour les familles s'inspirant du modèle tessinois;
- les modifications, jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation, de notre indice de capacité financière qui se situe actuellement à un niveau très bas et dont la progression aurait pour effet de réduire sensiblement nos recettes en provenance de la Confédération;
- les allègements de la fiscalité fédérale avec incidences sur les finances cantonales qui seront proposés à la suite du refus par le peuple du paquet fiscal le 16 mai 2004;

- le projet de réforme de l'imposition des entreprises II.

Sur le plan cantonal également diverses mesures, non comprises dans les résultats du plan financier 2006–2008, pourraient influencer la situation, à savoir notamment:

- les diverses demandes en vue d'alléger la fiscalité;
- l'application de certaines dispositions prévues dans la nouvelle Constitution;
- les prochaines étapes de la modification de la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Ajoutons encore qu'au vu des hypothèses retenues et du faible niveau actuel des taux, une reprise de l'inflation et des taux d'intérêts ne manqueraient pas d'avoir des conséquences négatives sur les prévisions financières de l'Etat de Fribourg.

Malgré les difficultés et les incertitudes qui pèsent sur cette planification financière, le Conseil d'Etat considère qu'il est indispensable de décrire le scénario financier qui semble actuellement le plus probable. Il relève pourtant que les risques de détériorations des perspectives financières annoncées seront particulièrement nombreux et importants ces prochaines années. Ils nous incitent à faire preuve de retenue et de prudence.

## 1.2.3 Les résultats du plan financier 2006–2008

### 1.2.3.1 Les résultats généraux

Sans prise en considération des mesures proposées sous le chapitre 3 du présent message, le plan financier 2006–2008 arrêté par le Conseil d'Etat du 13 juillet 2004 présente les résultats prévisionnels suivants, en millions de francs:

	Comptes <sup>1)</sup> 2003	Budget 2004	Plan financier		
			2006	2007	2008
Boni (+) Déficit (-) du compte de fonctionnement	+ 14,3	- 30,1	- 37,7	- 73,1	- 87,6
Investissements nets	108,0	99,9	113,2	112,9	102,5
Endettement supplémentaire	3,7	39,7	62,7	93,7	99,5
Disponible (-), dépassement de la cote d'alerte					
si cote d'alerte 3%	.	.	- 34,4	0,8	13,9
si cote d'alerte 2%	.	.	- 10,4	24,9	38,5
Autofinancement en millions	104,3	60,2	50,6	19,2	3,0
Autofinancement en%	96,6	60,2	44,7	17,0	2,9
Quote-part des subventions cantonales en%	23,4	25,5	26,0	26,6	26,8

<sup>1)</sup> sans effet EEF

Ces résultats généraux appellent les commentaires suivants:

- le compte de fonctionnement présente un déficit qui se détériore année après année pour atteindre 88 millions de francs en 2008;
- en moyenne annuelle, les investissements nets sont en augmentation (109,5 millions de francs pour les années 2006–2008);
- sous l'effet à la fois de la progression du déficit du compte de fonctionnement et du volume plus important des investissements, l'endettement connaît une forte progression. En trois ans, il augmente de 256 millions de francs;
- l'autofinancement mesuré soit en millions de francs, soit en pourcentage, diminue année après année. En 2008, il n'est plus que de 2,9%;

- seul le résultat du déficit de l'exercice 2006 se situe nettement au-dessous de la limite légale actuelle du déficit (cote d'alerte de 3% des revenus avant imputations internes). Il est toutefois important de souligner que la suite donnée à une motion acceptée par le Grand Conseil aura pour effet de réduire la limite actuelle du déficit de 3 à 2% et que la nouvelle Constitution exige l'équilibre budgétaire, sauf besoins financiers exceptionnels ou grave détérioration de la conjoncture. Ajoutons encore que l'équilibre budgétaire nécessiterait d'éliminer complètement les déficits cumulés du compte de fonctionnement, soit 198 millions pour 2006 à 2008;
- la quote-part des subventions cantonales par rapport au produit de la fiscalité augmente année après année. En 2008, elle se monte à 26,8%. Depuis l'exercice budgétaire 2004, elle excède la limite de 25% qui impose au Conseil d'Etat de proposer des modifications législatives en matière de subventionnement;
- enfin, constat positif, les projections de l'exercice 2006 sont plus favorables que ceux qui ont été présentés dans le plan financier de législature d'octobre 2002 (le déficit du compte de fonctionnement 2006 passe de 106 millions de francs à 38 millions de francs).

### 1.2.3.2 Les principales améliorations apportées

Les résultats présentés plus haut se distancent des prévisions initiales transmises par les Directions, services et établissements, en mars 2004, au début de l'examen du plan financier par le Conseil d'Etat. Ce dernier s'est en effet attaché, au cours de plusieurs séances, à améliorer les premières perspectives financières annoncées. Son effort a porté en priorité sur la maîtrise des charges (75% de l'amélioration). Par rapport aux chiffres initiaux, les améliorations suivantes ont été apportées, en millions de francs:

	2006	2007	2008
Déficit du compte de fonctionnement	105	128	134
Charges	68	95	111
Revenus	37	33	23
Investissements nets	22	52	66
Insuffisance de financement	122	172	186
Cote d'alerte à 3%	106	129	135
Quote-part des subventions (en points)	1,4	1,1	1,3

Sur le plan des **charges**, les mesures prises ont porté en particulier sur:

- une diminution du renchérissement pris en considération et une première limitation du nombre des nouveaux postes (économies 2006–2008: 43 millions de francs). Sous le point 3.1, le Conseil d'Etat présente des mesures complémentaires pour contenir l'évolution des effectifs;
- la fixation d'enveloppes financières pour l'entretien des bâtiments et des routes, l'informatique et une limitation, dans certains cas, un plafonnement des frais de fonctionnement (économies 2006–2008: 52 millions de francs);
- le domaine du subventionnement. Il a fait l'objet d'une analyse très approfondie du Conseil d'Etat. En reconsidérant les prévisions et les besoins en la matière, les charges des années 2006–2008 ont été comprimées de 79 millions de francs;

- les amortissements: grâce à un redimensionnement du programme des investissements et des subventions d'investissements, le volume des amortissements a été réduit de 29 millions de francs sur la période 2006 à 2008;
- les intérêts passifs: les adaptations apportées aux revenus et aux charges ont permis de diminuer le service de la dette des années 2006 à 2008 de 35 millions de francs.

Sur le plan des **revenus**, les améliorations apportées ont touché en particulier:

- le produit de la fiscalité cantonale: les prévisions ont été revues légèrement à la hausse. Malgré les incidences des révisions de la LICD de 2004 et 2005 (manque à gagner d'environ 22 millions de francs) et la prise en considération d'un manque à gagner de respectivement 10 et 20 millions de francs pour 2006 et 2007, le produit de la fiscalité cantonale a été amélioré de 26 millions de francs;
- en 2007 et 2008, la part cantonale au bénéfice de la BNS: elle a été portée à son maximum à savoir 105 millions de francs. Les résultats finaux se trouvent ainsi amélioré de 54 millions de francs;
- les recettes versées par la Confédération: le refus du paquet fiscal et la réévaluation des prévisions communiquées par la Confédération ont permis d'accroître de plus de 50 millions de francs les revenus encaissés à ce titre entre 2006 et 2008.

### 1.2.3.3 L'analyse des revenus et des charges du plan financier 2006–2008

Les principaux postes de revenus et de charges du plan financier 2006–2008 arrêtés par le Conseil d'Etat le 13 juillet 2004 évoluent ainsi, en millions de francs:

#### A/ les revenus

Nature des revenus	Budget	Plan financier			Evolution En%
	2004	2006	2007	2008	
Impôts	794,3	848,5	862,1	874,9	+ 10,1
Transferts	1073,4	1107,7	1102,7	1133,7	+ 5,6
Revenus des biens, taxes et contributions	402,6	426,6	430,9	436,7	+ 8,5
Financements spéciaux	27,0	32,5	26,3	26,2	- 3,0
Total	2297,3	2415,3	2422,0	2471,5	+ 7,6

Entre 2004 et 2008, les revenus totaux progressent de 7,6% alors que les charges augmentent de 10%. Cela explique la détérioration du déficit du compte de fonctionnement. Le poste «Impôts» connaît une évolution supérieure à la moyenne des revenus (+ 10%), malgré la prise en considération d'un allègement de la fiscalité sur les personnes physiques de respectivement 10 et 20 millions de francs en 2007 et 2008. Les hypothèses de croissance annuelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques retenues sont de l'ordre de 3%. Il a également été tenu compte, pour ce qui concerne l'impôt fédéral direct, des résultats de la votation populaire du 16 mai 2004. Le plan financier prend aussi en considération une adaptation de l'impôt sur les bateaux et sur les chiens. La dernière étape de l'augmentation de notre part au bénéfice et au produit des ventes d'or de la BNS ainsi que les rentrées supplémentaires escomptées notamment de la BCF et des EEF expliquent l'accroissement du poste «Revenus des biens» (+ 8,5%).

## B/ les charges

Les charges de fonctionnement progressent de 232 millions de francs ou de 10% entre 2004 et 2008. Elles se répartissent ainsi selon leur nature, en millions de francs:

Nature des charges	Budget	Plan financier			Evolution
	2004	2006	2007	2008	En%
Personnel	998,6	1067,3	1092,5	1117,5	+ 11,9
Transferts	849,5	909,3	911,6	928,7	+ 9,3
Consommation	332,7	335,0	341,3	360,5	+ 8,4
Amortissements	107,7	105,2	109,6	107,6	-
Charges financières	38,9	36,2	40,1	44,9	+ 15,4
Total	2327,4	2453,0	2495,1	2559,2	+10,0

Alors même que les hypothèses retenues en matière d'inflation tablent sur un taux très faible (1% par année), les charges de personnel connaissent une évolution soutenue (+ 11,9%) liée à la fois aux automatismes et aux nouveaux postes découlant principalement de l'évolution de la démographie scolaire. S'agissant des nouveaux postes, le Conseil d'Etat a déjà pris diverses décisions. Il a limité à 25 unités, sur la période 2005–2008, les postes de l'administration centrale. Il a retenu 40 postes pour la police et 45 postes pour les domaines de santé et du secteur social. Dans l'enseignement, il s'est fixé comme objectif de **réduire la progression** des effectifs de 25% par diverses mesures qui sont énumérées sous le point 3.1.1. Malgré ces mesures, le total des nouveaux postes 2005–2008 est de l'ordre de 290 unités.

Le poste «Transferts» connaît une hausse apparemment proche de la moyenne des charges. Une nouvelle présentation comptable (pour les hôpitaux de districts) a pour effet de réduire «optiquement» les subventions redistribuées de plus de 20 millions de francs. En réalité, les subventions accordées augmentent de 15,6% entre 2004 et 2008. Les hausses les plus marquées, dues principalement aux mesures d'économies de la Confédération, touchent les secteurs suivants: homes pour handicapés, ateliers protégés, soins spéciaux, prestations complémentaires AVS-AI, hôpitaux de districts. Ces évolutions provoquent le dépassement de la quote-part légale des subventions fixée à 25% du produit de la fiscalité cantonale. En 2008, cette part atteint 26,8%. Le Conseil d'Etat, conformément à la loi sur les subventions devra dès lors soumettre des propositions de modifications législatives afin de se situer au-dessous de la limite de 25% (cf. point 4.1).

Les dépenses de consommation, malgré les enveloppes financières fixées, progressent encore d'un peu plus de 8% par rapport à 2004. Les besoins liés à l'informatique et aux prestations de tiers expliquent l'essentiel de l'évolution constatée. Quant aux charges financières, la hausse est due principalement à l'endettement annuel supplémentaire et à la prise en considération d'une légère reprise des taux d'intérêts.

### 1.3 Conclusions relatives aux perspectives financières de l'Etat

Les perspectives financières de l'Etat, plus particulièrement celles annoncées par le plan financier 2006–2008, indiquent clairement que des mesures s'imposent. Elles sont d'autant plus nécessaires que les finances cantonales ont bénéficié, au cours de ces derniers exercices, de la conjonction de plusieurs circonstances favorables de na-

ture exceptionnelle ou unique: l'importante progression des rentrées fiscales liée au passage à la taxation annuelle (+ 124 millions de francs entre 1997 et 2003), la hausse de plus de 80 millions de francs de notre part au bénéfice de la BNS, la vente de 10% du capital-actions des EEF. Si l'on rappelle aussi que l'économie s'est caractérisée par une inflation très faible et par des taux d'intérêts historiquement très bas, on comprend bien que l'on risque de ne pas assister ces prochaines années à une répétition d'effets aussi positifs pour les finances du canton.

## 2. LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE DES MESURES DESTINÉES À GARDER LA MAÎTRISE DES FINANCES DE L'ÉTAT DE FRIBOURG

La détérioration des finances révélée par les perspectives financières 2006–2008 est la raison principale qui nous oblige à prendre des mesures. Elle n'est pas la seule. Plusieurs autres motifs nous incitent aussi à agir, en particulier:

### 2.1 Les raisons de politique générale

- la volonté de garder, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, la maîtrise de nos finances;
- la nécessité de continuer à corriger des défauts structurels des finances cantonales;
- le souci de dégager une modeste marge de manœuvre pour pouvoir faire face aux événements inattendus;
- le besoin de relayer les mesures d'économies qui arrivent à leur terme et qui, pour la plupart, soulagent les finances du canton depuis plus de dix ans;
- l'obligation de faire face aux mesures d'économies 2003 prises par la Confédération et à celles qui viennent d'être annoncées;
- la volonté de pouvoir réaliser une nouvelle étape de l'allègement nécessaire de la fiscalité des personnes physiques sur le plan cantonal.

A ces raisons de politique générale, s'ajoutent encore deux exigences légales importantes: la teneur de l'article 83 de la Constitution cantonale du 16 mai 2004 et la disposition de l'article 21 de la loi sur les subventions.

### 2.2 Les contraintes légales

Pour rappel, ces textes légaux stipulent ce qui suit:

Constitution cantonale (art. 83 relatif à l'équilibre budgétaire)

<sup>1</sup> *L'Etat équilibre son budget de fonctionnement.*

<sup>2</sup> *Il tient cependant compte de la situation conjoncturelle et d'éventuels besoins financiers exceptionnels.*

<sup>3</sup> *Les déficits engendrés par ces situations doivent être compensés dans les années suivantes».*

Loi sur les subventions (art. 21)

<sup>1</sup> *Le volume global des subventions de fonctionnement doit être adapté aux possibilités financières de l'Etat.*

<sup>2</sup> *Lorsque le total des subventions nettes de fonctionnement prévues au budget atteint le quart du total du produit de la fiscalité cantonale, le Conseil d'Etat propose*



*au Grand Conseil des modifications législatives en matière de subventionnement. Le Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de cette disposition».*

Les résultats du plan financier 2006–2008 présentés sous le point 1.2.3 tant en ce qui concerne la situation du budget de fonctionnement que la quote-part des subventions cantonales ne sont pas conformes aux exigences légales. Le Conseil d'Etat est tenu de proposer des mesures d'améliorations des perspectives financières de l'Etat.

### **3. LE CONTENU DES MESURES 2004**

Dans son rapport du 29 octobre 2002 consacré au programme gouvernemental et au plan financier de la législature 2002-2006, le Conseil d'Etat avait mis en évidence cinq axes de réformes et de restructurations à moyen et long termes afin de garder la maîtrise de l'évolution des finances cantonales ces prochaines années. Dans un rapport séparé, il vous informe en détail sur l'état d'avancement des travaux et sur les pistes étudiées en vue d'améliorer la situation. Le Conseil d'Etat entend évidemment poursuivre les travaux dans ces domaines dont les objectifs financiers notamment rejoignent ceux qui sont visés par les présentes mesures. Il constate toutefois que certaines propositions exigent de longs délais de mise en œuvre. Il est dès lors nécessaire d'envisager des actions plus immédiates dont les effets se feront sentir déjà dès 2005.

Les mesures 2004 décidées par le Conseil d'Etat peuvent se subdiviser en deux catégories: celles qui relèvent du pouvoir du Conseil d'Etat et celles qui sont de la compétence du Grand Conseil. La priorité est mise sur ces dernières. Les mesures portent à la fois sur les recettes et sur les dépenses mais avec un accent sur les charges. Pour l'essentiel, les mesures proposées auront des effets durables.

#### **3.1 Les mesures de la compétence du Conseil d'Etat**

Comme nous l'avons déjà relevé sous le point 1.2.3.2, le Conseil d'Etat a pris de très nombreuses mesures de sa compétence pour juguler les déficits. Il a également décidé de mener des analyses plus approfondies dans certains domaines. En plus des mesures déjà citées plus haut, le Conseil d'Etat a notamment décidé d'agir dans les domaines suivants:

##### **3.1.1 En matière d'effectifs du personnel**

Dans l'administration centrale, l'analyse des prestations aura notamment pour objectif de mettre en évidence les prestations auxquelles il serait possible de renoncer afin de faire face aux nouvelles tâches et priorités de l'Etat. De plus, le Conseil d'Etat entend développer le recours au système du «pool» des postes de travail libérés. Sur une période de quatre ans, les Directions auront pour objectif d'alimenter le «pool» des postes de travail à hauteur de 100 unités. Les postes ainsi libérés devraient permettre de couvrir les besoins en nouveaux postes de l'administration centrale.

Dans le secteur de l'enseignement professionnel, l'enseignement des branches de culture générale devra se faire avec un effectif minimal de vingt apprenants. Il sera renoncé aux filières qui, deux ans de suite, comptent moins de 13 apprenants.

Dans le domaine de l'enseignement relevant de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS), plusieurs mesures ont déjà été prises et d'autres ont été décidées ou sont à l'examen:

##### **3.1.1.1 Rappel des mesures déjà prises**

Au cours de la présente législature, le domaine de l'enseignement dépendant de la DICS a fait l'objet de mesures d'économies visant à maîtriser la croissance des effectifs qui ont suscité de grands remous dans le canton, notamment le « Time-Out » du 20 mars 2003. Les mesures suivantes ont été prises:

1. Réduction des EPT pour l'assistance pédagogique dans le cadre du projet FRI-TIC (18 EPT au lieu de 31.88).
2. Gel du nombre total des appuis aux degrés préscolaire et primaire pour l'année scolaire 2002/03, par rapport à la situation de l'année scolaire 2001/02.
3. Modification des articles 40 et 44 RLS dès l'année scolaire 2003/04, dans le sens de la suppression de la possibilité de maintien d'une classe si l'effectif est insuffisant pour une durée limitée.
4. Gel des décharges dans les CO pour l'année scolaire 2002/03, par rapport à la situation de l'année scolaire 2001/02.
5. Gel des décharges au degré secondaire supérieur pour l'année scolaire 2002/03, par rapport à la situation de l'année scolaire 2001/02.
6. Réduction d'une heure de la grille-horaire du degré secondaire supérieur pour les degrés 11 à 13, dès l'année scolaire 2004/05 (concerne en particulier l'éducation physique et l'anglais).
7. Augmentation du minimum de 10 à 12 élèves par groupe pour les options spécifiques et complémentaires (collèges), dès l'année scolaire 2003/04.
8. Augmentation de 19 à 22 élèves du seuil à partir duquel la classe est dédoublée pour les cours d'informatique (collèges), dès l'année scolaire 2003/04.

Ce n'étaient pas là les premières mesures d'économie décidées par le canton. La comparaison avec les mesures prises récemment par d'autres cantons montre que ces derniers économisent maintenant soit sur des éléments auxquels nous avons déjà dû renoncer ces dernières années, soit sur des innovations que nous n'aurions de toute manière jamais pu envisager. Par ailleurs, la pression démographique que nous vivons depuis plusieurs années explique la presque totalité de l'accroissement des EPT d'enseignement. Les comparaisons intercantonales (statistiques de l'OFS) montrent que Fribourg figure systématiquement en tête dans les données relatives au nombre d'élèves par EPT d'enseignement. Cela montre bien que les EPT d'enseignement sont utilisés en proportion du nombre des élèves et non pas tant pour des autres mesures d'encadrement ou des projets.

##### **3.1.1.2 Mesures en vue de réduire la progression des nouveaux postes**

L'objectif visé est ici de réduire d'un quart environ la progression des nouveaux postes, soit une diminution d'environ 50 EPT sur une prévision de 208 EPT. Les mesures envisagées pour y parvenir portent sur les domaines suivants:

#### a) Réexamen de l'organisation des cercles scolaires

Nous en arrivons maintenant au terme du décret relatif aux fusions de communes. Le fait de créer des cercles scolaires plus grands conduit souvent à des effectifs par classe plus élevés dans les écoles concernées. Le Conseil d'Etat avait indiqué que, lorsque le programme de fusion serait terminé, il réexaminerait la question des cercles scolaires. La structure des cercles scolaires est en effet en constante évolution. En 1967, les 284 communes du canton géraient leur propre école; en 2004, les 182 communes (-102) sont organisées en 111 cercles scolaires (-173). Cette réduction a permis de mieux utiliser les ressources disponibles et est à saluer également du point de vue de la pédagogie. La diminution du nombre de cercles scolaires ne constitue cependant pas un objectif absolu. Le principe du maintien d'une école au village constitue également une contrainte dont il faut tenir compte. Par ailleurs, les transports engendrés par un groupement scolaire ne doivent pas prendre des proportions trop importantes pour les enfants. Enfin, les données physiques (nombre et dimension des salles de classe) ne peuvent être modifiées à court terme, d'autant plus que de nombreuses communes ont récemment procédé à des investissements pour agrandir ou rénover leur école.

Cela étant rappelé, il n'en demeure pas moins que, suite au programme de fusion des communes, pour lesquelles les regroupements ont souvent suivi ce qui se pratiquait déjà au niveau des cercles scolaires, un réexamen global de l'organisation des cercles est nécessaire afin d'assurer une organisation optimale du fonctionnement des écoles et des effectifs équilibrés sur tout le territoire cantonal.

Dans ce sens, la DICS est chargée, avec la collaboration de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), par son Service des communes, d'examiner l'organisation des cercles scolaires.

#### b) Augmentation du nombre minimal d'élèves pour certaines options dans le secondaire II

En 2002, le Conseil d'Etat avait décidé d'augmenter le minimum de 10 à 12 élèves par groupe pour les options spécifiques et complémentaires dans les collèges, dès l'année scolaire 2003/04. Le gouvernement avait simultanément décidé l'augmentation de 19 à 22 élèves du seuil à partir duquel la classe est dédoublée pour les cours d'informatique dans les collèges, également dès l'année scolaire 2003/04. Ces mesures ont été mises en œuvre. Il s'agit d'examiner leurs effets sur la palette des offres des options spécifiques et complémentaires et sur une nouvelle répartition entre les collèges situés en ville de Fribourg.

#### c) Université

Une enveloppe budgétaire pluriannuelle a été allouée à l'Université pour les années 2004 à 2006. Compte tenu des restructurations en cours et de la réaffectation des moyens dans l'Université, le Conseil d'Etat a admis pour cette période une croissance moyenne des effectifs du personnel de l'ordre de 10 EPT par an. Dès 2007, le Conseil d'Etat doit demander à l'Université de stabiliser la croissance des effectifs à environ 5 postes par année.

#### d) Enseignement spécialisé / classes de développement

Le domaine de l'enseignement spécialisé et des services auxiliaires fait actuellement l'objet d'analyses structurales, pour plusieurs raisons:

- l'examen périodique des subventions aux services auxiliaires a mis en évidence la nécessité de disposer

d'un meilleur appareil statistique et d'une véritable gouvernance, agissant aussi bien sur les questions pédagogiques que sur celles de la gestion administrative;

- le projet de nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, qui sera soumis au vote populaire le 28 novembre prochain, prévoit le désengagement de la Confédération dans des volets importants de ce secteur. Par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), les cantons se préparent à cette transition et à la nécessaire coordination intercantonale qu'impliquera la nouvelle situation. Des comparaisons entre les pratiques et les normes des différents cantons permettront d'avoir une vision d'ensemble sur la manière de gérer la question de l'enseignement spécialisé et des services auxiliaires;
- la pertinence de la répartition actuelle des responsabilités entre la DICS et la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) fait l'objet d'une étude qui sera soumise au gouvernement dès l'hiver 2004.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat sera inévitablement amené à réexaminer les normes relatives aux effectifs dans l'enseignement spécialisé et les services auxiliaires.

#### e) Classes à effectifs restreints dans le secteur de l'enseignement tertiaire

En raison d'un nombre d'élèves de langue allemande trop petit, ou de spécificités inhérentes à certaines branches (par exemple, les techniciennes et techniciens en salle d'opération), certaines classes connaissent des effectifs restreints. Pour ces cas, le Conseil d'Etat envisage soit l'introduction de rentrées biennales (voire deux années sur trois), soit un renforcement de la collaboration intercantonale afin de parvenir à des effectifs d'une vingtaine d'étudiantes et étudiants par classe. Des contacts sont actuellement en cours avec les cantons de Berne et de Vaud pour, cas échéant, arriver à répartir des enseignements entre cantons.

### 3.1.2 En matière immobilière

Il est prévu d'agir dans les domaines suivants:

- mener de nouvelles négociations sur les conditions des contrats de bail importants;
- dresser l'inventaire des possibilités de se porter acquéreur de surfaces louées indispensables au fonctionnement à long terme de l'Etat;
- mettre en place une commission d'examen préalable des besoins de tout nouveau projet de construction et fixer son cahier des charges;
- actualiser l'inventaire des immeubles et terrains appartenant à l'Etat et examiner les possibilités de vendre certains objets.

### 3.1.3 En matière de relations avec les régies, sociétés et établissements

Le Conseil d'Etat entend aussi les solliciter afin qu'ils apportent leur contribution à l'amélioration des finances de l'Etat. En effet, leur situation financière et, dans certains cas, la législation à la base de leur création nous autorisent à envisager cette démarche. Les améliorations attendues porteront en particulier sur:

- le bénéfice ou le dividende alloué annuellement à l'Etat;
- la problématique de certains biens immobiliers propriété de ces entités et loués à l'Etat;
- la compensation de l'exonération fiscale, des garanties octroyées par l'Etat ou du mandat d'exclusivité;
- le co-financement de certaines tâches exécutées dans un but commun.

### 3.1.4 En matière de subventionnement

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Conseil d'Etat va adapter les taux de subventionnement de toutes les ordonnances portant sur le subventionnement pour tenir compte durablement des réductions linéaires appliquées depuis plus de dix ans. Les adaptations réglementaires concernent principalement les domaines suivants: les biens culturels, l'estivage du bétail, la sylviculture, l'énergie et les endiguements. L'économie attendue de cette mesure est estimée à environ 900 000 francs par année. Sous le point 4.1 de ce message, le Conseil d'Etat commente en détail l'application de cette mesure aux domaines qui nécessitent une décision préalable du Grand Conseil.

### 3.1.5 En matière de recettes nouvelles

Les résultats du plan financier 2006–2008 tiennent compte de deux adaptations des tarifs d'impôts:

- une augmentation de 5 francs de l'impôt cantonal sur les chiens qui se montera désormais à 60 francs/an;
- une adaptation de l'impôt sur les bateaux de l'ordre de 10% pour autant que l'indice des prix à la consommation atteigne 152,3 points. La recette supplémentaire estimée s'élève à 145 000 francs par année.

Ces deux mesures relèvent de la compétence du Conseil d'Etat.

### 3.1.6 Mesures à l'étude

Le Conseil d'Etat a d'ores et déjà chargé les Directions concernées de mener diverses études et analyses qui pourraient selon leurs conclusions et les décisions prises contribuer, dans une deuxième étape, à améliorer les perspectives financières de l'Etat.

Les études portent sur les domaines suivants:

- subventionnement des constructions scolaires et des salles de sport: dans le cadre du projet de loi qui sera soumis prochainement au Grand Conseil, le Conseil d'Etat limitera le subventionnement à la construction initiale ainsi qu'au premier équipement didactique. Concernant le cycle d'orientation, il renoncera au subventionnement du mobilier et des aménagements extérieurs. En cas d'agrandissement suite à une rénovation, seules seront subventionnées les surfaces supplémentaires nécessaires à l'enseignement. Enfin, de nouveaux taux de subventionnement seront retenus;
- transports scolaires des domaines préscolaires et primaires: les commissions scolaires (pour les écoles enfantines et primaires) et les comités d'écoles (pour les écoles du cycle d'orientation) organisent les transports scolaires. Les frais résultant des transports prévus par la législation scolaire sont à la charge de l'Etat et des communes. Or, il apparaît que cette manière de procé-

der ne va pas sans poser quelques problèmes, en particulier en matière de responsabilisation des communes quant aux coûts supportés par l'ensemble des collectivités et de contrôle des prestations fournies et de celles qui sont facturées. Un potentiel d'économies pourrait être exploité si les organes qui prennent les décisions correspondaient à ceux qui assument les coûts. Dans ce sens, le Conseil d'Etat examinera cette question lors de la prochaine révision de la loi scolaire, prévue pour 2006;

- services auxiliaires: afin de promouvoir la mise en place de services auxiliaires par les communes, la loi en vigueur répartit les frais y relatifs à raison de 50% à la charge de l'Etat et 50% à la charge des communes. Or, la phase initiale de mise en place est maintenant terminée et nous sommes entrés dans celle du fonctionnement régulier de ces services. Dès lors, la répartition des charges doit dorénavant être identique à celle valable pour les autres secteurs de l'enseignement préscolaire et primaire, soit 65% à charge des communes et 35% à charge de l'Etat. Le Conseil d'Etat examinera cette question lors de la prochaine révision de la loi scolaire, prévue pour 2006;
- subventions en matière d'élevage: conformément à l'article 142 de la loi sur l'agriculture (LAgr), la Confédération peut octroyer des contributions à des organisations d'élevage reconnues, notamment pour la tenue des registres généalogiques et des herd-books, les épreuves de productivité, l'estimation de la valeur d'élevage et les programmes portant sur l'amélioration de la productivité et de la qualité, l'assainissement des cheptels et leur état de santé. Les contributions ne sont allouées entre autres conditions que si les cantons participent au moins dans la même mesure que la Confédération à la couverture des dépenses. Pour le budget 2004, la participation cantonale aux mesures propres de la Confédération est de l'ordre d'environ un million de francs. Selon le projet de la Confédération de réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT), les cantons seraient déchargés de tout engagement financier pour les mesures spécifiques dans le domaine de l'élevage, étant aussitôt rappelé que dans le cadre de ce projet de réforme, la Confédération se déchargera sur les cantons dans d'autres domaines de l'agriculture, tels que par exemple la formation et la vulgarisation agricole, et qu'on assistera en fait à un transfert de charge;
- décret sur l'application des méthodes culturales préservant le sol (RSF 811.2): selon l'article premier de ce décret, l'Etat peut encourager l'application de méthodes culturales préservant le sol par des aides financières, sous forme de contributions non remboursables. En l'état 50 exploitants agricoles ont signé en 2003 un contrat avec le Service de l'agriculture, ce qui représente un montant annuel estimé à 93 600 francs. Au vu des restrictions budgétaires, il a été décidé de ne plus conclure de nouveaux contrats, un tel soutien n'apparaissant pas comme absolument prioritaire. L'encouragement prendra dès lors fin à l'échéance des contrats actuellement conclus. En revanche, dans le cadre de leurs activités de formation et de conseil, les organes étatiques compétents encourageront les agriculteurs à utiliser de telle méthodes, tout en suivant également les effets à la fois environnementaux et économiques de telles mesures;



- transports publics: dans la mesure où le canton était appelé à assumer une charge financière supplémentaire à la suite du retrait envisagé de la Confédération dans le domaine de l'aide aux transports régionaux, une adaptation de la participation communale aux déficits d'exploitation des transports publics sera examinée. De plus, dans ce même domaine, il sera procédé à une analyse des statistiques de fréquentation et à des comparaisons de résultats par passager, par kilomètre parcouru pour toutes les lignes de chemins de fer et de bus du réseau cantonal;
- centre de perfectionnement en informatique: les activités de ce centre devront se concentrer uniquement sur les besoins en lien direct avec la formation et le perfectionnement professionnels;
- aides aux victimes d'infraction (LAVI): une modification de la clé de répartition et une nouvelle répartition des frais seront examinées;
- endiguements: il sera procédé à une évaluation des possibilités de limiter le subventionnement aux ouvrages réalisés dans la zone de montagne et aux interventions en plaine pour les cas liés aux dangers naturels.

### 3.2 Les mesures de la compétence du Grand Conseil

Les diverses mesures d'austérité décidées par le Conseil d'Etat dans le cadre de ses compétences ne permettent pas de réduire suffisamment les déficits prévisibles pour les années prochaines. Il est nécessaire de proposer des mesures de la compétence du Grand Conseil. Elles se traduisent au total par 17 modifications de lois ou décrets qui font l'objet d'explications détaillées dans la quatrième partie de ce message.

## 4. LES MODIFICATIONS LÉGALES PROPOSÉES

Le Conseil d'Etat vous soumet l'adaptation d'un décret et 16 modifications de lois. Elles font l'objet de projets séparés et sont soumises individuellement au referendum législatif. Dans 11 cas, les propositions visent à intégrer les réductions linéaires actuelles dans la législation spéciale (cf. 4.1). Il s'agit des objets n° 146 A à K. Les autres mesures envisagées se traduisent par 6 modifications législatives (cf. 4.2).

### 4.1 Les modifications légales en vue d'intégrer les réductions linéaires dans la législation spéciale

#### 4.1.1 Rappel

En application du décret du 7 octobre 1992 relatif à la réduction des subventions cantonales, le canton réduit de 5 ou de 10%, depuis déjà plus de 10 ans, la quasi-totalité des subventions cantonales allouées. La réduction est de 10% dans la grande majorité des domaines. Le décret de 1992 a été prorogé à plusieurs reprises. Il arrive à échéance à la fin de l'année 2004. En moyenne annuelle, le montant total des économies réalisées grâce aux réductions linéaires dépasse les 10 millions de francs.

#### 4.1.2 Justification de la mesure

Le Conseil d'Etat ne souhaite pas une nouvelle prolongation du décret sur les réductions linéaires qui arrive à échéance le 31 décembre 2004. Il s'y est engagé. En re-

vanche, il n'a pas d'autre alternative que de vous proposer d'intégrer les réductions linéaires appliquées actuellement dans la législation des différents domaines de subventionnement. Cette mesure se traduira concrètement par une adaptation du taux de subventionnement de chaque loi soumise aujourd'hui aux réductions linéaires.

Cette mesure se justifie non seulement par les mauvaises perspectives financières révélées par le plan financier et commentées en détail sous le point 1 mais aussi par une obligation légale. En effet, depuis le budget 2004, la quote-part des subventions cantonales nettes de fonctionnement excède 25% du produit de la fiscalité cantonale. En 2006, le rapport est de 26,0%. Il s'élève à 26,6% puis 26,8% en 2007 et 2008. Or, dans cette situation, en application de l'article 21 al. 2 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions, le Conseil d'Etat doit proposer au Grand Conseil des modifications législatives dans le domaine du subventionnement. Le Conseil d'Etat considère que cette mesure est supportable. Au cours de ces dernières années, elle n'a jamais compromis la réalisation des tâches dans les domaines où elles s'appliquaient.

#### 4.1.3 Les domaines concernés

L'application des réductions linéaires actuelles aux taux de subventionnement de la législation spéciale visée par le décret sur les réductions linéaires porte sur les onze domaines suivants:

(le numéro et la lettre figurant après le numéro correspondent au numéro attribué à ce message et à l'ordre des projets de décret/lois figurant à la fin du message)

- loi d'application de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4): 146/A;
- loi scolaire RSF 411.0.1 (subventionnement des services auxiliaires): 146/B;
- décret relatif aux subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines (RSF 414.4): 146/C;
- loi sur l'enseignement secondaire RSF 414.5 (article 10, constructions scolaires): 146/D;
- loi sur la formation professionnelle (RSF 420.1): 146/E;
- loi d'application de la loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1): 146/F;
- loi sur les soins et l'aide familiale à domicile (RSF 823.1): 146/G;
- loi d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées (RSF 834.1.2): 146/H;
- loi sur les établissements médicaux-sociaux pour personnes âgées (RSF 834.2.1): 146/I;
- loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RSF 842.1.1): 146/J;
- loi sur le tourisme (RSF 951.1): 146/K.

#### 4.1.4 Commentaires généraux au sujet des modifications légales

Pour tous les textes légaux 146/A à 146/K, la modification apportée consiste à corriger le taux de subventionnement inscrit dans la législation actuelle. Ainsi, par exemple, pour le projet de loi modifiant l'article 10 al. 1 de la loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire (146/D), la modification revient à remplacer le taux



de subventionnement actuel de 50% par le taux de 45%. Dans tous les cas, à l'exception de la loi sur les soins et l'aide familiale à domicile où la réduction opérée a toujours été de 5%, la diminution du taux de subventionnement est de 10%. Dans la pratique, les subventions octroyées aux domaines concernées ne subissent pas de changement par rapport au système qui prévaut depuis 1993, date d'entrée en vigueur du décret sur les réductions linéaires des subventions cantonales.

#### 4.1.5 Commentaires particuliers

La législation en vigueur dans le domaine des subventions cantonales aux constructions d'écoles primaires et enfantines (RSF 414.4 modification de loi 146/C) prévoit le barème suivant des taux de subventionnement aux constructions et aux transformations d'écoles (art. 2 du décret du 10 février 1976):

Classes des communes	I	II	III	IV	V	VI
<b>Population</b>						
800 habitants	7	10	16	22	31	40
801–1750 habitants	6	9	14	20	28	37
1751–3500 habitants	5	8	12	18	25	34
plus de 3500 habitants	4	7	10	16	22	31

Jusqu'au 31 décembre 2004, ces taux sont soumis à la réduction linéaire de 10%. L'intégration définitive de cette réduction dans la législation implique la modification du tableau ci-dessus de la manière suivante:

Classes des communes	I	II	III	IV	V	VI
<b>Population</b>						
800 habitants	6	9	14	20	28	36
801–1750 habitants	5	8	13	18	25	33
1751–3500 habitants	4	7	11	16	22	31
plus de 3500 habitants	3	6	9	14	20	28

Les taux ont été arrondis à l'unité de façon à maintenir des paliers selon la grandeur de la commune. Ils correspondent aux taux qui avaient été proposés lors de la consultation de décembre 2003.

Quant à la modification légale 146/B, elle porte sur la modification de l'article 108 de la loi scolaire traitant du subventionnement des services auxiliaires, à savoir les frais de psychologie scolaire, de logopédie et de psychomotricité. La modification consiste à adapter le niveau de la subvention aux réductions linéaires appliquées jusqu'à présent, à savoir une subvention de 45% au lieu de 50%.

La législation en vigueur dans le domaine des subventions cantonales aux constructions d'écoles du cycle d'orientation (RSF 414.5: modification de loi 146/D) prévoit que le taux de la subvention est de 50% du montant des dépenses subventionnables (art. 10 al. 1<sup>er</sup> de la loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire). Il convient de modifier ce taux en le fixant à 45%.

Les incidences financières et en personnel des modifications proposées sont neutres, compte tenu du fait que les montants de subventions obtenus actuellement étaient déjà réduits linéairement de 10% depuis 1993.

#### 4.2 Les autres modifications légales

Elles portent sur les six domaines suivants:

- loi sur les améliorations foncières (146/L);

- loi sur l'assurance scolaire contre les accidents (146/M);
- loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (146/N);
- loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (146/O);
- loi scolaire (cofinancement par les communes du fonds pré-AVS pour le personnel enseignant) (146/P);
- loi scolaire (introduction d'un troisième demi-jour de congé aux écoles du cycle d'orientation) (146/Q).

#### 4.2.1 La modification de l'article 189 de la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (146/L)

##### 4.2.1.1 Rappel

Le Fonds des améliorations foncières (ci-après: le Fonds) est alimenté par l'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole et sert principalement à subventionner des entreprises d'améliorations foncières d'un coût peu élevé; celles d'un coût élevé bénéficient d'une aide financière fédérale et cantonale.

Selon l'article 189 al. 2 de la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1), lorsque le capital du Fonds dépasse 5 millions de francs, le surplus est versé à la caisse générale de l'Etat en vue du financement ordinaire des améliorations foncières. Au 31.12.2003, le fonds atteignait 5,3 millions de francs.

##### 4.2.1.2 Justification

Estimant qu'un capital de 3 millions de francs est suffisant pour faire face aux obligations légales pour lesquelles ce Fonds a été constitué, afin d'éviter une capitalisation inutile, il est proposé de limiter le capital du Fonds à 3 millions de francs au lieu de 5 millions de francs.

##### 4.2.1.3 Incidences financières

La mesure proposée permettra de réduire l'alimentation annuelle du fonds ou d'accroître les prélèvements. Elle aura ainsi une incidence directe sur le budget de fonctionnement. Au vu de l'état actuel du fonds, de la tendance à la diminution des aides octroyées par le fonds (2000: 1,2 million de francs, 2003: 0,7 million de francs), on peut estimer que l'alimentation du fonds pourra être réduite de 300 000 francs par année au minimum ces prochaines années.

#### 4.2.2 La modification de l'article 6 de la loi du 18 novembre 1971 créant une assurance scolaire contre les accidents (146/M)

##### 4.2.2.1 Justification de la mesure proposée

En date du 14 janvier 2003, le Conseil d'Etat a décidé d'englober dans les analyses de subventions à effectuer durant l'année 2003 la subvention de l'Etat pour les primes de l'assurance scolaire contre les accidents (ASA). L'étude devait entre autres mettre en lumière le rôle et les responsabilités de l'Etat dans la gestion de l'assurance et déterminer l'opportunité de maintenir cette assurance.

Se fondant sur les conclusions du rapport d'examen, le Conseil d'Etat a chargé la Direction de la santé et des affaires sociales de lui soumettre, d'ici au 31 décembre 2004, des propositions en vue de la transformation ou de

la suppression de l'assurance. Si la suppression des prestations de l'ASA pour les frais médicaux est pratiquement acquise, étant donné qu'il s'agit de prestations fournies à titre subsidiaire par rapport aux prestations de l'assurance-maladie obligatoire, il n'en est pas de même de la décision de supprimer l'obligation d'assurance, en raison de la couverture du risque invalidité et décès qui y est rattachée.

Ainsi, eu égard aux travaux actuellement en cours et compte tenu des exercices bénéficiaires réalisés ces dernières années ainsi que des réserves accumulées à ce jour par l'ASA, le Conseil d'Etat envisage de réduire la prime d'assurance de 50 à 40 francs. Parallèlement, au vu de la situation financière de l'Etat, il vous propose de modifier la répartition de la prime entre parents et pouvoirs publics, en augmentant la part à charge des parents de 60 à 75% et en diminuant le solde à charge des pouvoirs publics de 40 à 25%. Dès lors, dans cette phase transitoire, les parents continueraient à payer le même montant que celui qu'ils ont versé jusqu'à présent, à savoir 30 francs, et ce pour les mêmes prestations. Ce montant demeure concurrentiel par rapport aux offres des assureurs-maladie actuellement disponibles sur le marché.

#### 4.2.2.2 Incidences financières

Pour le calcul du budget 2005, il a été tenu compte de 33 900 élèves pouvant bénéficier d'une subvention des pouvoirs publics. Avec le système en vigueur et compte tenu de la suppression des réductions linéaires, l'Etat et les communes devraient s'acquitter chacun d'une subvention de 10 francs par élève, soit d'un montant de 339 000 francs pour l'année 2005. Avec la modification légale qui vous est proposée et compte tenu de la baisse de prime envisagée de 50 à 40 francs, le montant à charge du canton (5 francs par élève) diminuerait de 169 500 francs, les communes bénéficiant d'une réduction de charges identique.

#### 4.2.3 La modification de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (146/N)

Le projet de loi qui vous est soumis vise à modifier la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVA) ainsi que le tarif qui lui est annexé. Il s'agit d'une indexation de 5% du tarif à l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux dispositions de l'article 1a de la LIVA. Une révision de certaines dénominations de véhicules est également réalisée, toutefois sans conséquence sur leur imposition.

##### 4.2.3.1 Justification de la mesure

Selon l'article 1a de la LIVA, le Grand Conseil peut adapter le tarif des impôts sur les véhicules à l'indice moyen annuel des prix à la consommation pour autant que cet indice varie d'au moins 5%. L'adaptation entre en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier qui suit l'année au cours de laquelle l'indice a atteint un niveau suffisant pour justifier une adaptation.

L'indice de référence qui est actuellement à la base du tarif correspond à 145,3 points (décembre 1982 = 100 points). Le prochain palier de 5% se situe à 152,6 points. L'indice moyen annuel 2003 des prix à la consommation correspond à 150,7 points (+ 3,7%). Les prévisions de renchérissement pour 2004 permettent de penser que l'indice moyen annuel atteindra ou dépassera légèrement,

cette année, la valeur de 152,6 points, justifiant ainsi une indexation du tarif.

Etant donné la volatilité élevée enregistrée par l'IPC au cours de ces derniers mois, il appartiendra au Conseil d'Etat de vérifier, à la fin de l'année, que les conditions d'une indexation sont bien remplies, et de décider en conséquence de l'entrée en vigueur de cette modification.

##### 4.2.3.2 Historique des indexations et ajustements ponctuels du tarif

En 1989, un système d'indexation du tarif en fonction de l'évolution de l'IPC a été introduit; la compétence d'indexation a été attribuée au Grand Conseil. Le système prévoyait une adaptation du tarif d'un dixième au moins pour autant que l'indice moyen annuel des prix à la consommation enregistre une variation de 10%. En 2001, ce système a été révisé; l'indexation du tarif peut se faire dès qu'une variation de 5% est enregistrée. Le tableau ci-dessous présente les diverses modifications du tarif au cours de ces dernières années suite à une indexation générale ou à des ajustements ponctuels.

Entrée en vigueur	Indice de référence du tarif *	Indexation	Ajustements ponctuels du tarif / remarques
1992	125,7	10%	Néant
1994	138,4	10%	Néant
1999	138,4	Néant	+ 15% pour les motos de cylindrée > 50 cm <sup>3</sup> ; + 10% pour les voitures automobiles et véhicules utilitaires de moins de 1 tonne de charge utile et cylindrée > 2600 cm <sup>3</sup>
2001–2002	145,3	5%	indexation échelonnée: – 2001, chiffres 2 à 9 du tarif – 2002, chiffres 10 à 15 du tarif
2005	152,6	5%	Néant

\* Base: décembre 1982 = 100 points

##### 4.2.3.2 Poids de la fiscalité et position du canton de Fribourg en comparaison nationale

En matière d'impôt sur les véhicules, le canton de Fribourg présente un indice de 107,3 points (moyenne suisse = 100 points); il se situe à la limite comprise entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> tiers des cantons, classés dans l'ordre décroissant. Les différents ajustements ponctuels du tarif au cours de ces dernières années ont été adéquats puisque la position du canton est cohérente pour les principales catégories de véhicules; il en est de même au niveau du détail (petites, moyennes ou grosses cylindrées par exemple). Ci-dessous, un résumé de la dernière enquête disponible.

Catégorie de véhicules	Indice (100 = CH)	Rang ordinal (1 à 26)
Voitures de tourisme	106,8	7
Motocycles	122,4	9
Camions	108,7	9
Tracteurs pour semi-remorques	117,9	8
Remorques	134,5	6
<b>Toutes les catégories</b>	<b>107,3</b>	<b>7</b>

Source: Administration fédérale des contributions: «Charge fiscale en Suisse, Chefs-lieux des cantons/Nombres cantonaux 2003».

#### 4.2.3.4 Incidences financières

La recette fiscale supplémentaire brute prévue après l'entrée en vigueur de la présente modification est évaluée à 3 550 000 francs par an. La recette nette, tenant compte de la rétrocession aux communes des impôts sur les véhicules (30%) et de la commission d'encaissement de l'OCN est estimée quant à elle à 2 382 000 francs.

#### 4.2.4 La modification de l'article 15 de la loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (146/O)

##### 4.2.4.1 Justification de la mesure proposée

En vertu de la législation en vigueur, soit plus précisément selon les articles 14 et 15 de la loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, l'Etat supporte 75% du montant à charge du canton de Fribourg, le solde de 25% étant payé par les communes. Or, depuis l'introduction en 1966 du régime des prestations complémentaires et jusqu'à la fin 1990, la participation des communes fribourgeoises aux dépenses en matière de prestations complémentaires s'élevait à 50% du montant à charge du canton. Ce n'est que suite à l'acceptation de la motion du député Boivin par le Grand Conseil en novembre 1988 que la participation des communes aux dépenses en question fut abolie. Intégrée aux mesures 1994 d'amélioration des perspectives financières de l'Etat, la participation des communes fut réintroduite avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1995 et fixée à 25%.

La participation des communes aux dépenses dans le domaine des prestations complémentaires AVS/AI est justifiée pour diverses raisons. D'une part, ces prestations permettent de couvrir les besoins vitaux de personnes dont les rentes et revenus ne sont pas suffisants. Sans elles, ces personnes seraient tributaires de l'aide sociale dont les dépenses sont prises en charge à raison de 50% par le canton et de 50% par les communes. D'autre part, le vieillissement de la population engendre une augmentation constante des charges liées aux prestations complémentaires, dont une partie importante des bénéficiaires (2327 sur 8851 à la fin 2003) résident dans des établissements médicaux sociaux (EMS). Or, tant les prestations complémentaires que les subventions pour les frais d'accompagnement sont nécessaires au financement des séjours en EMS, mais à la différence des prestations complémentaires, les frais d'accompagnement sont pris en charge par le canton et par les communes, à raison de 50% chacun.

Finalement, la comparaison intercantonale ci-après permet de constater que mis à part Obwald, Bâle-Ville, les Grisons, Neuchâtel et Genève, cantons dans lesquels l'Etat supporte la totalité du montant à charge du canton, Fribourg est actuellement le canton dont le taux de la participation communale au financement des prestations complémentaires est le moins élevé. Le taux de 25% est en outre sensiblement plus bas que la moyenne des cantons (41,8%).

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Etat propose de diminuer la part de l'Etat de 75% à 65% et, partant, d'augmenter la part des communes de 25% à 35%. La participation des communes fribourgeoises au financement des prestations complémentaires AVS/AI restera donc encore inférieure à la moyenne suisse.

#### 4.2.4.2 Répartition en 2004 du financement des prestations complémentaires AVS/AI dans les cantons (APRÈS DEDUCTION DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES), avant la mesure proposée

Canton	Part de l'Etat (%)	Part des communes (%)
1. Zürich	38	62
2. Berne	50	50
3. Lucerne	27,5	72,5
4. Uri	50	50
5. Schwyz	50	50
6. Obwald	100	—
7. Nidwald	—	100
8. Glaris	50	50
9. Zoug	50	50
10. Fribourg	75	25
11. Soleure	44	56
12. Bâle-Ville	100	—
13. Bâle-Campagne	44	56
14. Schaffhouse	44	56
15. Appenzell Rh.-Ext.	50	50
16. Appenzell Rh.-Int.	55	45
17. Saint-Gall	40	60
18. Grisons	100	—
19. Argovie	50	50
20. Thurgovie	50	50
21. Tessin	70	30
22. Vaud	50	50
23. Valais	60	40
24. Neuchâtel	100	—
25. Genève	100	—
26. Jura	66 ⅔	33 ⅓
<b>Moyenne des cantons</b>	<b>58,2</b>	<b>41,8</b>

#### 4.2.4.3 Incidences financières

Au projet de budget 2005, les dépenses inscrites pour les prestations complémentaires AVS et AI s'élèvent au total à 117,4 millions de francs. Les subventions fédérales représentent 35% de cette somme, soit 41,09 millions de francs. Le montant à charge du canton de Fribourg s'élève donc à 76,31 millions de francs, dont 25%, soit 19 077 500 francs, sont à la charge des communes. A ce dernier montant, il faut ajouter la part des communes aux frais de gestion, à savoir 480 000 francs (25% de 1 920 000 francs), ce qui donne une somme de 19 557 500 francs.

En augmentant de 25% à 35% la participation des communes fribourgeoises, celle-ci atteindra 27 380 500 francs et entraînera une augmentation des dépenses à charge des communes (et parallèlement une diminution des dépenses à charge de l'Etat) de 7 823 000 francs.

#### 4.2.4.4 Commentaire du projet de loi

La seule disposition de la loi du 16 novembre 1965 qui subit une modification est l'alinéa 1 de l'article 15, en ce sens que la proportion de 75% relative à la part de l'Etat est abaissée à 65%.

Par voie de conséquence, le solde de la contribution pris en charge par l'ensemble des communes selon l'alinéa 2 du même article passe automatiquement de 25% à 35%.



#### **4.2.5 La modification de l'article 88 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (l'encouragement à la prise volontaire de la retraite) (146/P)**

##### **4.2.5.1 Justification de la mesure**

Selon la législation en vigueur, les communes participent au financement des frais de traitement du personnel enseignant des écoles enfantines, primaires, du cycle d'orientation, ainsi que du Conservatoire. Or, depuis 1996, le principe du pont pré-AVS a été introduit et les mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite figurent explicitement dans la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat. Ces mesures engendrent des économies pour l'employeur, en raison de l'engagement de personnel plus jeune. S'agissant du personnel enseignant, les communes ont aussi bénéficié de ces économies. Cependant, la participation des communes au financement de ces mesures pour le personnel ayant pris une retraite anticipée n'a jamais été introduite dans la législation. Il est temps de corriger cette situation. L'article 88 de la loi scolaire indique:

**Art. 88** Frais scolaires communs

a) Répartition entre les communes et l'Etat

<sup>1</sup> L'ensemble des communes supporte 65% des frais scolaires communs, comprenant:

- a) les frais de traitement des maîtres et les charges y relatives;
- b) les indemnités de déplacement des maîtres itinérants;
- c) les frais de transports qui sont gratuits au sens de l'article 6, à l'exception toutefois des frais de transports organisés en raison du caractère particulièrement dangereux du trajet;
- d) la participation éventuelle à la rémunération de l'enseignement religieux.

<sup>2</sup> L'Etat supporte 35% des frais scolaires communs.

Il convient d'ajouter une lettre à l'alinéa 1, de la manière suivante:

- e) les frais des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite.

En ce qui concerne le cycle d'orientation, l'art. 94 précise:

**Art. 94** Frais répartis entre l'Etat et les communes

a) Répartition

<sup>1</sup> Les communes du cercle scolaire supportent 30% des frais suivants afférents à leur école:

- a) les frais de traitement des maîtres, du directeur d'école et de ses collaborateurs et les charges y relatives;
- b) la participation éventuelle à la rémunération de l'enseignement religieux.

<sup>2</sup> L'Etat supporte 70% de ces frais et charges.

Il convient d'ajouter une lettre à l'alinéa 1, de la manière suivante:

- c) les frais des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite.

##### **4.2.5.2 L'application au Conservatoire**

S'agissant du Conservatoire, l'article 33 de la loi sur les institutions culturelles de l'Etat fixe le financement de la manière suivante:

**Art. 33** Financement

<sup>1</sup> Les charges du Conservatoire sont réparties par moitiés entre l'Etat et les communes. L'Etat supporte toutefois seul les charges relatives aux élèves domiciliés hors du canton.

<sup>2</sup> La part de chaque commune est calculée en fonction du nombre et de la durée des leçons prises par les jeunes élèves non professionnels domiciliés sur son territoire. Le Conseil d'Etat définit la notion de jeune élève.

<sup>3</sup> Les frais d'exploitation des locaux mis à disposition sont inclus dans les charges du Conservatoire lorsque les locaux sont spécialement construits ou aménagés pour l'enseignement dispensé par le Conservatoire et qu'ils y sont exclusivement affectés.

Les frais des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite feront désormais partie des charges du Conservatoire. Une modification de la loi n'est ici toutefois pas nécessaire.

##### **4.2.5.3 Incidences financières**

L'incidence financière de ces modifications pour l'Etat consiste en une recette supplémentaire de quelque 350 000 francs par an.

#### **4.2.6 La modification de l'article 22 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (troisième demi-jour de congé au cycle d'orientation) (146/Q)**

##### **4.2.6.1 Rappel**

La proposition de diminuer d'une unité l'horaire hebdomadaire des élèves pour des raisons d'économie n'est pas nouvelle. Au cycle d'orientation, cette mesure a été prise une première fois en 1994, puis une seconde fois l'année suivante. Une nouvelle réduction avait été annoncée en 2002, mais n'a jamais été concrétisée jusqu'à ce jour.

Le Conseil d'Etat envisage de lier cette réduction avec une nouvelle organisation de l'horaire hebdomadaire: les élèves du CO bénéficieraient d'un troisième demi-jour de congé, comme leurs camarades de l'école primaire. Cette démarche n'est pas nouvelle non plus, puisqu'un débat nourri sur cette question a occupé le Grand Conseil en 1997, en réponse au dépôt d'une motion du député Marc Genilloud en 1993, transformée en postulat en 1994. Une commission ad hoc avait été chargée de conduire une analyse détaillée, pour laquelle elle avait procédé à une large consultation. Un premier rapport avait été déposé en juillet 1995. Le résultat de ces études avait conduit le Conseil d'Etat à prendre les options suivantes, dans son message N° 11 adressé au Grand Conseil en date du 8 avril 1997:

- pour les écoles du secondaire du 2<sup>e</sup> degré, le Conseil d'Etat n'est pas favorable à l'introduction d'un troisième demi-jour de congé, car la réduction des programmes et des grilles-horaire imposerait des journées de huit leçons;
- en ce qui concerne l'école du CO, l'introduction d'un troisième demi-jour de congé ne peut être envisagée

pour des raisons tenant essentiellement au manque de salles spéciales;

- au niveau de l'école primaire, le Conseil d'Etat préconise l'introduction généralisée du troisième demi-jour de congé.

Les débats et les votes qui ont suivis, dont un particulièrement serré, n'ont donc touché que le degré primaire. Les arguments évoqués concernent les enfants et moins les adolescents: meilleure prise en compte du rythme biologique de l'enfant, rupture bienvenue au milieu de la semaine, possibilité de développer sur cet après-midi des projets les plus divers, nombreux programmes familiaux à l'ordre du jour, nombreuses activités à venir avec le concours des maîtres au niveau local, parallèlement au maintien de l'ouverture des écoles: ludothèques, bibliothèques, installations sportives à disposition. Est également évoquée la possibilité de concentrer sur ce demi-jour des cours de recyclage et de perfectionnement pour les maîtres. Tout ceci a un coût, ce que ne manquent pas de souligner plusieurs députés.

Au vote final, ce projet de loi est adopté dans son ensemble par 64 voix contre 36.

Le Conseil d'Etat est d'avis de revenir sur sa proposition en ce qui concerne le cycle d'orientation, au vu de la croissance constante des effectifs.

#### 4.2.6.2 Situation actuelle

Actuellement, la grille horaire du CO comprend:

- 32,5 unités partie francophone; 32 unités partie allemande, de 50 minutes en 7<sup>e</sup> année;
- 32 unités en 8<sup>e</sup> année;
- 32 unités en 9<sup>e</sup> année.

#### Comparaison avec d'autres cantons

	7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
Fribourg	32,5	32	32
Genève	32	32	32
Jura	30 à 31	30 à 32	33
Neuchâtel	31 à 32	31	30 à 34
Tessin	33	33	33
Valais	32	32	32
Vaud	32	32	32
Argovie	33 à 36	32 à 36	29 à 36
Lucerne	34	35	36
Soleure	29	29	29

Fribourg est le seul canton romand à travailler sur 5 jours entiers au secondaire I. Les 32 unités actuelles pourraient en fait déjà être réparties sur 4 jours et demi: 4 x 7 unités et 4 heures le mercredi matin. Cette solution n'avait pas été retenue, ni lors de la première réduction de la grille horaire, ni lors de la prise en considération de la motion Marc Genilloud. Des raisons d'utilisation des locaux, mais surtout des craintes de voir augmenter les problèmes sociaux, avaient été évoquées.

Une étude de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique de la Suisse romande et du Tessin (IRDP) donne une autre comparaison intéressante: le temps effectif d'enseignement pour l'ensemble de la scolarité obligatoire: Fribourg occupe le 3<sup>e</sup> rang des cantons latins.

#### Heures effectives d'enseignement pour les degrés 1 à 9:

Tessin	8395 h
Valais	8301 h
<b>Fribourg</b>	<b>8186 h</b>
Vaud	7839 h
Berne	7488 h
Jura	7488 h
Genève	7479 h
Neuchâtel	7400 h

La réduction d'une heure hebdomadaire ne modifierait pas ce classement.

#### 4.2.6.3 Proposition de modification légale

Le passage à 31 heures hebdomadaires permettrait de donner aux élèves du CO un 3<sup>e</sup> demi-jour de congé, ce qui aurait pour conséquence une diminution des charges de personnel ainsi que des frais de transport là où les élèves bénéficient de courses spéciales.

Pour cela, le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 22 al. 2 et 4 de la loi scolaire (LS) dont la formulation actuelle est la suivante:

##### Art. 22

<sup>2</sup> A l'école primaire, les élèves ont congé un jour entier et un demi-jour par semaine, outre le dimanche et les jours légalement fériés.

<sup>4</sup> A l'école du cycle d'orientation, les élèves ont congé deux demi-jours par semaine, outre le dimanche et les jours légalement fériés.

La nouvelle formulation serait:

##### Art. 22

<sup>2</sup> A l'école primaire et à l'école du cycle d'orientation, les élèves ont congé un jour entier et un demi-jour par semaine, outre le dimanche et les jours légalement fériés.

<sup>4</sup> (Abrogé).

Le Conseil d'Etat envisage une entrée en vigueur de cette mesure au début de l'année scolaire 2005/2006.

#### 4.2.6.4 Incidences financières et en personnel de la proposition

Ces incidences peuvent être évaluées de la manière qui suit.

Unités économisées par année: 1 par classe

Nombre de classes prévues pour l'ensemble des CO du canton (estimation): 511 classes pour les années scolaires 2005/06 à 2008/09, puis une baisse pourrait avoir lieu.

Bases de calcul pour les traitements: classe F22, palier 10, 13<sup>e</sup> salaire, avec charges sociales. Part de l'Etat au CO: 70%

L'estimation qui suit tient compte d'une réduction proportionnelle d'une unité sur les 32 que compte la grille horaire actuelle, en faisant l'hypothèse que la mesure soit introduite à la rentrée 2005 pour la volée qui débutera alors sa première année au CO; la mesure concernera les trois années du CO dès la rentrée 2007 et ce n'est qu'à ce moment qu'une incidence se portera sur les frais de transport.

## Tableau récapitulatif

	2005	2006	2007	2008
Unités/année	56,78	227,11	397,44	511
EPT	2,18	8,73	15,28	19,65
Economie pour l'Etat suite à la réduction de l'évolution des EPT (en milliers de francs)	180	730	1280	1650
Economie pour les communes	80	310	550	710
Economie pour l'Etat, avec diminution des frais de transport (en milliers de francs)	180	730	1310	1750

Compte tenu à la fois de l'augmentation des effectifs et de l'ouverture des classes prévues précisément sur cette période, compte tenu également du nombre prévisible des départs à la retraite, on peut considérer que la réduction d'une unité de la grille horaire ne se fera pas au détriment de l'emploi. Il y aura moins de postes à repourvoir, mais personne ne perdra son emploi. Par ailleurs, la nouvelle école de la Tour-de-Trême, ouverte à la rentrée 2004, puis celle d'Avry, entraînent une augmentation du nombre de classes par rapport à la situation existante.

La diminution d'une unité de la grille horaire freinera l'augmentation en personnel enseignant, mais ne la diminuera pas, en tout cas jusqu'en 2007, première inflexion de la courbe démographique.

### 4.2.6.5 Répartition des tâches Etat-communes

En soi, la mesure proposée ne modifie en rien la répartition des tâches entre l'Etat et les communes du point de vue scolaire. En revanche, les communes qui jugeraient opportun de proposer aux élèves concernés des activités extra-scolaires les mercredis après-midi devraient assumer l'organisation et le financement de telles mesures.

## 5. CONSÉQUENCES DES PROJETS PROPOSÉS

### 5.1 Conséquences financières

#### 5.1.1 Au niveau cantonal

Les diverses mesures décidées par le Conseil d'Etat lors de l'examen du plan financier sont déjà intégrées dans les résultats présentés sous le point 1.2.3.2. Comme déjà relevé plus haut, les améliorations apportées aux résultats initiaux représentent environ 123 millions de francs en moyenne annuelle pour la période 2006–2008.

Il faut ajouter qu'il n'est pas toujours aisé de chiffrer les incidences financières de certaines mesures de la compétence du Conseil d'Etat. Elles dépendent du résultat des études et de la rapidité avec laquelle elles pourront être mises en œuvre. C'est notamment le cas dans le domaine de la maîtrise des effectifs en personnel et de la masse salariale. Il est toutefois certain qu'elles vont permettre des rentrées supplémentaires ou des économies.

S'agissant des propositions où une estimation s'avère possible, principalement pour les mesures de la compétence du Grand Conseil, elles auront les conséquences financières suivantes, en milliers de francs:

	2006	2007	2008
<u>Mesures de la compétence du Conseil d'Etat</u>			
Réductions linéaires décidées par ordonnance	800	800	800
<u>Mesures de la compétence du Grand Conseil</u>			
– Intégration des réductions linéaires dans la législation spéciale (projet 146/A à K)	6 800	7 000	7 200

– Améliorations foncières	300	300	300
– Assurance scolaire contre les accidents	170	170	170
– Impôt sur les véhicules (montant net)	2 382	2 450	2 530
– Prestations complémentaires AVS-AI <sup>1)</sup>	7 823	7 823	7 823
– Pont pré-AVS personnel enseignant	350	350	350
– Loi scolaire (3 <sup>e</sup> demi-jour de congé)	730	1 310	1 750

**Total des mesures de la compétence du Grand Conseil** 18 555 19 403 20 123

**Total général** 19 355 20 203 20 923

<sup>1)</sup> Base de calcul: projet de budget 2005

Avec les propositions du Conseil d'Etat, les résultats du compte de fonctionnement indiqués sous le point 1.2.3.1 seraient donc améliorés d'environ 20 millions de francs par année. Ils se présenteraient ainsi, en millions de francs:

	2006	2007	2008
Excédent des charges	37,7	73,1	87,6
Améliorations proposées	19,4	20,2	20,9
Résultats après améliorations (excédent des charges)	18,3	52,9	66,7
Ecarts des résultats par rapport à la cote d'alerte: (disponible (-), dépassement)			
- 3%	- 53,8	-19,4	- 7,0
- 2%	- 29,8	4,7	17,6

### 5.1.2 Au niveau communal

Au cours de ces derniers exercices, la situation financière des communes s'est globalement améliorée alors même que les participations communales aux dépenses liées cantonales ont continué à augmenter. Le passage à la taxation annuelle a donné un «bol d'air» frais bienvenu aux finances communales. L'amélioration de la santé des finances des «grandes» communes est confirmée par l'évolution des résultats financiers présentée dans le tableau ci-après:

**Quelques indicateurs financiers des chefs-lieux de districts et des communes de plus de 4000 habitants, en millions de francs**

	Marge nette d'autofinancement structurelle <sup>1)</sup>			Endettement net			Impôts communaux personnes physiques		
	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003
Fribourg	- 13,6	0	11,3	178,6	177,0	169,5	69,9	74,6	82,9
Bulle	- 0,1	- 3,7	1,1	62,1	80,1	77,0	22,5	24,6	27,7
Villars-sur-Glâne	- 1,0	0,5	0,1	67,7	69,9	77,6	16,5	19,1	21,0
Marly	- 0,9	- 0,2	0,8	24,2	23,1	19,5	12,2	15,7	15,9
Düdingen	0,8	- 1,3	1,9	25,6	26,6	23,5	11,7	13,8	16,0
Murten	1,6	2,0	5,2	- 1,0	17,8	14,1	11,4	13,8	15,1
Wünnewil-Flamatt	- 0,3	- 0,4	1,9	27,8	29,5	26,3	7,8	9,8	11,9
Estavayer-le-Lac	- 0,1	0	2,1	32,4	33,7	31,8	7,5	8,7	10,5
Châtel-St-Denis	0,3	1,1	2,3	27,8	29,7	34,6	8,7	9,8	11,4
Kerzers	1,2	1,8	2,4	17,4	15,3	14,5	7,7	9,2	9,7
Romont	1,2	- 0,3	0,4	16,5	18,7	18,5	7,4	8,2	10,0
Tafers	0,4	0,4	2,2	14,7	13,5	13,8	5,0	5,9	6,6
<b>Total</b>	<b>- 10,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>31,7</b>	<b>493,8</b>	<b>534,9</b>	<b>520,7</b>	<b>188,3</b>	<b>213,2</b>	<b>238,7</b>

<sup>1)</sup> résultats avant amortissements et attributions aux réserves non obligatoires et après déductions des recettes extraordinaires.

Source: Service des communes.

Ces indicateurs appellent les principaux commentaires suivants:

– l'indicateur de santé financière le plus représentatif (la marge nette d'autofinancement structurelle) indique une amélioration de la situation financière des douze communes énumérées ci-dessus de plus de 40 millions de francs entre 1999 et 2003. A relever que celles-ci représentent, en 2002, le 40% de la population légale du canton;



- l'amélioration est particulièrement nette à partir de 2001 où la plupart des communes concernées enregistrent une amélioration de leur situation financière;
- après avoir encore progressé entre 1999 et 2001, l'endettement net connaît ensuite une baisse de plus de 14 millions de francs. A relever que, dans certains cas, l'endettement porte sur des objets relevant du patrimoine financier;
- l'une des principales raisons de la bonne santé financière des communes est à rechercher dans l'accroissement important des rentrées au titre des impôts communaux sur les personnes physiques. Dans certaines communes (Bulle, Marly, Düdingen, Wünnewil-Flammatt, Estavayer-le-Lac, Romont) une augmentation du coefficient d'impôts et, pour toutes les communes, le passage à la taxation annuelle ont permis une progression moyenne des rentrées à ce titre de près de 27% entre 1999 et 2003 (+ 50,4 millions de francs).

On peut aussi relever que, dans plusieurs domaines, le Grand Conseil a pris des décisions récentes qui, par rapport aux propositions du Conseil d'Etat, ont déchargé substantiellement les communes. A titre d'exemples, on peut citer: le décret sur les fusions, les lois sur les transports et sur la protection civile. La future loi sur l'état-civil va aussi réduire les dépenses communales de plus d'un million de francs par année.

On peut estimer que la charge supplémentaire des mesures d'économies de la compétence du Grand Conseil représentera environ 6,6 millions de francs par année (moyenne 2006–2008) pour les communes, soit le 0,6% des revenus de leurs comptes de fonctionnement. La mesure portant sur l'intégration des réductions linéaires dans les lois spéciales est en fait déjà comprise dans les budgets communaux. Seules les augmentations de dépenses par rapport à la situation actuelle chargeront les communes. De plus, les communes bénéficieront directement de toutes les mesures prises par le Conseil d'Etat en vue de mieux contenir l'évolution des charges liées (notamment les actions sur les subventions, les effectifs et la masse salariale). Ajoutons encore que trois modifications légales bénéficieront directement aux communes: l'adaptation du tarif de l'impôt sur les véhicules (plus d'un million de francs par année), la réduction de la participation à l'assurance scolaire et accidents (~ 170 000 francs par année) et l'octroi du troisième demi-jour de congé dans les écoles du cycle d'orientation (~ 710 000 francs par année dès 2008).

La récapitulation, par domaine, de l'incidence des mesures proposées sur les finances communales se présente ainsi, en milliers de francs:

	2006	2007	2008
Intégration des réductions linéaires dans la législation spéciale (accroissement par rapport à 2005)	172	191	288
Assurance scolaire contre les accidents (économie)	- 170	- 170	- 170
Impôts sur les véhicules (recettes supplémentaires)-	1065	- 1100	- 1130
Prestations complémentaires AVS-AI <sup>1)</sup>	7823	7823	7823
Pont pré-AVS du personnel enseignant	350	350	350
Loi scolaire (3 <sup>e</sup> demi-jour de congé) (économie)	- 310	- 550	- 710
Solde de la charge supplémentaire pour les communes	6800	6544	6451

<sup>1)</sup> chiffres du projet de budget 2005.

La mesure la plus significative est celle portant sur les prestations complémentaires AVS-AI où le Conseil d'Etat sollicite une participation financière additionnelle des communes dans un domaine où il faut bien admettre que ni l'Etat, ni les communes ne sont en mesure d'influencer les dépenses. Il s'agit donc bien d'un pur transfert de charges. Au vu du taux de répartition actuel de cette charge (75% l'Etat et 25% les communes), le Conseil d'Etat estime qu'il peut demander un effort financier aux communes. On peut encore relever que les programmes d'économies 2003 et 2004 de la Confédération se répercutent peu sur les communes alors que le canton a été directement touché dans plusieurs domaines. Même s'il ne s'est pas substitué totalement au retrait fédéral, il a dû consentir des dépenses supplémentaires dans certains cas. De plus, dans ce cadre, il enregistre une baisse de recettes annuelles de près de 3 millions de francs au seul titre des droits d'entrée sur les carburants.

Le Conseil d'Etat se permet enfin de relever un récent constat de l'étude du Professeur Dafflon sur la péréquation dans le canton de Fribourg: «Sur la période 1988–2002, on ne peut pas prétendre que l'Etat s'est refait une santé budgétaire en réduisant les subventions de fonctionnement aux communes ou les parts communales à des recettes cantonales, ni en termes absolus (en francs valeur courante), ni en termes relatifs (en comparant les taux de croissance respectifs des subventions, des parts des dépenses cantonales). D'autre part, l'affirmation selon laquelle l'Etat reporte systématiquement les dépenses sur les communes, en leur demandant des contributions de plus en plus importante pour accroître ses recettes, n'est pas vérifiée».

## 5.2 Autres conséquences

La plupart des projets influencent les relations financières Etat–communes. En revanche, ils ne modifient pas la répartition des tâches entre collectivités. Les projets n'ont pas de lien direct avec le droit communautaire, ni avec des conventions ou recommandations du Conseil de l'Europe ou d'autres organisations européennes.

## 6. CONCLUSION

Les perspectives financières pour les années 2006–2008 révélées par le plan financier nécessitent de prendre des mesures immédiates pour anticiper les difficultés financières qui s'annoncent et pour dégager une modeste marge de manœuvre pour faire face aux imprévus. L'expérience nous apprend que l'une des clés de la maîtrise des finances de l'Etat est sans conteste la volonté des autorités de décider à temps et non dans l'urgence les mesures et réformes qui s'imposent. Jusqu'à présent, le canton de Fribourg a appliqué cette méthode avec succès.

Le Conseil d'Etat vous invite dès lors à appuyer sa démarche et à soutenir toutes les mesures proposées dans le présent message.

**BOTSCHAFT Nr. 146** 30. August 2004  
**des Staatsrats an den Grossen Rat  
zu den Finanzperspektiven 2006–2008  
und den Massnahmen 2004 zur Entlastung  
der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg**

Die sich aus der Aktualisierung des Finanzplans 2005–2006 und der Finanzplanung für die Jahre 2007–2008 ergebenden Finanzperspektiven des Staates zwingen den Staatsrat dazu, Ihnen ein Massnahmenpaket zu unterbreiten, damit die Kantonsfinanzen auch weiterhin unter Kontrolle gehalten werden können. Die Erfordernisse der neuen Kantonsverfassung bezüglich Haushaltsgleichgewicht sowie die Erfordernisse des Subventionsgesetzes, das eine Obergrenze für Subventionsausgaben festlegt, sind weitere Gründe, sich gegen die sich abzeichnenden finanziellen Schwierigkeiten zu wappnen.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. FINANZPERSPEKTIVEN DES STAATES
  - 1.1 Voranschlagsentwurf 2005
  - 1.2 Finanzplan 2006–2008
    - 1.2.1 Zweck des Finanzplans
    - 1.2.2 Kontext und Unsicherheiten des Finanzplans
      - 1.2.2.1 Kontext
      - 1.2.2.2 Grenzen und Unsicherheiten des Finanzplans
    - 1.2.3 Ergebnisse des Finanzplans 2006–2008
      - 1.2.3.1 Gesamtergebnisse
      - 1.2.3.2 Hauptsächliche Verbesserungen
      - 1.2.3.3 Analyse von Aufwand und Ertrag des Finanzplans 2006–2008
  - 1.3 Schlussfolgerungen zu den Finanzperspektiven des Staates
2. ERFORDERNIS VON MASSNAHMEN ZUR ENTLASTUNG DER STAATSFINANZEN DES KANTONS FREIBURG
  - 2.1 Politische Gründe
  - 2.2 Gesetzliche Auflagen
3. INHALT DER MASSNAHMEN 2004
  - 3.1 Massnahmen in der Zuständigkeit des Staatsrates
    - 3.1.1 Personalbestände
    - 3.1.2 Immobilienwesen
    - 3.1.3 Beziehungen zu den Regiebetrieben, Gesellschaften und Anstalten
    - 3.1.4 Subventionierung
    - 3.1.5 Mehreinnahmen
    - 3.1.6 Massnahmen in Prüfung
  - 3.2 Massnahmen in der Zuständigkeit des Grossen Rates
4. BEANTRAGTE GESETZESÄNDERUNGEN
  - 4.1 Gesetzesänderungen zur Verankerung der linearen Kürzungen in der Spezialgesetzgebung
    - 4.1.1 Rückblick
    - 4.1.2 Begründung der Massnahme
    - 4.1.3 Betroffene Bereiche
    - 4.1.4 Allgemeine Kommentare zu den Gesetzesänderungen
    - 4.1.5 Besondere Kommentare
  - 4.2 Übrige Gesetzesänderungen
    - 4.2.1 Änderung von Artikel 189 des Gesetzes vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (146/L)
    - 4.2.2 Änderung von Artikel 6 des Gesetzes vom 18. November 1971 betreffend Errichtung einer Schülerunfallversicherung (146/M)

- 4.2.3 Änderung des Gesetzes vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (146/N)
- 4.2.4 Änderung von Artikel 15 des Gesetzes vom 16. November 1965 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (146/O)
- 4.2.5 Änderung von Artikel 88 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (146/P)
- 4.2.6 Änderung von Artikel 22 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (dritter schulfreier Halbtag an der OS) (146/P)

5. FOLGEN DER VORLAGEN

- 5.1 Finanzielle Folgen
  - 5.1.1 Auf kantonaler Ebene
  - 5.1.2 Auf Gemeindeebene
- 5.2 Weitere Folgen

6. SCHLUSS

---

**1. FINANZPERSPEKTIVEN DES STAATES**

Auskunft über die Finanzperspektiven des Staates für die kommenden Jahre geben der Voranschlagsentwurf 2005, der in Arbeit ist, und vor allem der Finanzplan für die Jahre 2006–2008, der im Folgenden ausführlich analysiert wird.

**1.1 Voranschlagsentwurf 2005**

Der Staatsrat befasst sich gegenwärtig mit der Ausarbeitung des Voranschlagsentwurfs für das Jahr 2005, der dem Grossen Rat in der Novembersession 2004 unterbreitet wird. Er wird dabei alles daran setzen, um ein besseres Ergebnis des Voranschlags der Laufenden Rechnung vorlegen zu können als für das Jahr 2004, für das das Defizit der Laufenden Rechnung mit 30 Millionen Franken veranschlagt wurde.

**1.2 Finanzplan 2006–2008**

**1.2.1 Zweck des Finanzplans**

In Anwendung von Artikel 38 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates muss der Staatsrat einen Finanzplan erstellen und diesen periodisch aktualisieren. In seinem Bericht vom 29. Oktober 2002 hat der Staatsrat die Finanzplanung für die Jahre 2004–2006 dargelegt, und in den vergangenen Monaten hat er sich mit der Aktualisierung des Finanzplans für das Jahr 2006 und der Finanzplanung für die Jahre 2007–2008 befasst. Der Finanzplan ist ein äusserst wichtiges Finanzführungsinstrument, weil damit künftige finanzielle Schwierigkeiten im Voraus aufgezeigt und so rechtzeitig Massnahmen geprüft und getroffen werden können, um die Kantonsfinanzen weiterhin unter Kontrolle zu halten.

**1.2.2 Kontext und Unsicherheiten des Finanzplans**

**1.2.2.1 Kontext**

Der Finanzplan 2006–2008 berücksichtigt die demografischen Perspektiven aus dem Legislaturfinanzplan und rechnet mit einem leichten Wirtschaftsaufschwung. Die

Berechnung der Lohnkosten beruht auf einer Inflationsrate von 1% und einer auf den Automatismen beruhenden Zunahme der Lohnsumme um ebenfalls 1%.

Im Finanzplan miteinbezogen sind die letzten Anpassungen unseres Anteils am Nationalbankgewinn und an den Erträgen aus den Goldverkäufen der SNB (105 Millionen Franken im Jahr 2008) sowie die Erhöhung der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (14 Millionen Franken im Jahr 2008). Ebenfalls berücksichtigt sind die folgenden Einnahmeneinbussen:

- Geschätzte Auswirkungen des Sparprogramms 2003 des Bundes: Einbusse von 10 Millionen Franken für das Jahr 2006 und dann je 15 Millionen Franken für die Jahre 2007 und 2008.
- Ab 2005 sind das Dekret über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge und das Dekret über den Satz des Beitrags an die Pensionskasse des Staatspersonals (Kürzung des Arbeitgebersatzes) nicht mehr in Kraft: Einbussen von jährlich insgesamt 11–12 Millionen Franken.
- Steuererleichterungen auf kantonaler Ebene für die natürlichen Personen für die Jahre 2007 und 2008: Mindereinnahmen von 10 Millionen Franken für 2007 und von 20 Millionen Franken für 2008.

### 1.2.2.2 Grenzen und Unsicherheiten des Finanzplans

Die Finanzplanung ist immer ein schwieriges Unterfangen, da sich die ihr zugrunde liegenden Daten rasch ändern können. Ausserdem können Schätzungen von Massnahmen oder Entscheiden beeinflusst werden, auf die die Regierung keinen oder nur wenig Einfluss ausüben kann und deren finanzielle Auswirkungen oft nicht genau beziffert werden können.

Es gibt mehrere Massnahmen auf Bundesebene, die erhebliche negative Auswirkungen auf die Finanzperspektiven unseres Kantons haben könnten.

Dazu gehören insbesondere:

- der Anteil am Nationalbankgewinn und am Erlös aus den Goldverkäufen der SNB: gewisse derzeit diskutierte Vorschläge hätten jährliche Einnahmeneinbussen für den Kanton in der Grössenordnung zwischen 30 und 50 Millionen Franken zur Folge;
- das Sparprogramm 2004 des Bundes, dessen finanzielle Aspekte im Zeitpunkt der Finanzplanung noch nicht bekannt waren. Inzwischen weiss man, dass der Anteil des Kantons Freiburg am Treibstoffzollertrag um rund 3 Millionen zurückgehen wird und Massnahmen den öffentlichen Verkehr, das Asylwesen und die Krankenversicherung betreffen werden;
- die Folgen der Teilrevisionen des KVG, insbesondere die Beteiligung der öffentlichen Hand an der Unterbringung in der allgemeinen oder privaten Abteilung in den Privatkliniken und die neue Form der finanziellen Beteiligung der Kantone an den Krankenkassenprämien der Versicherten in bescheidenen Verhältnissen;
- die allfällige gesamtschweizerische Einführung von Ergänzungsleistungen für Familien in Anlehnung an das Tessiner Modell;
- die Änderungen unseres Finanzkraftindex bis zum Inkrafttreten des neuen Finanzausgleichs; unser Fi-

nanzkraftindex ist gegenwärtig auf einem sehr tiefen Niveau und ein Ansteigen hätte eine merkliche Kürzung unserer vom Bund stammenden Einnahmen zur Folge;

- die Steuererleichterungen auf Bundesebene mit Auswirkungen auf die Kantonsfinanzen, die nach der Ablehnung des Steuerpakets in der Volksabstimmung vom 16. Mai 2004 vorgeschlagen werden;
- die Vorlage der Unternehmenssteuerreform II.

Auch auf kantonaler Ebene könnten verschiedene, in den Ergebnissen des Finanzplans 2006–2008 nicht berücksichtigte Massnahmen einen Einfluss ausüben:

- die verschiedenen Begehren hinsichtlich Steuerensenkungen;
- die Anwendung gewisser Bestimmungen der neuen Verfassung;
- die nächsten Etappen der Änderung der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Aufgrund der berücksichtigten Hypothesen und der gegenwärtig sehr niedrigen Zinssätze hätte ausserdem ein Ansteigen der Inflation und der Zinssätze unweigerlich negative Auswirkungen auf die Finanzperspektiven des Staates Freiburg.

Trotz der Schwierigkeiten und Unsicherheiten in Zusammenhang mit der vorliegenden Finanzplanung ist der Staatsrat der Ansicht, dass die Beschreibung des gegenwärtig wahrscheinlichsten Szenarios unabdingbar ist. Man muss sich jedoch bewusst sein, dass die Risiken für eine Verschlechterung der angekündigten Finanzperspektiven in den kommenden Jahren besonders gross und zahlreich sind. Zurückhaltung und Vorsicht sind deshalb ein absolutes Muss.

## 1.2.3 Ergebnisse des Finanzplans 2006–2008

### 1.2.3.1 Gesamtergebnisse

Ohne Berücksichtigung der in Kapitel 3 dieser Botschaft beantragten Massnahmen weist der vom Staatsrat am 13. Juli 2004 verabschiedete Finanzplan 2006–2008 die folgenden kalkulatorischen Ergebnisse aus (in Millionen Franken):

Rechnung <sup>1)</sup>	Finanzplan				
	Voranschlag 2003	2004	2006	2007	2008
Überschuss (+), Defizit (-) der Laufenden Rechnung	+ 14,3	- 30,1	- 37,7	- 73,1	- 87,6
Nettoinvestitionen	108,0	99,9	113,2	112,9	102,5
Neuverschuldung	3,7	39,7	62,7	93,7	99,5
Abstand von (-), Überschreitung der Defizitgrenze					
bei Defizitgrenze von 3%	.	.	- 34,4	0,8	13,9
bei Defizitgrenze von 2%	.	.	- 10,4	24,9	38,5
Selbstfinanzierung in Millionen	104,3	60,2	50,6	19,2	3,0
Selbstfinanzierung in%	96,6	60,2	44,7	17,0	2,9
Anteil der kant. Subventionen in%	23,4	25,5	26,0	26,6	26,8

<sup>1)</sup> ohne FEW-Aktienverkauf

Zu diesen Ergebnissen ist Folgendes zu bemerken:

- Die Laufende Rechnung weist ein jährlich zunehmendes Defizit aus, das im Jahr 2008 88 Millionen Franken erreichen dürfte.



- Bei den Nettoinvestitionen ist im Jahresdurchschnitt eine Zunahme zu verzeichnen (durchschnittlich 109,5 Millionen Franken für die Jahre 2006–2008).
- Unter dem Einfluss des zunehmenden Defizits der Laufenden Rechnung einerseits und des grösseren Investitionsvolumens andererseits nimmt die Verschuldung stark zu. Sie steigt innert drei Jahren um 256 Millionen Franken an.
- Die Selbstfinanzierung, sowohl absolut in Millionen Franken als auch in Prozent, ist von Jahr zu Jahr rückläufig. Im Jahr 2008 wird der Selbstfinanzierungsgrad lediglich noch 2,9% betragen.
- Nur das Defizit des Rechnungsjahres 2006 wird deutlich unter der gegenwärtigen gesetzlichen Defizitgrenze liegen (gesetzliche Defizitgrenze: 3% des Gesamtertrags vor internen Verrechnungen). Es sei hier aber erwähnt, dass die Annahme einer Motion durch den Grossen Rat zur Senkung der geltenden gesetzlichen Defizitgrenze von 3% auf 2% führen wird, und dass die neue Kantonsverfassung ausser bei ausserordentlichen Finanzbedürfnissen oder sehr ungünstiger Konjunkturlage einen ausgeglichenen Staatshaushalt verlangt. Das Erfordernis des ausgeglichenen Haushalts würde bedeuten, dass die kumulierten Defizite der Laufenden Rechnung (also 198 Millionen Franken für die Jahre 2006 bis 2008) abgebaut werden müssten.
- Der Anteil der kantonalen Subventionen am kantonalen Steueraufkommen nimmt von Jahr zu Jahr zu. Im Jahr 2008 wird er 26,8% ausmachen. Seit 2004 übersteigt der Anteil der kantonalen Subventionen die 25%-Grenze, ab deren Erreichung der Staatsrat Gesetzesänderungen im Subventionswesen beantragen muss.
- Als positiver Punkt sei festgehalten, dass die voraussichtlichen Ergebnisse des Rechnungsjahres 2006 besser ausfallen als im Legislaturfinanzplan vom Oktober 2002 prognostiziert (das Defizit der Laufenden Rechnung 2006 geht von 106 Millionen auf 38 Millionen Franken zurück).
- Berücksichtigung einer weniger hohen Teuerungsrate und eine erste Beschränkung der neuen Stellen (Einsparungen 2006–2008: 43 Millionen Franken). Unter Punkt 3.1 wird der Staatsrat weitere Massnahmen vorstellen, um die Zunahme des Stellenbestandes einzudämmen.
- Festsetzung von Finanzrahmen für den Gebäude- und Strassenunterhalt sowie die Informatik und eine Beschränkung und in gewissen Fällen Plafonierung der Betriebskosten (Einsparungen 2006–2008: 52 Millionen Franken).
- Der Bereich der Subventionen wurde vom Staatsrat ganz genau analysiert. Mit der Überarbeitung der Prognosen und Bedürfnisse in diesem Gebiet konnten die Aufwendungen für die Jahre 2006–2008 um 79 Millionen Franken gesenkt werden.
- Abschreibungen: dank einer Redimensionierung des Investitionsprogramms und der Investitionsbeiträge konnte das Abschreibungsvolumen für den Zeitraum 2006–2008 um insgesamt 29 Millionen Franken gesenkt werden.
- Passivzinsen: mit den Anpassungen bei den Einnahmen und beim Aufwand konnte der Schuldendienst für die Jahre 2006–2008 um 35 Millionen Franken gesenkt werden.

Beim **Ertrag** betreffen die hauptsächlichlichen Verbesserungen folgende Bereiche:

- Kantonales Steueraufkommen: hier wurden die Vorausberechnungen leicht nach oben korrigiert. Trotz den Auswirkungen der Revisionen des DStG, die in den Jahren 2004 und 2005 in Kraft treten (Einnahmeneinbusse von rund 22 Millionen Franken), und der Berücksichtigung einer Einnahmeneinbusse von 10 Millionen Franken für 2007 und 20 Millionen Franken für 2008 wurde der kantonale Steuerertrag um 26 Millionen Franken nach oben korrigiert.
- Anteil des Kantons am SNB-Gewinn für die Jahre 2007 und 2008: hier wurde der Höchstbetrag eingesetzt, das heisst 105 Millionen Franken. Das Endergebnis fällt somit um 54 Millionen Franken besser aus.
- Vom Bund stammende Einnahmen: mit der Ablehnung des Steuerpakets und der Neubewertung der vom Bund übermittelten Vorausberechnungen konnten die Einnahmen in diesem Bereich für die Jahre 2006 bis 2008 um 50 Millionen Franken angehoben werden.

### 1.2.3.2 Hauptsächliche Verbesserungen

Die oben angeführten Ergebnisse sind weit entfernt von den ursprünglichen Vorausberechnungen, die die Direktionen, Dienste und Anstalten im März 2004 zu Beginn der Prüfung des Finanzplans durch den Staatsrat übermittelt hatten. Der Staatsrat hat nämlich mehrere Sitzungen für die Verbesserung der angekündigten Finanzperspektiven aufgewendet. Seine Anstrengungen bezogen sich in erster Linie auf die Kontrolle des Aufwands (75% der Verbesserungen). Gegenüber den ursprünglichen Zahlen wurden die folgenden Verbesserungen erzielt (in Millionen Franken):

	2006	2007	2008
Defizit der Laufenden Rechnung	105	128	134
Aufwand	68	95	111
Ertrag	37	33	23
Nettoinvestitionen	22	52	66
Finanzierungsfehlbetrag	122	172	186
Defizitgrenze bei 3%	106	129	135
Anteil der kant. Subventionen (in Prozent)	1,4	1,1	1,3

Beim **Aufwand** wurden namentlich folgende Massnahmen getroffen:

### 1.2.3.3 Analyse von Aufwand und Ertrag des Finanzplans 2006–2008

Die wichtigsten Aufwand- und Ertragsposten des Finanzplans 2006–2008, die vom Staatsrat am 13. Juli 2004 beschlossen worden sind, entwickeln sich wie folgt (in Millionen Franken):

#### A/ Ertrag

Ertragsarten	Voranschlag	Finanzplan			Veränderung In%
	2004	2006	2007	2008	
Steuern	794,3	848,5	862,1	874,9	+ 10,1
Transferzahlungen	1073,4	1107,7	1102,7	1133,7	+ 5,6
Vermögenserträge, Abgaben und Beiträge	402,6	426,6	430,9	436,7	+ 8,5
Spezialfinanzierungen	27,0	32,5	26,3	26,2	- 3,0
Total	2297,3	2415,3	2422,0	2471,5	+ 7,6

Von 2004 bis 2008 erhöhen sich der Gesamtertrag um 7,6% und der Gesamtaufwand um 10%. Dies ist der Grund für die Vergrößerung des Defizits der Laufenden Rechnung. In der Position «Steuern» ist im Verhältnis zum übrigen Ertrag eine überdurchschnittliche Zunahme zu verzeichnen (+ 10%), und dies trotz Einbezug einer Steuererleichterung für die natürlichen Personen im Betrag von 10 bzw. 20 Millionen Franken in den Jahren 2007 respektive 2008. Es wird eine jährliche Zunahme der Einnahmen aus den Einkommenssteuern der natürlichen Personen um rund 3% angenommen. Ausserdem wurde hinsichtlich der direkten Bundessteuer auch den Ergebnissen der Volksabstimmung vom 16. Mai 2004 Rechnung getragen. Der Finanzplan berücksichtigt auch eine Anpassung der Schiffssteuer und der Hundesteuer. Die letzte Etappe der Erhöhung unseres Anteils am Nationalbankgewinn und am Erlös aus dem Goldverkauf der SNB sowie die zu erwartenden Mehreinkünfte insbesondere der FKB und der FEW erklären die Zunahme in der Position «Vermögenserträge» (+ 8,5%).

## B/ Aufwand

Beim Aufwand ist von 2004 bis 2008 eine Zunahme um 232 Millionen Franken oder 10% zu verzeichnen, die sich nach Sachgruppen wie folgt verteilt (in Millionen Franken):

Aufwandarten	Voranschlag	Finanzplan			Veränderung In%
	2004	2006	2007	2008	
Personal	998,6	1067,3	1092,5	1117,5	+ 11,9
Transferzahlungen	849,5	909,3	911,6	928,7	+ 9,3
Sachaufwand	332,7	335,0	341,3	360,5	+ 8,4
Abschreibungen	107,7	105,2	109,6	107,6	-
Finanzaufwand	38,9	36,2	40,1	44,9	+ 15,4
Total	2327,4	2453,0	2495,1	2559,2	+ 10,0

Obwohl von einer sehr niedrigen Inflationsrate (1% pro Jahr) ausgegangen wird, nimmt der Personalaufwand weiterhin stark zu (+ 11,9%). Diese Zunahme steht in Zusammenhang mit den Lohnautomatismen und mit den neuen Stellen, die insbesondere im Unterrichtswesen aufgrund der demografischen Entwicklung geschaffen werden müssen. In Bezug auf die neuen Stellen hat der Staatsrat bereits verschiedene Entscheidungen getroffen. So hat er die Schaffung neuer Stellen in der Zentralverwaltung von 2005 bis 2008 auf 25 Stelleneinheiten beschränkt, für die Polizei 40 neue Stellen und für das Gesundheits- und Sozialwesen 45 neue Stellen vorgesehen. Im Unterrichtswesen hat er sich zum Ziel gesetzt, die **Zunahme der Stellenbestände** mit verschiedenen Massnahmen, die unter Punkt 3.1.1. aufgeführt sind, um 25% zu **senken**. Trotz dieser Massnahmen beträgt die Gesamtzahl der neuen Stellen 2005–2008 um die 290 Einheiten.

In der Position «Transferzahlungen» ist eine scheinbar im Durchschnitt der Zunahme des Gesamtaufwands liegende Zunahme zu verzeichnen. Eine neue Rechnungslegung (für die Bezirksspitäler) bewirkt eine «optische» Verringerung des ausgewiesenen Betrags der durchlaufenden Beiträge um mehr als 20 Millionen Franken. Eigentlich nehmen die eigenen Beiträge von 2004 bis 2008 um 15,6% zu. Die grössten Zunahmen, die hauptsächlich auf die Sparmassnahmen des Bundes zurückzuführen sind, betreffen die folgenden Bereiche: Heime für Behinderte, geschützte Werkstätten, Sonderbetreuung, AHV/IV-Ergänzungsleistungen, Bezirksspitäler. Dadurch wird

die gesetzliche Subventionsquote von 25% des Kantonssteueraufkommens überschritten. Im Jahr 2008 erreicht diese Quote 26,8%. Der Staatsrat wird Ihnen also gemäss Subventionsgesetz entsprechende Gesetzesänderungen beantragen, um die Subventionsquote wieder unter 25% zu senken (s. Punkt 4.1).

Der Sachaufwand nimmt trotz der festgesetzten Finanzrahmen gegenüber 2004 um etwas mehr als 8% zu. Diese Entwicklung ist im Wesentlichen auf den Informatikbedarf und die Leistungen Dritter zurückzuführen. Beim Finanzaufwand liegt der Grund für die Zunahme vor allem in der jährlichen Neuverschuldung und im Einbezug einer leichten Zinssatzerhöhung.

## 1.3 Schlussfolgerungen zu den Finanzperspektiven des Staates

Die Finanzperspektiven des Staates, vor allem wie sie im Finanzplan 2006–2008 angekündigt werden, zeigen klar, dass Massnahmen gefordert sind. Dies ist umso nötiger, als die Kantonsfinanzen in den letzten Rechnungsjahren vom Zusammentreffen mehrerer günstiger Umstände profitiert haben, die aussergewöhnlich und einmalig waren: erhebliche Zunahme der Steuereinnahmen mit dem Wechsel zu einjährigen Gegenwartsbesteuerung (+ 124 Millionen Franken von 1997 bis 2003), Erhöhung unseres Anteils am SNB-Gewinn um mehr als 80 Millionen Franken, Verkauf von 10% des Aktienkapitals der FEW. Wenn man bedenkt, dass die Wirtschaft geprägt war von einer sehr geringen Inflation und einem denkwürdig tiefen Zinsniveau, wird klar, dass in den nächsten Jahren wohl nicht wieder mit so positiven Auswirkungen auf die Kantonsfinanzen zu rechnen ist.

## 2. ERFORDERNIS VON MASSNAHMEN ZUR ENTLASTUNG DER STAATSFINANZEN DES KANTONS FREIBURG

Die mit den Finanzprognosen für 2006–2008 vorausgesagte Verschlechterung der Finanzlage zwingt uns, Massnahmen zu ergreifen. Aber nicht nur deshalb, sondern noch aus anderen Gründen müssen wir handeln:

### 2.1 Politische Gründe

- der Wille, wie bisher unsere Finanzen im Griff zu behalten;
- die Notwendigkeit, die strukturellen Mängel der Kantonsfinanzen weiter zu korrigieren;
- das Bemühen um Schaffung eines bescheidenen Handlungsspielraums für unerwartete Ereignisse;
- das Erfordernis, die auslaufenden Sparmassnahmen abzulösen, die die Kantonsfinanzen zumeist schon seit mehr als zehn Jahren entlasten;
- die Pflicht, die Auswirkungen der vom Bund getroffenen Sparmassnahmen 2003 und der kürzlich angekündigten Massnahmen zu bewältigen;
- der Wille, eine neue Etappe in der notwendigen Steuerentlastung der natürlichen Personen auf Kantonebene realisieren zu können.

Zu diesen politischen Gründen kommen noch zwei wichtige gesetzliche Auflagen hinzu: die Bestimmung von Artikel 83 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 und die Vorschrift von Artikel 21 des Subventionsgesetzes.

## 2.2 Gesetzliche Auflagen

Hier zur Erinnerung der Wortlaut der Gesetzestexte:

Kantonsverfassung (Art. 83 über den ausgeglichenen Haushalt)

«<sup>1</sup> Der Voranschlag der Laufenden Rechnung des Staates ist ausgeglichen.

<sup>2</sup> Die konjunkturelle Lage und allfällige ausserordentliche Finanzbedürfnisse sind indessen zu berücksichtigen.

<sup>3</sup> Die infolge dieser Situationen entstandenen Verluste sind in den folgenden Jahren auszugleichen».

Subventionsgesetz (Art. 21)

«<sup>1</sup> Das Gesamtvolumen der Subventionen für Funktionsausgaben muss den finanziellen Möglichkeiten des Staates entsprechen.

<sup>2</sup> Sollte das Gesamtvolumen der veranschlagten Nettosubventionen für Funktionsausgaben ein Viertel des gesamten kantonalen Steueraufkommens erreichen, so beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat Änderungen von gesetzlichen Bestimmungen über Subventionen. Der Staatsrat regelt den Vollzug dieser Bestimmung im Einzelnen».

Die unter Punkt 1.2.3 angeführten Ergebnisse des Finanzplans 2006–2008 entsprechen weder in Bezug auf das Haushaltsgleichgewicht noch hinsichtlich der Subventionsquote den gesetzlichen Anforderungen. Der Staatsrat hat also Massnahmen zur Verbesserung des Finanzhaushalts des Staates zu beantragen.

## 3. INHALT DER MASSNAHMEN 2004

Der Staatsrat hatte in seinem Bericht vom 29. Oktober 2002 zu den Regierungsrichtlinien und zum Finanzplan für die Legislaturperiode 2002–2006 fünf mittel- und langfristige Reform- und Restrukturierungsschwerpunkte hervorgehoben, um die Entwicklung der Kantonsfinanzen in den nächsten Jahren im Griff zu behalten. In einem separaten Bericht informiert er Sie im Detail über den Stand der Arbeiten und über die Wege, die eingeschlagen werden könnten, um eine Besserung der Lage zu erreichen. Der Staatsrat wird die Arbeiten in diesen Bereichen natürlich fortsetzen, deren finanzielle Ziele mit den mit den vorliegenden Massnahmen verfolgten Zielen übereinstimmen. Er stellt jedoch fest, dass einige Anträge viel Zeit für die Umsetzung brauchen. Daher müssen kurzfristigere Aktionen ins Auge gefasst werden, die bereits ab 2005 wirksam werden.

Die vom Staatsrat beschlossenen Massnahmen 2004 lassen sich in zwei Kategorien unterteilen, und zwar in Massnahmen, für die der Staatsrat zuständig ist, und Massnahmen, für die der Grosse Rat zuständig ist, mit Priorität auf den letzteren. Es handelt sich sowohl um ausgaben- als auch um einnahmewirksame Massnahmen, jedoch mit Schwerpunkt auf den Ausgaben, im Wesentlichen mit nachhaltiger Wirkung

### 3.1 Massnahmen in der Zuständigkeit des Staates

Wie bereits unter Punkt 1.2.3.2 erwähnt, hat der Staatsrat sehr viele in seiner Zuständigkeit liegende Massnahmen getroffen, um die Defizite einzudämmen. Er hat auch beschlossen, einige Bereiche genauer zu analysieren.

Neben den bereits oben erwähnten Massnahmen hat der Staatsrat insbesondere beschlossen, in den folgenden Bereichen tätig zu werden:

#### 3.1.1 Personalbestände

In der Zentralverwaltung wird die Leistungsanalyse insbesondere zum Zweck haben, die Leistungen zu ermitteln, auf die zugunsten der neuen Aufgaben und Prioritäten des Staates verzichtet werden könnte. Ausserdem will der Staatsrat die Inanspruchnahme des «Stellenpools» vorantreiben. Die Direktionen sollen den «Stellenpool» in einem Zeitraum von vier Jahren mit 100 Stelleneinheiten «speisen». Die dadurch frei gewordenen Stellen dürften den Bedarf an neuen Stellen in der Zentralverwaltung decken.

Im Berufsbildungsbereich wird für den Unterricht in den allgemein bildenden Fächern ein Mindestbestand von zwanzig Lernenden erforderlich sein. Lehrgänge, an denen zwei Jahre nacheinander weniger als 13 Lernende teilgenommen haben, sollen aufgelöst werden.

Im Unterrichtswesen, das der EKSD untersteht, sind bereits einige Massnahmen getroffen worden und weitere in Prüfung:

##### 3.1.1.1 Bereits getroffene Massnahmen

In dieser Legislaturperiode wurden im Schulbereich der EKSD Sparmassnahmen ergriffen, auf die im Kanton heftig reagiert wurde, insbesondere mit dem «Time-out» vom 20. März 2003. Folgende Massnahmen wurden getroffen:

1. Reduktion der VZÄ für pädagogische Unterstützung im Rahmen des Projekts FR-IKT (18 statt 31,88 VZÄ).
2. Einfrieren der Gesamtzahl der Stützlehrpersonen auf Kindergarten- und Primarstufe im Schuljahr 2002/03 auf dem Stand des Schuljahrs 2001/02.
3. Änderung von Artikel 40 und 44 RSchG ab Schuljahr 2003/04: Aufhebung der Möglichkeit, eine Klasse bei einem ungenügenden Bestand während einer begrenzten Dauer zu erhalten.
4. Einfrieren der Entlastungen in den OS für das Schuljahr 2002/03 auf dem Stand des Schuljahrs 2001/02.
5. Einfrieren der Entlastungen in der Sekundarstufe 2 für das Schuljahr 2002/03 auf dem Stand des Schuljahrs 2001/02.
6. Kürzung um eine Stunde der Stundentafel der Sekundarstufe 2 für die Stufen 11 bis 13, ab Schuljahr 2004/05 (betrifft insbesondere Turnen und Englisch).
7. Erhöhung der Mindestanzahl Schülerinnen und Schüler von 10 auf 12 für Schwerpunkt- und Ergänzungsfächer (Kollegien) ab Schuljahr 2003/04.
8. Erhöhung von 19 auf 22 Schülerinnen und Schüler des Grenzwerts für die Teilung der Klasse beim Informatikunterricht (Kollegien) ab Schuljahr 2003/04.

Es handelte sich hier nicht um die ersten vom Kanton getroffenen Sparmassnahmen. Der Vergleich mit den kürzlich von anderen Kantonen getroffenen Massnahmen zeigt, dass sie entweder Elemente einsparen, auf die wir bereits in den letzten Jahren verzichten mussten, oder bei Neuerungen sparen, die wir gar nicht erst einführen konnten. Im Übrigen ist beinahe der ganze VZÄ-Zuwachs im



Unterrichtswesen auf den demographischen Druck zurückzuführen, der uns seit einigen Jahren belastet. Aus interkantonalen Vergleichen (Statistiken des BFS) geht hervor, dass Freiburg bei der Anzahl Schülerinnen und Schüler pro Schul-VZÄ praktisch immer an der Spitze steht. Dies zeigt deutlich, dass die Schul-VZÄ weniger für betreuende Massnahmen oder Projekte verwendet werden, als vielmehr gemäss Anzahl Schülerinnen und Schüler.

### 3.1.1.2 Massnahmen zur Verringerung des Stellenzuwachses

Das Ziel ist es hier, den Stellenzuwachs um rund einen Viertel zu verringern, das heisst eine Reduktion um ungefähr 50 VZÄ der vorgesehenen rund 208 VZÄ. Die zu diesem Zweck geplanten Massnahmen betreffen die folgenden Bereiche:

#### a) Neueinteilung der Schulkreise

Wir kommen jetzt zum Abschluss des Dekrets über die Gemeindefusionen. Die Schaffung grösserer Schulkreise führt in den betroffenen Schulen oftmals zu grösseren Klassenbeständen. Der Staatsrat hatte bekannt gegeben, dass er nach Abschluss der Gemeindefusionen die Frage der Schulkreise neu überprüfen werde. Die Zahl der Schulkreise ist einem ständigen Wandel unterworfen. 1967 betrieben die 284 Freiburger Gemeinden ihre eigene Schule; 2004 sind 182 Gemeinden (- 102) in 111 Schulkreisen organisiert (- 173). Durch diesen Abbau können die verfügbaren Mittel besser genutzt werden; er ist auch aus pädagogischer Sicht begrüssenswert. Die Reduzierung der Anzahl Schulkreise stellt jedoch kein absolutes Ziel dar. Auch der Grundsatz der Erhaltung einer Dorfschule ist eine Einschränkung, die berücksichtigt werden muss. Zudem dürfen die Schülertransporte für die Kinder nicht zu belastend werden. Schliesslich können die physischen Gegebenheiten (Anzahl und Grösse der Schulzimmer) nicht kurzfristig geändert werden, umso mehr als in mehreren Gemeinden in die Erweiterung oder Renovierung der Schulen investiert wurde.

Nach dem Programm der Gemeindefusionierungen, infolgedessen sich die Gemeinden oft wie bereits vorher auf Ebene der Schulkreise gruppierten, drängt sich allerdings eine neue Gesamtüberprüfung der Organisation der Schulkreise auf, um kantonsweit eine optimale Organisation des Schulbetriebs und ausgeglichene Bestände zu gewährleisten.

Die EKSD ist somit in Zusammenarbeit mit dem Amt für Gemeinden der ILFD (Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft) mit der Überprüfung der Organisation der Schulkreise beauftragt.

#### b) Erhöhte Mindestanzahl Schülerinnen und Schüler in bestimmten Fächern der Sekundarstufe 2

2002 hatte der Staatsrat beschlossen, ab Schuljahr 2003/04 die erforderliche Mindestanzahl Schülerinnen und Schüler für Schwerpunkt- und Ergänzungsfächer in den Kollegien von 10 auf 12 zu erhöhen. Gleichzeitig hat die Behörde eine Erhöhung von 19 auf 22 Schülerinnen und Schüler des Grenzwerts für die Teilung von Klassen beim Informatikunterricht in den Kollegien ab Schuljahr 2003/04 beschlossen. Diese Massnahmen sind in Kraft gesetzt worden. Nun sollen deren Auswirkungen auf das Angebot der Schwerpunkt- und Ergänzungsfächer und auf eine Neuverteilung der Anzahl Schülerinnen und Schüler auf die Kollegien der Stadt Freiburg überprüft werden.

#### c) Universität

Für die Jahre 2004 bis 2006 ist der Universität ein Mehrjahres-Globalbudget zugesprochen worden. Aufgrund der laufenden Umstrukturierungen und der Neuzuweisung von Mitteln innerhalb der Universität hat der Staatsrat für diesen Zeitraum ein durchschnittliches Personalwachstum von 10 VZÄ pro Jahr zugelassen. Von 2007 an muss der Staatsrat von der Universität verlangen, dass sie sich auf rund 5 neue Stellen pro Jahr beschränkt.

#### d) Sonderschulen/Klein- und Werkklassen

Sonderschulen und Schuldienste werden im Moment einer strukturellen Analyse unterzogen; Gründe dafür sind:

- Die periodische Überprüfung der Beiträge an die Schuldienste hat gezeigt, dass ein Bedürfnis nach einem besseren statistischen Apparat und einer Führung sowohl bei pädagogischen Fragen wie auch in Bezug auf den administrativen Betrieb besteht.
- Der Entwurf einer neuen Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen, der am kommenden 28. November der Volksabstimmung unterbreitet wird, sieht vor, dass sich der Bund in wichtigen Bereichen dieses Sektors zurückzieht. Durch die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) bereiten sich die Kantone auf diesen Übergang und auf die durch die neue Situation erforderliche interkantonale Zusammenarbeit vor. Vergleiche zwischen Praxis und Richtlinien der verschiedenen Kantone werden eine Gesamtschau über die Art der Führung von Sonderschulen und Schuldiensten ermöglichen.
- Derzeit wird eine Studie über die Zweckmässigkeit der heutigen Aufgabenteilung zwischen der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) und der Direktion für Gesundheit und Soziales (GSA) durchgeführt, die der Regierung ab Winter 2004 vorgelegt wird.

Damit wird der Staatsrat die Richtlinien über die Bestände der Sonderschulen und Schuldienste überprüfen müssen.

#### e) Klassen mit kleinen Beständen im tertiären Bildungsbereich

Weil es nicht viele deutschsprachige Schülerinnen und Schüler gibt und wegen gewissen Bereichen eignenden Besonderheiten (z.B. TOA), werden einige Klassen mit kleinen Beständen geführt. Für diese Fälle sieht der Staatsrat neu einen Schulbeginn alle zwei Jahre (oder in zwei von drei Jahren) sowie eine Verstärkung der interkantonalen Zusammenarbeit vor, um Bestände von rund 20 Auszubildenden pro Klasse zu erreichen. Derzeit sind Verhandlungen mit den Kantonen Bern und Waadt zwecks allfälliger Aufteilung von Lektionen zwischen den Kantonen im Gange.

### 3.1.2 Immobilienwesen

Folgende Vorgehen sind geplant:

- die Vertragsbedingungen wichtiger Mietverträge sollen neu ausgehandelt werden;
- Aufstellung eines Inventars der Möglichkeiten, für den langfristigen Betrieb des Staates unbedingt notwendige Mietflächen zu erwerben;
- Einsetzung einer Kommission zur vorgängigen Prüfung der Bedürfnisse für alle neuen Bauprojekte und Aufstellung ihres Pflichtenhefts;



- Aktualisierung des Inventars der Gebäude und Grundstücke im Eigentum des Staates und Prüfung der Möglichkeiten, gewisse Objekte zu verkaufen.

### 3.1.3 Beziehungen zu den Regiebetrieben, Gesellschaften und Anstalten

Der Staatsrat will auch sie dazu bringen, ihren Beitrag zur Verbesserung des Finanzhaushalts des Staates zu leisten. Ihre finanzielle Situation und – in einigen Fällen – die Gesetzgebung, die ihrer Errichtung zugrunde liegt, erlauben uns, diese Möglichkeit ins Auge zu fassen. Die zu erwartenden Verbesserungen betreffen insbesondere:

- den jährlich dem Staat ausgeschütteten Gewinn bzw. die ausgeschüttete Dividende;
- die Problematik gewisser Immobiliengüter in ihrem Besitz, die an den Staat vermietet werden;
- die Kompensation der Steuerbefreiung, der vom Staat gewährten Garantien oder des Exklusivmandats;
- die Mitfinanzierung gewisser zu einem gemeinsamen Zweck ausgeführter Aufgaben.

### 3.1.4 Subventionierung

Mit Wirkung auf den 1. Januar 2005 wird der Staatsrat die Subventionssätze aller Subventionierungsverordnungen anpassen, um die seit mehr als zehn Jahren zur Anwendung kommenden linearen Kürzungen dauerhaft festzuhalten. Angepasst werden die entsprechenden Vorschriften vor allem in den folgenden Bereichen: Kulturgüter, Sömmerungsbeiträge, Forstwirtschaft, Energie und Wasserbau. Die von dieser Massnahme zu erwartende Einsparung ist mit rund 900 000 Franken jährlich zu veranschlagen. Unter Punkt 4.1 dieser Botschaft kommentiert der Staatsrat die Anwendung dieser Massnahme in den Bereichen, die einen vorgängigen Entscheid des Grossen Rates erfordern, noch im Einzelnen.

### 3.1.5 Mehreinnahmen

Die Ergebnisse des Finanzplans 2006–2008 berücksichtigen zwei Anpassungen der Steuertarife:

- Erhöhung der kantonalen Hundesteuer um 5 Franken auf künftig 60 Franken/Jahr;
- Anpassung der Schiffssteuer um rund 10%, sofern der Konsumentenpreisindex 152,3 Punkte erreicht. Die geschätzten Mehreinnahmen belaufen sich auf 145 000 Franken jährlich.

Für diese beiden Massnahmen ist der Staatsrat zuständig.

### 3.1.6 Massnahmen in Prüfung

Der Staatsrat hat die betroffenen Direktionen bereits beauftragt, verschiedene Studien und Analysen durchzuführen, die je nach Schlussfolgerungen und getroffenen Entscheiden in einer zweiten Etappe zur Entlastung des Finanzhaushalts des Staates beitragen könnten.

Die Studien betreffen folgende Bereiche:

- Subventionierung der Schul- und Sportbauten: Im Rahmen des Gesetzesentwurfs, der demnächst dem Grossen Rat unterbreitet wird, wird der Staatsrat die Beitragsleistung an Neubau und erste Ausrüstung einschränken. Bei den Orientierungsschulen wird er auf die Subventionierung des Mobiliars und der Aussenanlagen verzichten. Bei Erweiterungen im Rahmen

von Renovierungen werden nur die für den Unterricht erforderlichen Zusatzflächen subventioniert. Schliesslich werden auch neue Subventionssätze berücksichtigt.

- Schülertransporte auf Kindergarten- und Primarstufe: Die Schülertransporte werden von den Schulkommissionen (Kindergärten und Primarschulen) und den Schulvorständen (Orientierungsschulen) organisiert. Die Kosten für Transporte im Sinne des Schulgesetzes gehen zu Lasten von Staat und Gemeinden. Dieses Vorgehen scheint jedoch problematisch zu sein, was insbesondere die Verantwortlichkeit der Gemeinden für gesamthaft getragene Kosten sowie die Kontrolle der erbrachten und berechneten Leistungen betrifft. Würden die Entscheidungsträger die Kosten übernehmen, ergäbe sich hier ein Sparpotenzial. Der Staatsrat wird diese Frage bei der nächsten Schulgesetzrevision im Jahr 2006 prüfen.
- Schuldienste: Um die Einrichtung von Schuldiensten durch die Gemeinden zu fördern, werden gemäss geltendem Gesetz die diesbezüglichen Kosten zu je 50% zwischen Staat und Gemeinden aufgeteilt. Die Einrichtungsphase ist abgeschlossen und die Phase des ordentlichen Betriebs dieser Dienste hat begonnen. Deshalb muss hier nun die Kostenverteilung wie in den anderen Kindergarten- und Primarschulsektoren gelten: 65% der Kosten übernehmen die Gemeinden und 35% der Staat. Der Staatsrat wird diese Frage bei der nächsten Schulgesetzrevision im Jahr 2006 prüfen.
- Beiträge im Zuchtbereich: Nach Artikel 142 des Landwirtschaftsgesetzes (LwG) kann der Bund anerkannten Organisationen Beiträge ausrichten, insbesondere für die Führung von Zucht- und Herdebüchern, für Leistungsprüfungen und die Zuchtwertschätzung, für Programme zur Leistungs- und Qualitätsförderung sowie zur Sanierung und Gesunderhaltung von Tierbeständen. Die Beiträge werden unter anderem nur dann gewährt, wenn die Kantone sich in mindestens gleichem Umfang daran beteiligen. Für den Voranschlag 2004 beträgt die kantonale Beteiligung an den Massnahmen des Bundes rund 1 Million Franken. Gemäss dem Projekt des Bundes über die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung (NFA) sollen die Kantone von jeglichen finanziellen Verpflichtungen an besonderen Massnahmen im Zuchtbereich entlastet werden. Gleichzeitig wird aber auch darauf hingewiesen, dass der Bund im Rahmen dieses Reformprojekts andere landwirtschaftliche Bereiche, wie z.B. die Ausbildung und die landwirtschaftliche Beratung, an die Kantone abgeben wird. Es handelt sich hier also um eine Verschiebung der Kosten.
- Dekret über die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden (SGF 811.2): Im ersten Artikel dieses Dekrets ist vorgesehen, dass der Staat die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden mit Finanzhilfen in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen fördern kann. 2003 haben 50 Landwirte mit dem Amt für Landwirtschaft einen Vertrag unterzeichnet, was jährlich schätzungsweise einen Betrag von 93 600 Franken ausmacht. In Anbetracht der Sparmassnahmen wurde beschlossen, keine neuen Verträge mehr abzuschliessen, da diese Unterstützung nicht höchste Priorität hat. Die Förderung wird daher eingestellt, sobald die noch laufenden Verträge abgelaufen sind. Die zuständigen

staatlichen Organe werden hingegen im Rahmen ihrer Ausbildungs- und Beratungstätigkeit den Landwirten die Anwendung dieser Methoden nahe legen und gleichzeitig ihre Auswirkungen auf Wirtschaft und Umwelt mitverfolgen.

- Öffentlicher Verkehr: Sofern der Kanton Mehrkosten infolge des geplanten Rückzugs des Bundes im Bereich der finanziellen Unterstützung des Regionalverkehrs tragen muss, wird eine Anpassung der Gemeindebeteiligung an den Betriebsdefiziten des öffentlichen Verkehrs geprüft. Ebenfalls in diesem Bereich sollen die Statistiken bezüglich der Nutzung des öV analysiert und Vergleiche nach Passagieren, nach Anzahl gefahrener Kilometer für alle Bahn- und Buslinien des kantonalen Netzes angestellt werden.
- Weiterbildungs- und Informatikzentrum: Die Aktivitäten dieses Zentrums sollen sich nur auf die Bedürfnisse in direktem Zusammenhang mit der beruflichen Aus- und Weiterbildung konzentrieren.
- Opferhilfe (OHG): Eine Änderung des Verteilschlüssels und eine neue Kostenaufteilung werden geprüft.
- Wasserbau: Es werden die Möglichkeiten geprüft, die Subventionierung auf Bauwerke in Berggebieten und eingreifende Massnahmen im Flachland in Zusammenhang mit dem Schutz vor Naturereignissen zu beschränken.

### **3.2 Massnahmen in der Zuständigkeit des Grossen Rates**

Mit den verschiedenen energischen Sparmassnahmen, die vom Staatsrat im Rahmen seiner Zuständigkeit beschlossen worden sind, lassen sich die voraussichtlichen Defizite der nächsten Jahre nicht genügend verringern. So müssen auch Massnahmen im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rates beantragt werden. Dabei geht es um insgesamt 17 Gesetzes- oder Dekretsänderungen, auf die im vierten Teil dieser Botschaft im Einzelnen eingegangen wird.

## **4. BEANTRAGTE GESETZESÄNDERUNGEN**

Der Staatsrat unterbreitet Ihnen die Anpassung eines Dekrets sowie 16 Gesetzesänderungen. Sie sind Gegenstand separater Entwürfe, von denen jeder einzelne dem Gesetzesreferendum unterstellt ist. In 11 Fällen sollen die gegenwärtigen linearen Kürzungen in der Spezialgesetzgebung verankert werden (s. 4.1). Es handelt sich dabei um die Vorlagen Nr. 146 A – K. Die übrigen geplanten Massnahmen laufen über 6 Gesetzesänderungen (s. 4.2).

### **4.1 Gesetzesänderungen zur Verankerung der linearen Kürzungen in der Spezialgesetzgebung**

#### **4.1.1 Rückblick**

In Anwendung des Dekrets vom 7. Oktober 1992 über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge kürzt der Kanton bereits seit mehr als 10 Jahren fast alle ausgerichteten kantonalen Subventionen um 5 oder 10%. In den meisten Bereichen beträgt die Kürzung 10%. Dieses Dekret von 1992 ist mehrmals verlängert worden und läuft Ende 2004 aus. Im Jahresdurchschnitt konnten dank der linearen Kürzungen mehr als 10 Millionen Franken eingespart werden.

#### **4.1.2 Begründung der Massnahme**

Der Staatsrat will das Dekret über die linearen Kürzungen, das am 31. Dezember 2004 abläuft, nicht nochmals verlängern, wozu er sich ja auch verpflichtet hatte. Er hat jedoch keine andere Alternative, als Ihnen zu beantragen, die gegenwärtig angewandten linearen Kürzungen in die Gesetzgebung zu den verschiedenen Subventionierungsbereichen einzubauen. Dies wird konkret in einer Anpassung des Subventionssatzes der einzelnen Gesetze zum Ausdruck kommen, die gegenwärtig den linearen Kürzungen unterworfen sind.

Diese Massnahme rechtfertigt sich nicht nur durch die schlechten Finanzperspektiven gemäss Finanzplan, auf die unter Punkt 1 im Einzelnen eingegangen wird, sondern auch durch eine gesetzliche Pflicht. Seit dem Vorschlag 2004 übersteigt die Quote der kantonalen Nettosubventionen für Funktionsausgaben nämlich 25% des kantonalen Steueraufkommens. Im Jahr 2006 beträgt diese Quote 26,0%, und in den Jahren 2007 und 2008 26,6% bzw. 26,8%. Unter diesen Umständen muss der Staatsrat in Anwendung von Art. 21 Abs. 2 des Subventionengesetzes vom 17. November 1999 dem Grossen Rat Änderungen von gesetzlichen Bestimmungen über Subventionen beantragen. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass diese Massnahme tragbar ist. In den letzten Jahren ist die Erfüllung der Aufgaben in den Bereichen, in denen sie zur Anwendung kamen, dadurch nie beeinträchtigt worden.

#### **4.1.3 Betroffene Bereiche**

Die Anwendung der linearen Kürzungen der Subventionssätze der Spezialgesetzgebung nach dem Dekret über die linearen Kürzungen betrifft die folgenden 11 Bereiche:

(die Nummer und der nachstehende Buchstabe entsprechen der dieser Botschaft zugeteilten Nummer und der Reihenfolge der Dekrets-/Gesetzesentwürfe am Schluss der Botschaft)

- Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4): 146/A;
- Schulgesetz SGF 411.0.1 (Subventionierung der Schuldienste): 146/B;
- Dekret über Beiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten (SGF 414.4): 146/C;
- Gesetz über den Mittelschul- und Sekundarunterricht SGF 414.5 (Artikel 10, Schulbauten): 146/D;
- Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (SGF 420.1): 146/E;
- Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1): 146/F;
- Gesetz über die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe (SGF 823.1): 146/G;
- Gesetz für Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare (SGF 834.1.2): 146/H;
- Gesetz über Pflegeheime für Betagte (SGF 834.2.1): 146.I;
- Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (SGF 842.1.1): 146/J;
- Gesetz über den Tourismus (SGF 951.1): 146/K.

#### 4.1.4 Allgemeine Kommentare zu den Gesetzesänderungen

Für alle Gesetzestexte 146/A bis 146/K besteht die vorgesehene Änderung darin, den in der geltenden Gesetzgebung verankerten Subventionssatz zu korrigieren. So läuft es beispielsweise für den Gesetzesentwurf zur Änderung von Artikel 10 Absatz 1 des Gesetzes vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht (146/D) darauf hinaus, dass der gegenwärtige Subventionssatz von 50% durch den Satz von 45% ersetzt wird. In allen Fällen, mit Ausnahme des Gesetzes über die spital-externe Krankenpflege und die Familienhilfe, bei dem die Kürzung schon immer 5% betragen hat, wird der Subventionssatz um 10% gekürzt. In der Praxis bleiben die in den betroffenen Bereichen ausgerichteten Subventionen gegenüber dem seit 1993 – nach Inkrafttreten des Dekrets über die lineare Kürzung der Kantonsbeiträge – geltenden System unverändert.

#### 4.1.5 Besondere Kommentare

Die geltende Gesetzgebung im Bereich der Kantonsbeiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten (SGF 414.4 Gesetzesänderung 146/C) sieht folgende Skala für die Beitragsleistung an den Bau und Umbau von Primarschulhäusern vor (Art. 2 des Dekrets vom 10. Februar 1976):

Gemeindeklasse	I	II	III	IV	V	VI
<b>Bevölkerung</b>						
800 Einwohner	7	10	16	22	31	40
801–1750 Einwohner	6	9	14	20	28	37
1751–3500 Einwohner	5	8	12	18	25	34
mehr als 3500 Einwohner	4	7	10	16	22	31

Bis zum 31. Dezember 2004 werden diese Beitragssätze linear um 10% gekürzt. Mit der endgültigen Verankerung dieser Kürzung in der Gesetzgebung muss diese Skala wie folgt geändert werden:

Gemeindeklasse	I	II	III	IV	V	VI
<b>Bevölkerung</b>						
800 Einwohner	6	9	14	20	28	36
801–1750 Einwohner	5	8	13	18	25	33
1751–3500 Einwohner	4	7	11	16	22	31
mehr als 3500 Einwohner	3	6	9	14	20	28

Die Sätze wurden auf eine Einheit gerundet, um die Stufen nach Gemeindegrösse beizubehalten. Sie entsprechen den Sätzen, die in der Vernehmlassung im Dezember 2003 vorgeschlagen wurden.

Die Gesetzesänderung 146/B betrifft die Änderung von Artikel 108 des Schulgesetzes bezüglich der Subventionierung der Schuldienste, das heisst der Kosten der Schulpsychologie, Logopädie und Psychomotorik. Die Änderung besteht in der Anpassung des Subventionsniveaus an die bisher angewandten linearen Kürzungen, das heisst eine Subvention von 45% statt 50%.

Die geltende Gesetzgebung im Bereich der Kantonsbeiträge an Orientierungsschulbauten (SGF 414.5: Gesetzesänderung 146/D) sieht vor, dass der Subventionssatz 50% der beitragsberechtigten Kosten beträgt (Art. 10 Abs. 1 des Gesetzes vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht). Dieser Satz ist neu auf 45% festzusetzen.

Die finanziellen und personellen Auswirkungen der beantragten Änderungen sind neutral, da die gegenwärtig ausgerichteten Subventionen schon seit 1993 linear um 10% gekürzt worden sind.

#### 4.2 Übrige Gesetzesänderungen

Sie betreffen die folgenden sechs Bereiche:

- Gesetz über die Bodenverbesserungen (146/L);
- Gesetz betreffend Errichtung einer Schülerunfallversicherung (146/M);
- Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (146/N);
- Gesetz über die Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (146/O);
- Schulgesetz (Mitfinanzierung des AHV-Überbrückungsfonds für das Lehrpersonal durch die Gemeinden) (146.P);
- Schulgesetz (Einführung eines dritten schulfreien Halbtages an den Orientierungsschulen) (146/K).

#### 4.2.1 Änderung von Artikel 189 des Gesetzes vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (146/L)

##### 4.2.1.1 Rückblick

Der Fonds für Bodenverbesserungen (der Fonds) wird durch die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes gespiesen und dient vor allem der Subventionierung von kostengünstigen landwirtschaftlichen Bodenverbesserungen. Kostenintensive Bodenverbesserungen erhalten eine Finanzhilfe von Bund und Kanton.

Nach Artikel 189 Abs. 2 des Gesetzes vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1) wird der Überschuss der allgemeinen Staatskasse zur ordentlichen Finanzierung der Bodenverbesserungen überwiesen, sobald das Fondskapital fünf Millionen Franken übersteigt. Per 31.12.2003 betrug das Fondskapital 5,3 Millionen Franken.

##### 4.2.1.2 Begründung

In Anbetracht dessen, dass schätzungsweise 3 Millionen Franken Kapital ausreichen, um den gesetzlichen Verpflichtungen, für die der Fonds geschaffen wurde, nachzukommen, wird vorgeschlagen, das Fondskapital auf 3 Millionen anstatt 5 Millionen Franken zu beschränken, um eine unnötige Kapitalanhäufung zu vermeiden.

##### 4.2.1.3 Finanzielle Auswirkungen

Die vorgeschlagene Massnahme wird es ermöglichen, die jährliche Speisung des Fonds zu reduzieren oder die Fondsentnahmen zu erhöhen. Sie wird sich auch unmittelbar auf das Betriebsbudget auswirken. In Anbetracht des gegenwärtigen Vermögensstands des Fonds und der tendenziell abnehmenden Finanzhilfen, die aus dem Fonds gewährt werden (2000: 1,2 Millionen Franken, 2003: 0,7 Millionen Franken) ist davon auszugehen, dass der Fonds in den nächsten Jahren mit mindestens 300 000 Franken weniger pro Jahr gespiesen werden kann.

#### 4.2.2 Änderung von Artikel 6 des Gesetzes vom 18. November 1971 betreffend Errichtung einer Schülerunfallversicherung (146/M)

##### 4.2.2.1 Begründung der beantragten Massnahme

Am 14. Januar 2003 beschloss der Staatsrat, in die während des Jahres 2003 durchzuführenden Überprüfungen



von Subventionen auch den Beitrag des Staates an die Prämien der Schülerunfallversicherung einzubeziehen. Die Studie sollte unter anderem die Rolle und die Verantwortung des Staates in der Führung der Versicherung aufzeigen und bestimmen, ob die Beibehaltung dieser Versicherung angebracht sei.

Aufgrund der Schlussfolgerungen des Prüfungsberichts beauftragte der Staatsrat die Direktion für Gesundheit und Soziales, ihm bis 31. Dezember 2004 Vorschläge für die Umwandlung oder die Aufhebung der Versicherung zu unterbreiten. Nun ist praktisch schon unbestritten, dass die Schülerunfallversicherung keine Leistungen mehr für medizinische Kosten erteilt, handelt es sich doch um Leistungen, die subsidiär zu den Leistungen der obligatorischen Krankenversicherung erteilt werden. Anders jedoch sieht es mit dem Entscheid zur Aufhebung der Versicherungspflicht aus, wegen der mit dieser Versicherungspflicht verbundenen Deckung der beiden Risiken Invalidität und Todesfall.

Im Hinblick auf die derzeit laufenden Arbeiten und in Berücksichtigung der in den letzten Jahren erzielten gewinnbringenden Geschäftsrechnungen sowie der bis heute von der Schülerunfallversicherung angehäuften Reserven gedenkt der Staatsrat deshalb, die Versicherungsprämie von 50 auf 40 Franken zu senken. Gleichzeitig beantragt er angesichts der finanziellen Situation des Staates, die Aufteilung der Prämie zwischen Eltern und öffentlicher Hand zu ändern, indem der Anteil zu Lasten der Eltern von 60 auf 75% erhöht und der Restbetrag zu Lasten der öffentlichen Hand von 40 auf 25% vermindert wird. Demzufolge würden die Eltern in dieser Übergangsphase den gleichen Betrag wie bisher zahlen, nämlich 30 Franken, und zwar für die gleichen Leistungen. Dieser Betrag ist gegenüber den Angeboten der Krankenversicherer, die heute auf dem Markt zur Verfügung stehen, nach wie vor konkurrenzfähig.

#### 4.2.2.2 Finanzielle Auswirkungen

Für die Berechnung des Voranschlags 2005 wurden 33 900 Schülerinnen und Schüler für einen Beitrag der öffentlichen Hand berücksichtigt. Mit dem geltenden System und in Berücksichtigung der Aufhebung der linearen Kürzungen müssten der Staat und die Gemeinden jeweils einen Beitrag von 10 Franken je Schülerin und Schüler bezahlen, somit eine Summe von 339 000 Franken für das Jahr 2005. Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung und der geplanten Prämiensenkung von 50 auf 40 Franken nähme der Betrag zu Lasten des Kantons (5 Franken je Schülerin und Schüler) um 169 500 Franken ab, und die Belastung der Gemeinden ginge um ebenso viel zurück.

#### 4.2.3 Änderung des Gesetzes vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (146/N)

Mit dem Ihnen unterbreiteten Gesetzesentwurf sollen das Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzG) sowie der im Anhang publizierte Tarif geändert werden. Dieser wird um 5% erhöht und dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) angepasst, gemäss den Bestimmungen von Art. 1a des BMfzG. Zusätzlich wurde die Bezeichnung einiger Fahrzeugarten angepasst; für deren Besteuerung ist sie aber folgenlos.

#### 4.2.3.1 Begründung der Massnahme

Gemäss Artikel 1a des BMfzG kann der Grosse Rat den Steuertarif für Motorfahrzeuge und Anhänger dem durchschnittlichen Jahresindex der Konsumentenpreise anpassen, sofern sich dieser Index um mindestens 5% verändert. Die Anpassung tritt frühestens am 1. Januar nach dem Jahr in Kraft, in dem der Index einen genügenden Stand für eine Anpassung erreicht hat.

Der den Tarif bestimmende Referenzindex beträgt zurzeit 145,3 Punkte (Dezember 1982 = 100 Punkte). Die nächste Stufe von 5% befindet sich bei 152,6 Punkten. 2003 betrug der durchschnittliche Jahresindex der Konsumentenpreise 150,7 Punkte (+ 3,7%). Die Teuerungsaussichten 2004 lassen erwarten, dass der durchschnittliche Jahresindex dieses Jahr 152,6 Punkte erreichen oder leicht über-treffen wird. Dies würde eine Indexierung des Tarifs rechtfertigen.

Wegen der hohen Volatilität des LIK in den letzten Monaten wird es die Aufgabe des Staatsrates sein, Ende Jahr zu überprüfen, ob die Voraussetzungen für eine Indexierung gegeben sind und in der Folge zu entscheiden, wann diese Gesetzesänderung in Kraft tritt.

#### 4.2.3.2 Bisherige Tarifierungen

1989 wurde ein System der Indexierung des Tarifs im Verhältnis zum LIK eingeführt; die Zuständigkeit für die Indexierung erhielt der Grosse Rat. Das System sah vor, dass der Tarif für jede Änderung des durchschnittlichen Jahresindex der Konsumentenpreise von 10% um einen Zehntel angepasst werden kann. 2001 wurde dieses System revidiert: der Tarif kann bereits bei einer Änderung von 5% indexiert werden. Die untenstehende Tabelle zeigt die verschiedenen Tarifierungen der letzten Jahre, die aufgrund einer generellen Indexierung oder ausserordentlicher Angleichungen vorgenommen wurden.

Inkraft-treten	Referenz-index des Tarifs*	Indexierung	Ausserordentliche Angleichungen des Tarifs / Bemerkungen
1992	125,7	10%	keine
1994	138,4	10%	keine
1999	138,4	keine	+ 15% für Motorräder mit einem Hubraum > 50 cm <sup>3</sup> ; + 10% für Personenwagen und Nutzfahrzeuge mit einer Nutzlast von weniger als 1 Tonne und einem Hubraum > 2600 cm <sup>3</sup>
2001–2002	145,3	5%	Schrittweise Anpassung an die Teuerung: – 2001, Ziffern 2 bis 9 des Tarifs – 2002, Ziffern 10 bis 15 des Tarifs
2005	152,6	5%	keine

\* Basis: Dezember 1982 = 100 Punkte

#### 4.2.3.2 Steuerbelastung und Rangierung des Kantons Freiburg im nationalen Vergleich

Bezüglich die Fahrzeugbesteuerung weist der Kanton Freiburg einen Index von 107,3 Punkten auf (Schweizer Durchschnitt = 100 Punkte); er liegt zwischen dem ersten und dem zweiten Drittel der Kantonsrangierung (absteigende Reihenfolge). Die kohärente Positionierung des Kantons bei den wichtigsten Fahrzeugkategorien zeigt, dass die ausserordentlichen Angleichungen des Tarifs der letzten Jahre angemessen waren. Dies ist auch im Detail der Fall (z. B. Fahrzeuge mit kleinem, mittlerem und



grossen Hubraum). Unten eine Zusammenfassung der letzten verfügbaren Erhebung.

<b>Fahrzeugkategorie</b>	<b>Index</b> (100 = CH)	<b>Rang</b> (1 bis 26)
Personenwagen	106,8	7
Motorräder	122,4	9
Lastwagen	108,7	9
Sattelschlepper	117,9	8
Anhänger	134,5	6
<b>Sämtliche Kategorien</b>	<b>107,3</b>	<b>7</b>

Quelle: Eidgenössische Steuerverwaltung: «Steuerbelastung in der Schweiz; Kantonshauptorte/Kantonsziffern 2003».

#### 4.2.3.4 Finanzielle Auswirkungen

Die zusätzlichen Steuereinnahmen nach Inkrafttreten der dargelegten Änderung werden auf Brutto 3 550 000 Franken veranschlagt. Die Netto-Einnahmen werden, nach Abzug der Rückerstattung der Fahrzeugsteuern an die Gemeinden (30%) und der Inkasso-Provision des ASS, auf 2 382 000 Franken geschätzt.

#### 4.2.4 Änderung von Artikel 15 des Gesetzes vom 16. November 1965 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (146.0)

##### 4.2.4.1 Begründung der beantragten Massnahme

Aufgrund der geltenden Gesetzgebung, das heisst nach den Artikeln 14 und 15 des Gesetzes vom 16. November 1965 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung, übernimmt der Staat 75% des Betrags zu Lasten des Kantons Freiburg, und die restlichen 25% werden von den Gemeinden bezahlt. Seit der Einführung des Ergänzungsleistungssystems im Jahr 1966 und bis Ende 1990 lag die Beteiligung der Freiburger Gemeinden an den Ausgaben auf dem Gebiet der Ergänzungsleistungen jedoch bei 50% des Betrags zu Lasten des Kantons. Erst infolge der Annahme der Motion von Grossrat Boivin durch den Grossen Rat im November 1988 wurde die Beteiligung der Gemeinden an diesen Ausgaben abgeschafft. Als Bestandteil der Massnahmen 1994 zur Verbesserung des Finanzhaushaltes des Staates wurde die Beteiligung der Gemeinden auf den 1. Januar 1995 wieder eingeführt und auf 25% festgesetzt.

Die Beteiligung der Gemeinden an den Ausgaben auf dem Gebiet der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV rechtfertigt sich aus verschiedenen Gründen. Zum einen ermöglichen diese Leistungen die Deckung des Existenzbedarfs von Personen mit ungenügenden Renten und Einkünften. Ohne die Ergänzungsleistungen bedürften diese Personen der Sozialhilfe, deren Ausgaben zu 50% vom Kanton und zu 50% von den Gemeinden übernommen werden. Zum anderen bewirkt die Alterung der Bevölkerung einen laufenden Anstieg der Finanzlast aus den Ergänzungsleistungen, deren Bezügerinnen und Bezüger zu einem erheblichen Teil (2327 von 8851 Ende 2003) in Pflegeheimen wohnen. Sowohl die Ergänzungsleistungen als auch die Beiträge an die Betreuungskosten sind für die Finanzierung der Pflegeheimaufenthalte notwendig, im Unterschied zu den Ergänzungsleistungen jedoch werden die Betreuungskosten je zur Hälfte vom Kanton und von den Gemeinden übernommen.

Schliesslich lässt sich im folgenden interkantonalen Vergleich feststellen, dass ausser Obwalden, Basel-Stadt, Graubünden, Neuenburg und Genf – Kantone, in denen der Staat den gesamten Betrag zu Lasten des Kantons übernimmt – Freiburg heute die niedrigste kommunale Beteiligung an der Finanzierung der Ergänzungsleistungen verzeichnet. Der Ansatz von 25% ist zudem spürbar niedriger als der Durchschnitt der Kantone (41,8%).

In diesem Kontext beantragt der Staatsrat, den Anteil des Staates von 75 auf 65% zu senken und den Anteil der Gemeinden von 25 auf 35% anzuheben. In diesem Fall liegt die Beteiligung der Freiburger Gemeinden an der Finanzierung der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV immer noch unter dem schweizerischen Durchschnitt.

#### 4.2.4.2 Aufteilung der Finanzierung der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV in den Kantonen im Jahre 2004 (nach Abzug der Bundesbeiträge)

<b>Kanton</b>	<b>Anteil Staat</b> (%)	<b>Anteil Gemeinden</b> (%)
1. Zürich	38	62
2. Bern	50	50
3. Luzern	27,5	72,5
4. Uri	50	50
5. Schwyz	50	50
6. Obwalden	100	—
7. Nidwalden	—	100
8. Glarus	50	50
9. Zug	50	50
<b>10. Freiburg</b>	<b>75</b>	<b>25</b>
11. Solothurn	44	56
12. Basel-Stadt	100	—
13. Basel-Land	44	56
14. Schaffhausen	44	56
15. Appenzell Ausserrhoden	50	50
16. Appenzell Innerrhoden	55	45
17. Sankt Gallen	40	60
18. Graubünden	100	—
19. Aargau	50	50
20. Thurgau	50	50
21. Tessin	70	30
22. Waadt	50	50
23. Wallis	60	40
24. Neuenburg	100	—
25. Genf	100	—
26. Jura	66 ⅔	33 ⅓
<b>Durchschnitt der Kantone</b>	<b>58,2</b>	<b>41,8</b>

#### 4.2.4.3 Finanzielle Auswirkungen

Im Voranschlagsentwurf 2005 beläuft sich der für die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV eingetragene Aufwand auf insgesamt 117,4 Millionen Franken. Die Bundesbeiträge machen 35% dieser Summe aus, das heisst 41,09 Millionen Franken. Der Betrag zu Lasten des Kantons Freiburg beläuft sich somit auf 76,31 Millionen Franken, wovon 25%, 19 077 500 Franken, zu Lasten der Gemeinden gehen. Zum letzteren Betrag kommt noch der Anteil der Gemeinden an den Verwaltungskosten, 480 000 Franken (25% von 1 920 000 Franken), und dies ergibt eine Summe von 19 557 500 Franken.

Bei einer Anhebung der Beteiligung der Freiburger Gemeinden von 25 auf 35% ergibt sich eine Summe von

27 380 500 Franken. Dies bedeutet einen Anstieg der Ausgaben zu Lasten der Gemeinden (und gleichzeitig einen Rückgang der Ausgaben zu Lasten des Staates) um 7 823 000 Franken.

#### 4.2.4.4 Erläuterung des Gesetzesentwurfs

Die einzige Bestimmung des Gesetzes vom 16. November 1965, die eine Änderung erfährt, ist der Absatz 1 von Artikel 15, insofern als der prozentuale Anteil von 75% zu Lasten des Staates auf 65% gesenkt wird.

Als Folge davon steigt der Restbetrag, der nach Absatz 2 dieses Artikels von der Gesamtheit der Gemeinden übernommen wird, automatisch von 25 auf 35%.

#### 4.2.5 Änderung von Artikel 88 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (146.P)

##### 4.2.5.1 Begründung der Massnahme

Gemäss geltender Gesetzgebung beteiligen sich die Gemeinden an der Finanzierung der Gehälter des Lehrpersonals von Kindergärten, Primarschulen, Orientierungsschulen und des Konservatoriums. Seit 1996 ist die Möglichkeit der vorzeitigen Pensionierung eingeführt worden, und Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters werden im Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal ausdrücklich aufgeführt. Diese Massnahmen ermöglichen dem Arbeitgeber Einsparungen, die mit der Anstellung jüngeren Personals realisiert werden können. Beim Lehrpersonal haben die Gemeinden ebenfalls solche Einsparungen erzielen können. Doch die Beteiligung der Gemeinden an der Finanzierung der Massnahmen für vorzeitig Pensionierte ist bis jetzt nicht gesetzlich festgehalten worden. Es ist an der Zeit, dies zu ändern. Artikel 88 des Schulgesetzes lautet:

##### **Art. 88** Gemeinsame Schulkosten

a) Aufteilung zwischen den Gemeinden und dem Staat

<sup>1</sup> Die Gesamtheit der Gemeinden trägt 65% der gemeinsamen Schulkosten, bestehend aus:

a) den Kosten der Lehrerbesoldung und den diesbezüglichen Lasten;

b) den Fahrkostenentschädigungen der Wanderlehrer;

c) den Kosten für Transporte, die im Sinne von Artikel 6 unentgeltlich sind, jedoch mit Ausnahme der Kosten für die Schülertransporte, die wegen der besonderen Gefährlichkeit des Schulweges organisiert werden;

d) der allfälligen Beteiligung an der Vergütung des Religionsunterrichts.

<sup>2</sup> Der Staat trägt 35% der gemeinsamen Schulkosten.

Somit ist die Hinzufügung eines weiteren Buchstabens unter Absatz 1 angezeigt:

e) den Kosten von Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters.

Was die Orientierungsschule betrifft, führt Artikel 94 Folgendes aus:

##### **Art. 94** Zwischen dem Staat und den Gemeinden aufgeteilte Kostesten

a) Aufteilung

<sup>1</sup> Die Gemeinden des Schulkreises tragen 30% der folgenden Kosten ihrer Schule:

a) der Kosten für die Besoldung der Lehrer, des Schuldirektors und seiner Mitarbeiter sowie der diesbezüglichen Lasten;

b) der allfälligen Beteiligung an der Vergütung des Religionsunterrichts.

<sup>2</sup> Der Staat trägt 70% dieser Kosten und Lasten.

Somit ist die Hinzufügung eines weiteren Buchstabens unter Absatz 1 angezeigt:

c) der Kosten von Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters.

##### 4.2.5.2 Anwendung auf das Konservatorium

Die Finanzierung des Konservatoriums ist im Artikel 33 des Gesetzes über die kulturellen Institutionen wie folgt festgelegt:

##### **Art. 33** Finanzierung

<sup>1</sup> Die Kosten des Konservatoriums werden je zur Hälfte vom Staat und von den Gemeinden getragen. Die Kosten für Schüler, welche ausserhalb des Kantons wohnen, trägt jedoch der Staat allein.

<sup>2</sup> Der Anteil jeder Gemeinde berechnet sich nach der Anzahl und der Dauer der Unterrichtseinheiten, die von den in der Gemeinde wohnhaften jungen Schülern der nichtberuflichen Ausbildungsstufen belegt werden. Der Staatsrat bestimmt den Begriff der jungen Schüler.

<sup>3</sup> Die Betriebskosten der zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten sind in den Kosten des Konservatoriums inbegriffen, wenn diese Räumlichkeiten besonders für den durch das Konservatorium erteilten Unterricht erstellt oder eingerichtet worden sind und ausschliesslich für diesen Unterricht bestimmt sind.

Die Kosten von Massnahmen zur Förderung der freiwilligen vorzeitigen Pensionierung gehören von nun an zu den Kosten des Konservatoriums. Eine Gesetzesänderung ist hier jedoch nicht nötig.

##### 4.2.5.3 Finanzielle Auswirkungen

Als finanzielle Auswirkung ergeben sich für den Staat jährliche Zusatzeinnahmen von etwa 350 000 Franken.

#### 4.2.6 Änderung von Artikel 22 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (dritter schulfreier Halbtag an der OS) (146/Q)

##### 4.2.6.1 Rückblick

Der Vorschlag, den wöchentlichen Stundenplan der Schülerinnen und Schüler aus Spargründen um eine Stunde abzubauen, ist nicht neu. In der Orientierungsschule wurde diese Massnahme ein erstes Mal im Jahre 1994 getroffen und im nächsten Jahr wiederholt. Ein neuerlicher Abbau war 2002 angekündigt worden, ist jedoch bis heute nicht durchgeführt worden.

Der Staatsrat erwägt, diesen Stundenabbau mit einer Neuorganisation des wöchentlichen Stundenplans zu verbinden: in der Orientierungsschule würde, wie in der Primarschule, ein dritter freier Halbtag eingeführt. Auch dieser Vorschlag ist nicht neu, da über diese Frage im Grossen Rat 1997 diskutiert wurde, als Antwort auf eine Motion von Marc Genilloud im Jahre 1993, die 1994 in ein Postulat umgewandelt wurde. Eine Ad-hoc-Kommission war mit der Durchführung einer detaillierten Analyse beauftragt worden und hatte zu diesem Zweck ein breit angelegtes Vernehmlassungsverfahren durchgeführt. Im Juli 1995 wurde ein erster Bericht eingereicht. Die Ergebnisse dieser Untersuchung bewogen den Staatsrat dazu, in seiner Botschaft Nr. 11 an den Grossen Rat vom 8. April 1997 folgende Optionen zu empfehlen:

- für die Sekundarstufe 2 befürwortet der Staatsrat keine Einführung eines dritten freien Halbtags, da die Kürzung der Programme und Stundentafeln zu achtstündigen Schultagen führen würde;
- für die Orientierungsschule kommt die Einführung eines dritten freien Halbtags vor allem mangels Spezialzimmer nicht in Frage;
- für die Primarschule empfiehlt der Staatsrat die Einführung eines dritten freien Halbtags.

Die anschliessenden Debatten und Abstimmungen, von denen einige ziemlich hart geführt wurden, betrafen also nur die Primarschule. Bei den aufgeführten Argumenten geht es weniger um die Jugendlichen als vielmehr um die Kinder: bessere Berücksichtigung des biologischen Rhythmus des Kindes, willkommene Unterbrechung in der Wochenmitte, Möglichkeit, an diesem Nachmittag verschiedene Projekte durchzuführen, zahlreiche Familienprogramme an diesem Tag, mehrere Aktivitäten mit Unterstützung der Lehrpersonen auf lokaler Ebene bei gleichzeitiger Öffnung der Schulen: Ludotheken, Bibliotheken, Turnhallen. Es wird auch erwogen, Weiterbildungskurse für die Lehrkräfte auf diesen Tag zu konzentrieren. Dies alles hat seinen Preis, was von verschiedenen Grossrätinnen und Grossräten angesprochen wird.

In der Schlussabstimmung wird dieser Gesetzesentwurf in seiner Gesamtheit mit 64 gegen 36 Stimmen angenommen. Wegen der konstanten Zunahme der Klassenbestände wird der Staatsrat auf seinen Antrag für die Orientierungsschule zurückkommen.

#### 4.2.6.2 Heutige Situation

Der heutige Stundenplan der OS umfasst:

- 32,5 Einheiten für den französischsprachigen Kantons- teil; 32 Einheiten für Deutschfreiburg (jeweils 50 Minuten) in der 7. Klasse;
- 32 Einheiten in der 8. Klasse;
- 32 Einheiten in der 9. Klasse.

#### Vergleich mit anderen Kantonen

	7. Klasse	8. Klasse	9. Klasse
Freiburg	32,5	32	32
Genf	32	32	32
Jura	30 bis 31	30 bis 32	33
Neuenburg	31 bis 32	31	30 bis 34
Tessin	33	33	33
Wallis	32	32	32
Waadt	32	32	32
Aargau	33 bis 36	32 bis 36	29 bis 36
Luzern	34	35	36
Solothurn	29	29	29

Freiburg ist der einzige französischsprachige Kanton mit 5 ganzen Schultagen auf Sekundarstufe 1. Die 32 heutigen Lerneinheiten könnten eigentlich schon jetzt auf viereinhalb Tage verteilt werden: 4 x 7 Einheiten plus 4 Einheiten am Mittwochmorgen. Diese Lösung war weder bei der ersten Stundentafelkürzung noch beim Eintreten auf die Motion Genilloud gewählt worden, was seinerzeit mit der Raumauslastung und vor allem mit Bedenken wegen vermehrter sozialer Probleme begründet wurde.

Eine Untersuchung des Instituts für Forschung und Pädagogische Dokumentation der Westschweiz und des Tessins (IRDP) ergibt einen weiteren interessanten Vergleich: die effektive Unterrichtszeit der gesamten obligatorischen Schule: Der Kanton Freiburg belegt im untersuchten Gebiet den 3. Rang.

#### Effektive Unterrichtszeit der 1. bis 9. Klasse:

Tessin	8395 Std.
Wallis	8301 Std.
<b>Freiburg</b>	<b>8186 Std.</b>
Waadt	7839 Std.
Bern	7488 Std.
Jura	7488 Std.
Genf	7479 Std.
Neuenburg	7400 Std.

Eine Reduktion um eine Wochenstunde würde diese Einstufung nicht verändern.

#### 4.2.6.3 Gesetzesänderungsantrag

Mit dem Übergang auf 31 wöchentliche Lektionen würden die Schülerinnen und Schüler der OS einen dritten schulfreien Halbtag erhalten, was zu verminderten Personalkosten sowie in Fällen von Spezialkursen zu verminderten Transportkosten führen würde.

Deshalb beantragt der Staatsrat eine Änderung der Absätze 2 und 4 von Artikel 22 des Schulgesetzes, die heute wie folgt lauten:

##### Art. 22

<sup>2</sup> In der Primarschule haben die Schüler nebst dem Sonntag und den gesetzlichen Feiertagen einen ganzen und einen halben schulfreien Tag in der Woche.

<sup>4</sup> In der Orientierungsschule haben die Schüler nebst dem Sonntag und den gesetzlichen Feiertagen zwei schulfreie Halbtage in der Woche.

Die neue Formulierung hätte den folgenden Wortlaut:

##### Art. 22

<sup>2</sup> In der Primarschule und in der Orientierungsschule haben die Schüler nebst dem Sonntag und den gesetzlichen Feiertagen einen ganzen und einen halben schulfreien Tag in der Woche.

<sup>4</sup> (Aufgehoben).

Der Staatsrat will diese Massnahme zu Beginn des Schuljahres 2005/2006 in Kraft setzen.

#### 4.2.6.4 Finanzielle und personelle Auswirkungen des Antrags

Diese Auswirkungen lassen sich wie folgt darlegen:

Pro Schuljahr eingesparte Einheiten: 1 pro Schulklasse

Vorgesehene Anzahl Klassen für alle OS im Kanton (Einschätzung): 511 Klassen für die Schuljahre 2005/06 bis 2008/09, nachher könnte ein Rückgang erfolgen.



Berechnungsgrundlagen für die Gehälter: Lohnklasse F22, 10. Stufe, 13. Monatslohn, mit Sozialleistungen. Staatlicher Anteil an OS: 70%

Die folgende Einschätzung geht von einem proportionalen Abbau der 32 Lerneinheiten des jetzigen Stundenplans um eine Einheit aus, welcher erstmals für diejenigen Schüler eingeführt würde, die 2005 ihr erstes Jahr in der OS beginnen; die Massnahme würde ab Schulbeginn des Jahres 2007 die drei Jahre der OS betreffen, wobei erst zu diesem Zeitpunkt eine Verminderung der Transportkosten eintreten würde.

### Übersichtstabelle

	2005	2006	2007	2008
Lerneinheiten pro Jahr	56,78	227,11	397,44	511
VZÄ	2,18	8,73	15,28	19,65
Einsparungen für den Staat aufgrund verminderter VZÄ (in Tausend Fr.)	180	730	1280	1650
Einsparungen für die Gemeinden	80	310	550	710
Einsparungen für den Staat inklusive verminderter Transportkosten (in Tausend Fr.)	180	730	1310	1750

Angesichts der in dieser Zeit vorausgesehenen Bestandeszunahme und Klasseneröffnungen sowie der vorhersehbaren Pensionierungen kann davon ausgegangen werden, dass die Kürzung der Stundentafel um eine Einheit die Arbeitsmarktsituation nicht nachteilig beeinflussen wird. Es werden weniger Stellen neu zu besetzen sein, doch niemand wird die Stelle verlieren. Zudem wird die Eröffnung zu Schulbeginn 2004 einer neuen Schule in La Tour-de-Trême und später auch noch in Avry zu einer Zunahme der Anzahl Klassen im Vergleich zur heutigen Situation führen.

Die Kürzung der Stundentafel um eine Einheit wird die Zunahme des Lehrpersonals bremsen, sie jedoch nicht reduzieren, jedenfalls nicht bis zum ersten Einschnitt in der demographischen Kurve im Jahr 2007.

### 4.2.6.5 Aufgabenteilung Staat–Gemeinden

Mit der vorgeschlagenen Massnahme ändert sich vom schulischen Gesichtspunkt her nichts an der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden, doch müssten die Gemeinden, die den betroffenen Schülerinnen und Schülern an freien Mittwochnachmittagen ausser-schulische Aktivitäten anbieten möchten, den Aufbau und die Finanzierung solcher Massnahmen übernehmen.

## 5. FOLGEN DER VORLAGEN

### 5.1 Finanzielle Folgen

#### 5.1.1 Auf kantonaler Ebene

Die verschiedenen vom Staatsrat bei der Prüfung des Finanzplans beschlossenen Massnahmen sind bereits in die unter Punkt 1.2.3.2 aufgeführten Ergebnisse einbezogen. Wie bereits erwähnt, lassen sich die ursprünglichen Ergebnisse im Zeitraum 2006–2008 um jährlich durchschnittlich rund 123 Millionen Franken verbessern.

Dem ist hinzuzufügen, dass es nicht immer einfach ist, die finanziellen Auswirkungen gewisser in der Zuständigkeit des Staatsrates liegender Massnahmen zu beziffern. Sie hängen von den Ergebnissen der Studien und davon ab, wie rasch sie umgesetzt werden können. Dies gilt insbesondere für die Kontrolle der Personalbestände und der Lohnsumme. Sicher ist jedenfalls, dass sie Mehreinnahmen oder Einsparungen ermöglichen werden.

Die betragsmässig abschätzbaren Anträge – vor allem die Massnahmen in der Zuständigkeit des Grossen Rates – werden sich finanziell wie folgt auswirken (in tausend Franken):

	2006	2007	2008
<u>Massnahmen in der Zuständigkeit des Staatsrates</u>			
Per Verordnung beschlossene lineare Kürzungen	800	800	800
<u>Massnahmen in der Zuständigkeit des Grossen Rates</u>			
– Verankerung der linearen Kürzungen in der Spezialgesetzgebung (Vorlage 146/A bis K)	6800	7000	7200
– Bodenverbesserungen	300	300	300
– Schülerunfallversicherung	170	170	170
– Motorfahrzeugsteuer (Nettobetrag)	2382	2450	2530
– Ergänzungsleistungen AHV/IV <sup>1)</sup>	7823	7823	7823
– AHV-Überbrückungsrente Lehrpersonal	350	350	350
– Schulgesetz (3. schulfreier Halbttag)	730	1310	1750
<b>Total der Massnahmen in der Zuständigkeit des Grossen Rates</b>	<b>18555</b>	<b>19403</b>	<b>20123</b>
<b>Gesamttotal</b>	<b>19355</b>	<b>20203</b>	<b>20923</b>

<sup>1)</sup> Rechnungsgrundlage: Voranschlagsentwurf 2005

Mit den Anträgen des Staatsrates würden die unter Punkt 1.2.3.1. aufgeführten Ergebnisse der Laufenden Rechnung somit um rund 20 Millionen Franken jährlich besser ausfallen, was folgendes Bild ergäbe (in Millionen Franken):

	2006	2007	2008
Aufwandüberschuss	37,7	73,1	87,6
Verbesserungsvorschläge	19,4	20,2	20,9
Ergebnisse nach Verbesserungen (Aufwandüberschuss)	18,3	52,9	66,7
Abstand zur Defizitgrenze: (unter der Defizitgrenze (-), (Überschreitung))			
- 3%	- 53,8	-19,4	-7,0
- 2%	- 29,8	4,7	17,6

### 5.1.2 Auf Gemeindeebene

In den letzten Rechnungsjahren hat sich die Finanzlage der Gemeinden gesamthaft verbessert, obwohl die Beteiligung der Gemeinden an den gebundenen kantonalen Ausgaben weiterhin zugenommen hat. Der Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung hat den Gemeinden eine willkommene «Verschnaufpause» gebracht. Die Verbesserung der Finanzlage der «grossen» Gemeinden bestätigt sich in der Entwicklung der in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Finanzergebnisse:

**Einige Finanzkennzahlen der Bezirkshauptorte und der Gemeinden mit mehr als 4000 Einwohnern, in Millionen Franken**

	Netto-Selbstfinanzierungsmarge (strukturell) <sup>1)</sup>			Netto-verschuldung			Gemeindesteuern natürliche Personen		
	1999	2001	2003	1999	2001	2003	1999	2001	2003
Freiburg	- 13,6	0	11,3	178,6	177,0	169,5	69,9	74,6	82,9
Bulle	- 0,1	- 3,7	1,1	62,1	80,1	77,0	22,5	24,6	27,7
Villars-sur-Glâne	- 1,0	0,5	0,1	67,7	69,9	77,6	16,5	19,1	21,0
Marly	- 0,9	- 0,2	0,8	24,2	23,1	19,5	12,2	15,7	15,9
Düdingen	0,8	- 1,3	1,9	25,6	26,6	23,5	11,7	13,8	16,0
Murten	1,6	2,0	5,2	- 1,0	17,8	14,1	11,4	13,8	15,1
Wünnewil-Flamatt	- 0,3	- 0,4	1,9	27,8	29,5	26,3	7,8	9,8	11,9
Estavayer-le-Lac	- 0,1	0	2,1	32,4	33,7	31,8	7,5	8,7	10,5
Châtel-St-Denis	0,3	1,1	2,3	27,8	29,7	34,6	8,7	9,8	11,4
Kerzers	1,2	1,8	2,4	17,4	15,3	14,5	7,7	9,2	9,7
Romont	1,2	- 0,3	0,4	16,5	18,7	18,5	7,4	8,2	10,0
Tafers	0,4	0,4	2,2	14,7	13,5	13,8	5,0	5,9	6,6
<b>Total</b>	<b>- 10,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>31,7</b>	<b>493,8</b>	<b>534,9</b>	<b>520,7</b>	<b>188,3</b>	<b>213,2</b>	<b>238,7</b>

<sup>1)</sup> Ergebnisse vor Abschreibungen und Einlagen in die nicht obligatorischen Reserven und nach Abzug der ausserordentlichen Einnahmen.

Quelle: Amt für Gemeinden.



Zu diesen Ergebnissen ist vor allem Folgendes zu bemerken:

- Die repräsentativste Kennzahl für die finanzielle Gesundheit (strukturelle Netto-Selbstfinanzierungsmarge) zeigt eine Verbesserung der Finanzlage der zwölf oben aufgeführten Gemeinden um mehr als 40 Millionen Franken von 1999 bis 2003. Dazu ist zu bemerken, dass diese im Jahr 2002 40% der zivilrechtlichen Bevölkerung des Kantons ausmachen.
- Eine besonders deutliche Verbesserung ist ab 2001 festzustellen; in diesem Jahr haben die meisten dieser Gemeinden eine Verbesserung ihrer Finanzlage zu verzeichnen.
- Die Nettoverschuldung nimmt von 1999 bis 2001 noch zu und geht danach um mehr als 14 Millionen Franken zurück. Dazu ist zu bemerken, dass die Verschuldung in einigen Fällen in Bezug mit Geschäftsvorgängen in Zusammenhang mit dem Finanzvermögen steht.
- Einer der Hauptgründe für die gute finanzielle Gesundheit der Gemeinden ist in einer erheblichen Zunahme der Einkünfte aus den Gemeindesteuern der natürlichen Personen zu finden. In einigen Gemeinden (Bulle, Marly, Düdingen, Wünnewil-Flamatt, Estavayer-le-Lac, Romont) führte die Erhöhung des Steuerfusses sowie in allen Gemeinden der Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung zu einem durchschnittlichen Einnahmewachstum von fast 27% zwischen 1999 und 2003 (+ 50,4 Millionen Franken).

Es ist auch darauf hinzuweisen, dass der Grosse Rat in einigen Bereichen kürzlich Entscheide getroffen hat, die gegenüber den Anträgen des Staatsrates die Gemeinden erheblich entlastet haben, so zum Beispiel das Dekret über die Gemeindezusammenschlüsse, das Verkehrsgesetz und das Gesetz über den Zivilschutz. Auch das künftige Zivilstandsgesetz wird die Gemeindeausgaben um mehr als eine Million Franken jährlich reduzieren.

Die Mehrkosten der in der Zuständigkeit des Grossen Rates liegenden Sparmassnahmen werden für die Gemeinden schätzungsweise 6,6 Millionen Franken jährlich ausmachen (Durchschnitt 2006–2008), das heisst 0,6% des Ertrags der Laufenden Rechnungen der Gemeinden. Die Massnahme zur Verankerung der linearen Beitragskürzungen in den Spezialgesetzen ist eigentlich bereits in den Gemeindebudgets enthalten. Lediglich die gegenüber der jetzigen Situation höheren Ausgaben werden die Gemeinden belasten. Ausserdem werden die Gemeinden von allen vom Staatsrat zur Eindämmung der gebundenen Ausgaben getroffenen Massnahmen direkt profitieren (insbesondere Einwirken auf die Subventionen, die Personalbestände und die Lohnsumme). Dazu kommt noch, dass drei Gesetzesänderungen den Gemeinden unmittelbar zugute kommen werden: Anpassung des Tarifs der Motorfahrzeugsteuer (mehr als eine Million Franken jährlich), geringere Beteiligung an der Schülerunfallversicherung (~170 000 Franken jährlich) und dritter schulfreier Halbtage an den Orientierungsschulen (~710 000 Franken jährlich ab 2008).

Hier nochmals eine Aufstellung der Auswirkungen der beantragten Massnahmen auf die Gemeindefinanzen nach Bereichen (in Tausend Franken):

	2006	2007	2008
Verankerung der linearen Beitragskürzungen in der Spezialgesetzgebung (Zunahme gegenüber 2005)	172	191	288
Schülerunfallversicherung (Einsparung)	- 170	- 170	- 170
Motorfahrzeugsteuern (Mehreinnahmen)	- 1065	- 1100	- 1130
Ergänzungsleistungen AHV/IV <sup>1)</sup>	7823	7823	7823
AHV-Überbrückungsrente Lehrpersonal	350	350	350
Schulgesetz (3. schulfreier Halbtage) (Einsparung)	- 310	- 550	- 710
Saldo der Mehrkosten für die Gemeinden	6800	6544	6451

<sup>1)</sup> Zahlen des Voranschlagsentwurfs 2005.

Die einschneidendste Massnahme ist diejenige bezüglich der AHV/IV-Ergänzungsleistungen, wo der Staatsrat von den Gemeinden eine zusätzliche finanzielle Beteiligung in einem Bereich fordert, in dem weder der Staat noch die Gemeinden einen Einfluss auf die Ausgaben haben. Hier handelt es sich also um eine reine Kostenüberwälzung. Angesichts des aktuellen Kostenverteilungsschlüssels (75% Staat und 25% Gemeinden) ist der Staatsrat der Ansicht, dass er die Gemeinden finanziell etwas mehr in die Pflicht nehmen kann. Es ist auch zu sagen, dass die Gemeinden von den Sparpaketen 2003 und 2004 des Bundes kaum etwas zu spüren bekamen, während der Kanton in einigen Bereichen direkt betroffen war. Auch wenn er nicht überall für den Bund eingesprungen ist, musste er in einigen Fällen Mehrausgaben auf sich nehmen. Ausserdem hat er in diesem Rahmen einen jährlichen Einnahmefehl von rund 3 Millionen Franken allein mit den Treibstoffzöllen zu verzeichnen.

Der Staatsrat möchte schliesslich auch auf eine Feststellung von Professor Dafflon zum Finanzausgleich im Kanton Freiburg hinweisen: «Für die Periode 1988–2002 kann nicht behauptet werden, dass der Kanton seinen Haushalt saniert hätte, indem er die Subventionen an die Gemeinden oder die Anteile der Gemeinden an kantonale Einnahmen reduzierte; dies trifft in der Tat weder in absoluter Hinsicht (d.h. frankenmässig, bei aktuellen Werten) noch in relativer Hinsicht zu (d.h. im Vergleich der jeweiligen Wachstumsraten der kantonalen Subventionen, der Anteile und der Ausgaben des Kantons). Ausserdem konnte die Behauptung, dass der Kanton systematisch Kosten auf die Gemeinden abwälze, indem er ihre Beiträge an Kantonsausgaben stetig anhebe, um seine Einnahmen zu erhöhen, nicht erhärtet werden».

## 5.2 Weitere Folgen

Die meisten dieser Vorlagen beeinflussen die Finanzbeziehungen Staat–Gemeinden, ändern aber nichts an der Aufgabenteilung zwischen Gemeinwesen. Die Vorlagen haben weder einen direkten Bezug zum Europarecht, noch zu Abkommen oder Empfehlungen des Europarates oder anderer europäischer Organisationen.

## 6. SCHLUSS

Die Finanzperspektiven für die Jahre 2006–2008, die im Finanzplan aufgezeichnet werden, fordern sofortige

Massnahmen, um die sich ankündigenden finanziellen Schwierigkeiten abzufedern und etwas Handlungsspielraum für Unvorhergesehenes zu schaffen. Die Erfahrung lehrt uns, dass einer der Schlüssel zum erfolgreichen Finanzmanagement unbestrittenermassen der Wille der Behörden ist, rechtzeitig und nicht völlig überstürzt die erforderlichen Massnahmen und Reformen zu beschlies-

sen. Bis jetzt hat der Kanton Freiburg diese Methode sehr erfolgreich angewendet.

Der Staatsrat lädt Sie somit ein, sein Vorgehen zu unterstützen und alle in dieser Botschaft beantragten Massnahmen gutzuheissen.

\_\_\_\_\_

**Loi**

**146/A**

du ...

**modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1**

La loi du 8 octobre 1992 d'application de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (RSF 32.4) est modifiée comme il suit:

*Art. 9 al. 2, 1<sup>re</sup> phr.*

<sup>2</sup> Les frais de l'aide immédiate et de l'aide à plus long terme fournies aux victimes sont pris en charge à raison de 45 % par l'Etat et de 55 % par les communes. (...)

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/A**

vom ...

**zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Ausführungsgesetz vom 8. Oktober 1992 zur Bundesgesetzgebung über die Hilfe an Opfer von Straftaten (SGF 32.4) wird wie folgt geändert:

*Art. 9 Abs. 2, 1. Satz*

<sup>2</sup> Die Kosten für Soforthilfe und für längerfristige Hilfe werden zu 45 % vom Staat und zu 55 % von den Gemeinden getragen. (...)

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/B**

*du ...*

**modifiant la loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (art. 108)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 108 al. 2, 1<sup>re</sup> phr.**

<sup>2</sup> L'Etat alloue aux communes une subvention de 45 % de leurs frais afférents à l'accomplissement normal des tâches définies par la loi, déduction faite d'éventuelles prestations de tiers. (...)

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/B**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (Art. 108)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 108 Abs. 2, 1. Satz**

<sup>2</sup> Der Staat gewährt den Gemeinden Subventionen von 45 % ihrer Kosten für die ordentliche Erfüllung der im Gesetz umschriebenen Aufgaben, nach Abzug allfälliger Leistungen Dritter. (...)

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.



**Décret**

146/C

du ...

**modifiant le décret relatif aux subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines**

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1**

Le décret du 10 février 1976 sur les subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines (RSF 414.4) est modifié comme il suit:

**Art. 2 al. 1**

<sup>1</sup> Le barème pour l'octroi de la subvention aux constructions et aux transformations d'écoles primaires est fixé comme il suit:

<b>Classes des communes Population</b>	I	II	III	IV	V	VVI
800 habitants	6	9	14	20	28	36
801–1750 habitants	5	8	13	18	25	33
1751–3500 habitants	4	7	11	16	22	31
plus de 3500 habitants	3	6	9	14	20	28

**Art. 2<sup>bis</sup> ch. 3**

[Lorsqu'il s'agit de la construction de salles de sport, le subventionnement est régi en outre par les dispositions suivantes:]

**Dekret**

146/C

vom ...

**zur Änderung des Dekrets über Beiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten**

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Dekret vom 10. Februar 1976 über Beiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten (SGF 414.4) wird wie folgt geändert:

**Art. 2 Abs. 1**

<sup>1</sup> Die Skala für die Beitragsleistung an den Bau und Umbau von Primarschulhäusern ist folgende:

<b>Gemeindeklassen Bevölkerung</b>	I	II	III	IV	V	VV
800 Einwohner	6	9	14	20	28	36
801–1750 Einwohner	5	8	13	18	25	33
1751–3500 Einwohner	4	7	11	16	22	31
mehr als 3500 Einwohner	3	6	9	14	20	28

**Art. 2<sup>bis</sup> Ziff. 3**

[Beim Bau von Sporthallen sind für die Subventionierung ferner folgende Bestimmungen anwendbar:]

3. Les constructions qui servent à plusieurs communes, conformément au plan cantonal des salles de sport, bénéficient d'une subvention supplémentaire de 6 %.

**Art. 2**

La construction ou la transformation de bâtiments scolaires qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, a fait l'objet d'un arrêté de subventionnement, est régie par les dispositions de l'ancien droit.

**Art. 3**

Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

3. Für Bauten, die gemäss der kantonalen Planung der Sporthallen mehreren Gemeinden zur Verfügung stehen, wird ein zusätzlicher Beitrag von sechs Prozent gewährt.

**Art. 2**

Für den Bau bzw. den Umbau von Schulbauten, der im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Dekrets bereits Gegenstand eines Subventionierungsbeschlusses ist, gelten die Bestimmungen des bisherigen Rechts.

**Art. 3**

Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/D**

*du ...*

**modifiant la loi sur l'enseignement secondaire  
(constructions scolaires)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire (constructions scolaires) (RSF 414.5) est modifiée comme il suit:

*Art. 10 al. 1*

<sup>1</sup> Le taux de la subvention est de 45 % du montant des dépenses subventionnables.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/D**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über den Mittelschul- und  
Sekundarunterricht (Schulbauten)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht (Schulbauten) (SGF 414.5) wird wie folgt geändert:

*Art. 10 Abs. 1*

<sup>1</sup> Der Satz beträgt 45 % der beitragsberechtigten Kosten.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/E**

*du ...*

**modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 19 septembre 1985 d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (RSF 420.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 36 al. 2*

<sup>2</sup> La subvention cantonale s'élève à 45 % de la subvention fédérale.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/E**

*vom ...*

**zur Änderung des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Berufsbildung**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Einführungsgesetz vom 19. September 1985 zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (SGF 420.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 36 Abs. 2*

<sup>2</sup> Die kantonalen Subventionen betragen 45 % der Bundessubventionen.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.



**Loi** **146/F**

du ...

**modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution**

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 22 mai 1974 d'application de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (RSF 812.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 53 al. 1 let. b et al. 2*

[<sup>1</sup> Les ouvrages servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées sont subventionnés sur la base:]

b) d'un taux cantonal qui couvre en moyenne 19 % du coût des ouvrages et qui se répartit comme il suit:

– communes de classe 1	4 %
– communes de classe 2	9 %
– communes de classe 3	18 %
– communes de classe 4	22 %
– communes de classe 5	27 %
– communes de classe 6	31 %

**Gesetz** **146/F**

vom ...

**zur Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung**

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung (SGF 812.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 53 Abs. 1 Bst. b und Abs. 2*

[<sup>1</sup> Bauten zur Ableitung und zur Reinigung von Abwässern werden subventioniert gemäss:]

b) einem kantonalen Satz, der im Mittel 19 % der Baukosten deckt und wie folgt aufgeteilt wird:

– Gemeinden der Klasse 1	4 %
– Gemeinden der Klasse 2	9 %
– Gemeinden der Klasse 3	18 %
– Gemeinden der Klasse 4	22 %
– Gemeinden der Klasse 5	27 %
– Gemeinden der Klasse 6	31 %

<sup>2</sup> Pour la décharge bioactive et les installations de compostage régionales conformes au plan de gestion des déchets, la subvention cantonale est de 13,5 %.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

<sup>2</sup> Für die Reaktordeponie und die regionalen Kompostierungsanlagen gemäss Abfallplanung beträgt der Kantonsbeitrag 13,5 %.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/G**

*du ...*

**modifiant la loi sur les soins et l'aide familiale à domicile**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 27 septembre 1990 (RSF 823.1) sur les soins et l'aide familiale à domicile est modifiée comme il suit:

*Art. 16 al. 2*

<sup>2</sup> Le taux des subventions est de 47,5 % pour le personnel soignant et de 28,5 % pour les aides familiales et ménagères.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/G**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über die spitalexterne  
Krankenpflege und die Familienhilfe**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 27. September 1990 über die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe (SGF 823.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 16 Abs. 2*

<sup>2</sup> Der Ansatz beträgt 47,5 % für das Pflegepersonal und 28,5 % für die Familien- und Haushalthilfen.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/H**

*du ...*

**modifiant la loi d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 20 mai 1986 d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées (RSF 834.1.2) est modifiée comme il suit:

*Art. 9 al. 1*

<sup>1</sup> La contribution des pouvoirs publics aux frais d'exploitation des institutions spécialisées est mise à raison de 45 % à la charge du canton à raison de 55 % à la charge des communes.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/H**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes für Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 20. Mai 1986 für Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare (SGF 834.1.2) wird wie folgt geändert:

*Art. 9 Abs. 1*

<sup>1</sup> Der Beitrag der öffentlichen Hand an die Betriebskosten der Sonderheime wird zu 45 % vom Kanton und zu 55 % von den Gemeinden übernommen.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.



Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/I**

*du ...*

**modifiant la loi sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (LEMS)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 23 mars 2000 sur les établissements médico-sociaux pour personnes âgées (RSF 834.2.1) (LEMS) est modifiée comme il suit:

*Art. 25 al. 1*

<sup>1</sup> Les participations des pouvoirs publics sont prises en charge à raison de 45 % par l'Etat et 55 % par l'ensemble des communes.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/I**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über Pflegeheime für Betagte (PflHG)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 23. März 2000 über Pflegeheime für Betagte (PflHG) (SGF 834.2.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 25 Abs. 1*

<sup>1</sup> Die Beteiligung der öffentlichen Hand wird zu 45 % vom Kanton und zu 55 % von der Gesamtheit der Gemeinden übernommen.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/J**

*du ...*

**modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LALAMal)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 24 novembre 1995 d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RSF 842.1.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 10 al. 3, 1<sup>re</sup> phr.*

<sup>3</sup> Les communes remboursent à l'Etat 55 % du complément cantonal et des frais de gestion occasionnés à la Caisse de compensation AVS (ci-après: la Caisse AVS). (...)

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/J**

*vom ...*

**zur Änderung des Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Ausführungsgesetz vom 24. November 1995 zum Bundesgesetz über die Krankenversicherung (SGF 842.1.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 10 Abs. 3, 1. Satz*

<sup>3</sup> Die Gemeinden erstatten dem Staat 55 % des Kantonsbeitrags und der Verwaltungskosten, die der kantonalen AHV-Ausgleichskasse entstehen. (...)

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

**Loi**

**146/K**

*du ...*

**modifiant la loi sur le tourisme**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 20 septembre 1990 sur le tourisme (RSF 951.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 23 al. 2, 1<sup>e</sup> phr.*

<sup>2</sup> Le taux de la contribution est de 45 % des dépenses subventionnables.  
(...)

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/K**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über den Tourismus**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 20. November 1990 über den Tourismus (SGF 951.1.) wird wie folgt geändert:

*Art. 23 Abs. 2, 1. Satz*

<sup>2</sup> Der Beitrag entspricht 45 % der anrechenbaren Ausgaben. (...)

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/L**

*du ...*

**modifiant la loi sur les améliorations foncières**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (RSF 917.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 189 al. 2*

*Remplacer «5 millions de francs» par «3 millions de francs».*

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/L**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über die Bodenverbesserungen**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (SGF 917.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 189 Abs. 2*

*Den Ausdruck «5 Millionen Franken» durch «3 Millionen Franken» ersetzen.*

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.



Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/M**

*du ...*

**modifiant la loi créant une assurance scolaire contre les accidents**

---

*Le Grand Conseil du Canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 18 novembre 1971 créant une assurance scolaire contre les accidents (RSF 842.2.4) est modifiée comme il suit:

**Art. 6** Répartition des primes

Les parents supportent les 75 % des primes. Le solde est pris en charge par les pouvoirs publics, à raison de 12,5 % par l'Etat et de 12,5 % par les communes, compte tenu de leur classification.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/M**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes betreffend Errichtung einer Schülerunfallversicherung**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 18. November 1971 betreffend Errichtung einer Schülerunfallversicherung (SGF 842.2.4) wird wie folgt geändert:

**Art. 6** Verteilung der Prämien

75 % der Prämien gehen zu Lasten der Eltern. Der Rest wird von der öffentlichen Hand übernommen, 12,5 % vom Staat und 12,5 % von den Gemeinden, in Berücksichtigung ihrer Klassifikation.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

**Loi**

146/N

du ...

**modifiant la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 14 décembre 1967 sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (RSF 635.4.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 1a al. 3**

<sup>3</sup> Les montants fixés dans le tarif (qui est en annexe de la loi) correspondent à 152,6 pts, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport à l'indice de référence précédent, soit 145,3 pts (base décembre 1982 = 100 pts).

**Art. 7 al. 2**

<sup>2</sup> Les voitures automobiles, les motocycles, les motocycles-side-cars, les motocycles-tri-cars, les tracteurs et les véhicules utilitaires jusqu'à 999 kg de charge utile sont imposés en fonction de la cylindrée du moteur.

**Gesetz**

146/N

vom ...

**zur Änderung des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 14. Dezember 1967 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (RSF 635.4.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 1a Abs. 3**

<sup>3</sup> Die Beträge des Tarifs (im Anhang des Gesetzes) entsprechen dem Stand von 152,6 Punkten, was einer Steigerung von 5 % im Verhältnis zum letzten Referenzindex (145,3 Punkte) entspricht (Dezember 1982 = 100 Punkte).

**Art. 7 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Personenwagen, Motorräder, Motorräder-Seitenwagen, Motorräder-Dreirad, Traktoren und Nutzfahrzeuge bis 999 kg Nutzlast werden auf Grund des Motor-Hubraumes besteuert.

## Annexe

### Tarif des impôts sur les véhicules automobiles et les remorques (base 152,6 pts)

	Impôt annuel Fr.
1. ...	
2. Cyclomoteurs	35.–
3. Tracteurs agricoles:	
a) monoaxes	44.–
b) autres	109.–
4. Machines de travail agricoles automotrices:	
a) <i>abrogée</i>	
b) chariots de travail, chariots à moteur, moissonneuses et véhicules combinés	109.–
5. Machines de travail industrielles:	
a) jusqu'à un poids total de 3500 kg	133.–
b) au-dessus d'un poids total de 3500 kg	219.–
c) chariots de travail	110.–
6. Chariots à moteur:	
– jusqu'à 1000 kg de charge utile	110.–
– au-dessus de 1000 kg de charge utile	219.–
7. Motocycles:	
– jusqu'à 50 cm <sup>3</sup> (motocycles légers)	52.–
– de 51 à 150 cm <sup>3</sup>	72.–
– de 151 à 250 cm <sup>3</sup>	92.–
– au-dessus de 250 cm <sup>3</sup> , par 250 cm <sup>3</sup> supplémentaires	18.–
– supplément pour siège arrière	40.–
8. Motocycles-side-cars, motocycles-tri-cars:	
– jusqu'à 250 cm <sup>3</sup>	120.–
– au-dessus de 250 cm <sup>3</sup>	144.–
– supplément pour siège arrière des motocycles-side-cars	40.–

## Anhang

### Steuertarif für Motorfahrzeuge und Anhänger (Indexstand 152,6 Punkte)

	Jährliche Steuer Fr.
1. ...	
2. Motorfahräder	35.–
3. Landwirtschaftstraktoren:	
a) Motoreinachser	44.–
b) Andere	109.–
4. Selbstfahrende landwirtschaftliche Arbeitsmaschinen:	
a) <i>aufgehoben</i>	
b) Arbeitskarren, Motorkarren, Erntemaschinen und Kombinationsfahrzeuge	109.–
5. Gewerbliche Arbeitsmaschinen:	
a) bis 3500 kg Gesamtgewicht	133.–
b) über 3500 kg Gesamtgewicht	219.–
c) Arbeitskarren	110.–
6. Motorkarren:	
– bis 1000 kg Nutzlast	110.–
– über 1000 kg Nutzlast	219.–
7. Motorräder:	
– bis 50 cm <sup>3</sup> (leichte Motorräder)	52.–
– von 51 bis 150 cm <sup>3</sup>	72.–
– von 151 bis 250 cm <sup>3</sup>	92.–
– über 250 cm <sup>3</sup> , für jeweils 250 cm <sup>3</sup> mehr	18.–
– zusätzliche Steuer für Soziussitz	40.–
8. Motorräder-Seitenwagen, Motorräder-Dreirad:	
– bis 250 cm <sup>3</sup>	120.–
– über 250 cm <sup>3</sup>	144.–
– zusätzliche Steuer für Motorräder-Seitenwagen-Soziussitz	40.–

				<b>Impôt annuel</b>					
				<b>Fr.</b>					
9. Voitures automobiles, tracteurs, véhicules utilitaires de moins de 1000 kg de charge utile:									
–			jusqu'à 400 cm <sup>3</sup>	223.–					
–	de	401	à 600 cm <sup>3</sup>	256.–					
–	de	601	à 800 cm <sup>3</sup>	288.–					
–	de	801	à 1000 cm <sup>3</sup>	320.–					
–	de	1001	à 1200 cm <sup>3</sup>	352.–					
–	de	1201	à 1400 cm <sup>3</sup>	376.–					
–	de	1401	à 1600 cm <sup>3</sup>	400.–					
–	de	1601	à 1800 cm <sup>3</sup>	423.–					
–	de	1801	à 2000 cm <sup>3</sup>	447.–					
–	de	2001	à 2200 cm <sup>3</sup>	471.–					
–	de	2201	à 2400 cm <sup>3</sup>	497.–					
–	de	2401	à 2600 cm <sup>3</sup>	521.–					
–	de	2601	à 2800 cm <sup>3</sup>	597.–					
–	de	2801	à 3000 cm <sup>3</sup>	633.–					
–	de	3001	à 3200 cm <sup>3</sup>	668.–					
–	de	3201	à 3400 cm <sup>3</sup>	705.–					
–	de	3401	à 3600 cm <sup>3</sup>	739.–					
–	de	3601	à 3800 cm <sup>3</sup>	774.–					
–	de	3801	à 4000 cm <sup>3</sup>	811.–					
–	de	4001	à 4200 cm <sup>3</sup>	837.–					
–	de	4201	à 4400 cm <sup>3</sup>	862.–					
–	de	4401	à 4600 cm <sup>3</sup>	888.–					
–	de	4601	à 4800 cm <sup>3</sup>	917.–					
–	de	4801	à 5000 cm <sup>3</sup>	943.–					
–	de	5001	à 5200 cm <sup>3</sup>	969.–					
–	de	5201	à 5400 cm <sup>3</sup>	994.–					
–	de	5401	à 5600 cm <sup>3</sup>	1021.–					

					<b>Jährliche Steuer</b>						
					<b>Fr.</b>						
9. Personenwagen, Traktoren und Nutzfahrzeuge mit weniger als 1000 kg Nutzlast:											
–				bis 400 cm <sup>3</sup>	223.–						
–	von	401	bis	600 cm <sup>3</sup>	256.–						
–	von	601	bis	800 cm <sup>3</sup>	288.–						
–	von	801	bis	1000 cm <sup>3</sup>	320.–						
–	von	1001	bis	1200 cm <sup>3</sup>	352.–						
–	von	1201	bis	1400 cm <sup>3</sup>	376.–						
–	von	1401	bis	1600 cm <sup>3</sup>	400.–						
–	von	1601	bis	1800 cm <sup>3</sup>	423.–						
–	von	1801	bis	2000 cm <sup>3</sup>	447.–						
–	von	2001	bis	2200 cm <sup>3</sup>	471.–						
–	von	2201	bis	2400 cm <sup>3</sup>	497.–						
–	von	2401	bis	2600 cm <sup>3</sup>	521.–						
–	von	2601	bis	2800 cm <sup>3</sup>	597.–						
–	von	2801	bis	3000 cm <sup>3</sup>	633.–						
–	von	3001	bis	3200 cm <sup>3</sup>	668.–						
–	von	3201	bis	3400 cm <sup>3</sup>	705.–						
–	von	3401	bis	3600 cm <sup>3</sup>	739.–						
–	von	3601	bis	3800 cm <sup>3</sup>	774.–						
–	von	3801	bis	4000 cm <sup>3</sup>	811.–						
–	von	4001	bis	4200 cm <sup>3</sup>	837.–						
–	von	4201	bis	4400 cm <sup>3</sup>	862.–						
–	von	4401	bis	4600 cm <sup>3</sup>	888.–						
–	von	4601	bis	4800 cm <sup>3</sup>	917.–						
–	von	4801	bis	5000 cm <sup>3</sup>	943.–						
–	von	5001	bis	5200 cm <sup>3</sup>	969.–						
–	von	5201	bis	5400 cm <sup>3</sup>	994.–						
–	von	5401	bis	5600 cm <sup>3</sup>	1021.–						



	<b>Impôt annuel</b>		<b>Jährliche Steuer</b>
	<b>Fr.</b>		<b>Fr.</b>
– de 5601 à 5800 cm <sup>3</sup>	1048.–	– von 5601 bis 5800 cm <sup>3</sup>	1048.–
– de 5801 à 6000 cm <sup>3</sup>	1075.–	– von 5801 bis 6000 cm <sup>3</sup>	1075.–
– par 200 cm <sup>3</sup> supplémentaires	36.–	– pro 200 cm <sup>3</sup> mehr	36.–
<b>10. Camions:</b>		<b>10. Lastwagen:</b>	
– de 1 à 1,499 tonne de charge utile	560.–	– von 1 bis 1,499 Tonnen Nutzlast	560.–
– de 1,5 à 1,999 tonne de charge utile	800.–	– von 1,5 bis 1,999 Tonnen Nutzlast	800.–
– de 2 à 2,999 tonnes de charge utile	961.–	– von 2 bis 2,999 Tonnen Nutzlast	961.–
– de 3 à 3,999 tonnes de charge utile	1200.–	– von 3 bis 3,999 Tonnen Nutzlast	1200.–
– de 4 à 4,999 tonnes de charge utile	1520.–	– von 4 bis 4,999 Tonnen Nutzlast	1520.–
– de 5 à 5,999 tonnes de charge utile	1761.–	– von 5 bis 5,999 Tonnen Nutzlast	1761.–
– de 6 à 6,999 tonnes de charge utile	1881.–	– von 6 bis 6,999 Tonnen Nutzlast	1881.–
– de 7 à 7,999 tonnes de charge utile	2001.–	– von 7 bis 7,999 Tonnen Nutzlast	2001.–
– par tonne supplémentaire de charge utile	120.–	– für jede zusätzliche Tonne Nutzlast	120.–
<b>11. Autocars:</b>		<b>11. Autocars:</b>	
– par place assise pour passager	60.–	– pro Passagiersitz	60.–
<b>12. Abrogé</b>		<b>12. Aufgehoben</b>	
<b>13. Abrogé</b>		<b>13. Aufgehoben</b>	
<b>14. Remorques:</b>		<b>14. Anhänger:</b>	
a) derrière des motocycles légers (jusqu'à 50 cm <sup>3</sup> )	12.–	a) von leichten Motorrädern (bis 50 cm <sup>3</sup> )	12.–
b) derrière des motocycles et des motocycles-side-cars	23.–	b) von Motorrädern und Motorräder-Seitenwagen	23.–
c) caravanes derrière des voitures automobiles	104.–	c) Wohnanhänger	104.–
d) à marchandises derrière des voitures automobiles:		d) Sachtransportanhänger	
– jusqu'à 499 kg de charge utile	128.–	– bis zu 499 kg Nutzlast	128.–
– de 500 à 999 kg de charge utile	192.–	– von 500 kg bis 999 kg Nutzlast	192.–
– de 1 à 1,999 tonne de charge utile	288.–	– von 1 bis 1,999 Tonnen Nutzlast	288.–
– de 2 à 2,999 tonnes de charge utile	423.–	– von 2 bis 2,999 Tonnen Nutzlast	423.–
– de 3 à 3,999 tonnes de charge utile	560.–	– von 3 bis 3,999 Tonnen Nutzlast	560.–
– de 4 à 4,999 tonnes de charge utile	688.–	– von 4 bis 4,999 Tonnen Nutzlast	688.–
– de 5 à 5,999 tonnes de charge utile	816.–	– von 5 bis 5,999 Tonnen Nutzlast	816.–

	<b>Impôt annuel</b>		<b>Jährliche Steuer</b>
	<b>Fr.</b>		<b>Fr.</b>
– de 6 à 6,999 tonnes de charge utile	897.–	– von 6 bis 6,999 Tonnen Nutzlast	897.–
– de 7 à 7,999 tonnes de charge utile	976.–	– von 7 bis 7,999 Tonnen Nutzlast	976.–
– par tonne supplémentaire	81.–	– für jede zusätzliche Tonne Nutzlast	81.–
e) Remorques de travail agricoles:		e) Landwirtschaftliche Arbeitsanhänger:	
– l'impôt de la remorque est compris dans celui du tracteur		– Die Steuer für den Anhänger ist in der Steuer für den Traktor inbegriffen.	
f) Remorques derrière des machines de travail légères et lourdes et derrière des camions et autres véhicules de transport, soit remorques de travail, remorques servant au transport des accessoires, des outils et des combustibles nécessaires à la machine, remorques servant de bureau, de vestiaire ou d'abri sur l'emplacement d'un chantier (à l'exclusion des remorques servant au transport de marchandises)	52.–	f) Anhänger von leichten und schweren Arbeitsmaschinen, Lastwagen und anderen Transportfahrzeugen, nämlich Arbeitsanhänger, Anhänger zum Transport der Ersatzteile, der Werkzeuge und der nötigen Brennstoffe für die Maschinen, Anhänger, die als Büro, Ankleideraum oder Wetterschutz auf einer Baustelle dienen (ausgenommen Anhänger, die für den Warentransport dienen)	52.–
g) Remorques derrière des chariots de travail:		g) Anhänger von Arbeitskarren:	
– l'impôt de la remorque est compris dans celui du chariot		– Die Steuer für den Anhänger ist in der Steuer für den Arbeitskarren inbegriffen.	
– l'impôt de la remorque derrière un tracteur agricole et de la première remorque derrière un tracteur industriel est compris dans l'impôt du véhicule tracteur		– Die Steuer für Anhänger an Landwirtschaftstraktoren und für den ersten Anhänger an Gewerbetraktoren ist in der Steuer für den Traktor inbegriffen.	
– les remorques supplémentaires destinées à être accouplées derrière un tracteur industriel sont assujetties à un seul impôt, soit à celui de la remorque dont la charge utile est la plus élevée		– Zusätzliche Anhänger an Gewerbetraktoren unterliegen einer einzigen Steuer, nämlich der Steuer für den Anhänger mit der grössten Nutzlast.	
15. Plaques professionnelles:		15. Berufsschilder:	
– motocycles	128.–	– Motorräder	128.–
– véhicules automobiles	527.–	– Motorwagen	527.–
– véhicules agricoles	207.–	– Landwirtschaftliche Fahrzeuge	207.–
– remorques	144.–	– Anhänger	144.–

## Art. 2

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

## Art. 2

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/O**

*du ...*

**modifiant la loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité**

---

*Le Grand Conseil du Canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (RSF 841.3.1) est modifiée comme il suit:

**Art. 15** Part de l'Etat et des communes

<sup>1</sup> L'Etat prend en charge 65 % de la contribution prévue à l'article 14 let. b.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz**

**146/O**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 16. November 1965 über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (SGF 841.3.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 15** Anteil des Staates und der Gemeinden

<sup>1</sup> Der Kanton übernimmt 65 % des Beitrags nach Artikel 14 Bst. b.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

**Loi** **146/P**

du ...

**modifiant la loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (art. 88 et 94)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 88 al. 1 let. e (nouveau)*

[<sup>1</sup> L'ensemble des communes supporte 65 % des frais scolaires communs, comprenant:]

- e) les frais des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite.

*Art. 94 al. 1 let. c (nouveau)*

- c) les frais des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite.

**Art. 2**

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Gesetz** **146/P**

vom ...

**zur Änderung des Gesetzes über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (Art. 88 und 94)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 88 Abs. 1 Bst. e (neu)*

[<sup>1</sup> Die Gesamtheit der Gemeinden trägt 65 % der gemeinsamen Schulkosten, bestehend aus:]

- e) den Kosten für die Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters.

*Art. 94 Abs. 1, Bst. c (neu)*

- c) den Kosten für die Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters.

**Art. 2**

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Projet du 30.08.2004

Entwurf vom 30.08.2004

**Loi**

**146/Q**

*du ...*

**modifiant la loi sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (art. 22)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures 2004 destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) (RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

*Art. 22 al. 2 et 4*

<sup>2</sup> A l'école primaire et à l'école du cycle d'orientation, les élèves ont congé un jour entier et un demi-jour par semaine, outre le dimanche et les jours légalement fériés.

<sup>4</sup> *Abrogé*

**Art. 2**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de cette loi.

**Gesetz**

**146/Q**

*vom ...*

**zur Änderung des Gesetzes 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (Art. 22)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

Nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006–2008 und den Massnahmen 2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) (SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

*Art. 22 Abs. 2 und 4*

<sup>2</sup> In der Primarschule und in der Orientierungsschule haben die Schüler nebst dem Sonntag und den gesetzlichen Feiertagen einen ganzen und einen halben schulfreien Tag in der Woche.

<sup>4</sup> *Aufgehoben*

**Art. 2**

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.